COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT
GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 24 AVRIL 2023
GEMEENTERAAD VAN 24 APRIL 2023

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Ariane Calmeyn, *Présidente/Voorzitster* ;
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, Delphine De Valkeneer, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Françoise Charue, Aurélie Melard, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Margaux Hanquet, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd

Isabelle Molenberg, *Echevin(e)/Schepen* ;
Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Sonia Begyn, Adelaïde de Patoul, Steve Detry, *Conseillers/Gemeenteraadsleden.*

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

24.04.2023/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que :

- Mmes MOLENBERG, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, BEGYN et de PATOUL ainsi que M. DETRY sont excusés ;
- M. DEVILLE, Mmes HANQUET et SAASTAMOINEN arriveront en cours de séance.

Elle informe l'assemblée qu'une question d'actualité a été déposée par M. DESWERT et qu'elle sera traitée en dernier point de la séance publique.

Mededelingen.

De voorzitster deelt mee dat:

- mevrouwen MOLENBERG, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, BEGYN, de PATOUL en dhr. DETRY verontschuldigd zijn;
- dhr. DEVILLE, mevrouwen HANQUET en SAASTAMOINEN later tijdens de zitting zullen aankomen.

Ze deelt de bijeenkomst mee dat er een vraag over de actualiteit is ingediend door dhr. DESWERT en dat deze als laatste punt van de openbare zitting zal behandeld worden.

24.04.2023/A/0002 **Procès-verbal de la séance du 20/03/2023 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 20/03/2023 est approuvé.

29 votants : 29 votes positifs.

Proces-verbaal van de vergadering van 20/03/2023 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 20/03/2023 wordt goedgekeurd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

24.04.2023/A/0003 **Règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, arrêté par le Conseil communal en séance publique du 19/03/2012 et modifié en séances du 18/11/2013 et du 17/12/2018 ;

Considérant que la commune, pour des raisons de sécurité, a interdit la circulation des chiens non tenus en laisse ;

Considérant qu'à le demande des propriétaires de chiens, une zone de liberté a toutefois été accordée sur les hauteurs du Parc de Roodebeek ;

Considérant toutefois qu'une seule zone de liberté pour tout le territoire communal est trop faible compte tenu de la demande et de l'étendue du territoire et qu'il semble opportun de permettre aux propriétaires de chiens de les laisser courir sans laisse dans une seconde zone ;

Considérant que la zone clôturée du stade communal semble adéquate mais en limitant les heures d'accès afin de veiller à la tranquillité des riverains ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119 bis et 135 § 2 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 :

DECIDE d'approuver :

• la modification suivante au règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, approuvé en séance publique du 19/03/2012 et modifié en séances du 18/11/2013 et du 17/12/2018 :

- modification de l'article 6.3 comme suit :

« *Sans préjudice des dispositions légales applicables dans les parcs, espaces verts et aires de jeux, l'autorisation du bourgmestre est nécessaire pour :*
6.3. circuler avec des chiens non tenus en laisse, à l'exception des endroits spécialement prévus à cet effet :
- les hauteurs du Parc de Roodebeek ;
- la zone clôturée du stade communal entre 09h et 20h . » ;

• le texte définitif modifié du règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, tel que repris ci-après :

Règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert

Article 1er
Le présent règlement s'applique à tous les usagers des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert à l'exception des parcs et espaces verts gérés par une autre autorité administrative.

Article 2
Sauf s'il en est disposé autrement à l'entrée des lieux précités, notamment par pictogramme, les heures d'ouverture sont les suivantes :
1) pour les parcs et espaces verts :
- du 1er avril au 30 septembre : de 06h à 23h.
- du 1er octobre au 31 mars : de 07h à 21h.

2) pour les plaines de jeux :
- du 1er avril au 30 septembre : de 07h à 22h.
- du 1er octobre au 31 mars : de 08h à 20h.

Article 3
Sans préjudice des obligations découlant des prescriptions contenues dans les arrêtés de classement et de sauvegarde, toute activité organisée ayant un caractère collectif ou étant susceptible de causer des dommages aux arbres, aux pelouses, aux massifs arbustifs et boisés, aux chemins, sentiers et aux équipements de diverses natures ne peut avoir lieu dans les parcs, espaces verts et aires de jeux en l'absence d'autorisation délivrée par le bourgmestre.

Article 4
Aucun véhicule motorisé n'est autorisé dans lesdits espaces sauf véhicules de sécurité, de service de la commune ou véhicules disposant d'une autorisation du bourgmestre. Leur vitesse de circulation est limitée à 5 km/h.

Article 5
Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les espaces visés

par le présent règlement :
5.1. de franchir les clôtures.
5.2. d'endommager les plantations, le mobilier, les constructions, les chemins divers.
5.3. d'enlever les bourgeons et les fleurs ou d'arracher des plantes quelconques.
5.4. de grimper aux arbres.
5.5. de jouer sur les plans d'eau lorsqu'ils sont gelés.
5.6. de faire du feu.
5.7. de camper.
5.8. de pratiquer des activités susceptibles de gêner les riverains et les usagers, de perturber la quiétude des lieux et la tranquillité des promeneurs et d'affecter la flore ou la faune.
5.9. de laisser des enfants sans surveillance.
5.10. d'utiliser les emplacements et équipements réservés à des jeux spécifiques à d'autres fins.
5.11. de jeter des objets et des détritus ailleurs que dans les poubelles.
5.12. de se livrer à tout dépôt clandestin d'objets ou d'immondices.
5.13. d'aller soi-même ou de laisser aller les animaux dans les pièces d'eau.
5.14. d'accéder avec des animaux dans les aires de jeux et les zones réservées aux enfants, aux jeux et aux sports ou de les inciter à détruire les engins de jeux, l'équipement ou le mobilier.
5.15. de nourrir les animaux, sauf aux endroits prévus à cet effet.
5.16. de prendre ou de blesser des animaux, de détruire les nids par quelque moyen que ce soit.
5.17. de laisser les animaux domestiques faire leurs besoins dans des lieux non prévus à cet effet.
5.18. de s'assoir sur le dossier des bancs publics de même que de se coucher dessus.
5.19. de circuler dans les endroits interdits d'accès.
5.20. de stationner devant les entrées et accès des parcs, espaces verts et aires de jeux.
5.21. de fumer dans les aires de jeux et les aires réservées aux enfants, aux jeux et aux sports.

Article 6
Sans préjudice des dispositions légales applicables dans les parcs, espaces verts et aires de jeux, l'autorisation du bourgmestre est nécessaire pour :
6.1. y introduire des objets encombrants ou des animaux dangereux.
6.2. circuler à bicyclette, trottinette, planches à roulettes, patins à roulettes, etc., en dehors des pistes cyclables, des chemins et des sentiers en dur, exception faite des vélos pour enfant de moins de 11 ans.
6.3. circuler avec des chiens non tenus en laisse, à l'exception des endroits spécialement prévus à cet effet :
- les hauteurs du Parc de Roodebeek ;
- la zone clôturée du stade communal entre 09h et 20h.

6.4. colporter ou vendre quoi que ce soit.
6.5. se livrer à toute action publicitaire que ce soit par l'apposition de banderoles, d'affiches ou de panneaux commerciaux ou par l'usage de tout autre procédé.
6.6. pêcher dans les étangs ou les bassins.

Article 7
Toute personne qui n'obtempérerait pas aux injonctions des fonctionnaires de police ou aux instructions données par toute autre personne habilitée par le Collège des bourgmestre et échevins pourra être expulsée.

Article 8
Le bourgmestre ou l'autorité qu'il désigne peut ordonner la fermeture des espaces

prévus au présent règlement en cas de nécessité.

Article 9
Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement ou non titulaire d'une autorisation requise pour les activités soumises à autorisation sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 13/05/1999, à savoir 350 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis au moment des faits.
Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.
Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.
En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative.

Article 10
Le bourgmestre peut refuser toute occupation temporaire de parc, espace vert ou d'aire de jeux.

Article 11
Tout point non repris dans le présent règlement sera tranché par le Collège des bourgmestre et échevins.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

29 votants : 29 votes positifs.

Politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, goedgekeurd door de Gemeenteraad in openbare zitting van 19/03/2012 en gewijzigd in zittingen van 18/11/2013 en 17/12/2018;

Overwegende dat de gemeente om veiligheidsredenen het verkeer van honden zonder leiband heeft verboden;

Overwegende dat op verzoek van de hondeneigenaars toch een hondenlosloopzone is toegekend in de hoogtes van het Roodebeekpark;

Overwegende echter dat één enkele hondenlosloopzone voor het gehele gemeentelijke grondgebied te weinig is gezien de vraag en de omvang van het grondgebied, en dat het aangewezen lijkt de hondeneigenaars toe te staan hun honden los te laten lopen in een tweede zone;

Overwegende dat de omheinde zone van het gemeentestadion adequaat lijkt, maar dat de toegangsuren moeten worden beperkt om de rust van de wijkbewoners te waarborgen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119 bis en 135 § 2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

BESLIST om het volgende goed te keuren:

• de volgende wijziging van het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, goedgekeurd in openbare zitting van 19/03/2012 en gewijzigd in zittingen van 18/11/2013 en 17/12/2018:

- wiiziging van artikel 6.3 als volgt:

"*Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn in de parken, groene ruimtes en speelpleinen is voor de volgende zaken de toestemming van de burgemeester vereist:*
6.3. er zich begeven met honden die niet aan de leiband worden gehouden, met uitzondering van de plaatsen die hier speciaal voor zijn voorzien:
- de hoogtes van het Roodebeekpark;
- de omheinde zone van het gemeentestadion tussen 9.00 en 20.00 uur."

• de gewijzigde definitieve tekst van het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, zoals hieronder opgenomen:

Politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe

Artikel 1
Onderhavig reglement is van toepassing op alle gebruikers van de parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met uitzondering van de parken en groene ruimtes die door een ander administratief bestuur beheerd worden.

Artikel 2
Behalve indien aan de ingangen van voornoemde plaatsen anders wordt aangeduid, met name door middel van pictogrammen, zijn de openingsuren de volgende:
1) voor de parken en groene ruimtes:
- van 1 april tot en met 30 september: van 6.00 tot 23.00 uur.
- van 1 oktober tot en met 31 maart: van 7.00 tot 21.00 uur.

2) voor de speelpleinen:
- van 1 april tot en met 30 september: van 7.00 tot 22.00 uur.
- van 1 oktober tot en met 31 maart: van 8.00 tot 20.00 uur.

Artikel 3
Onverminderd de verplichtingen die voortvloeien uit de voorschriften vervat in de beschermings- en bewaringsbesluiten is, bij ontstentenis van een toelating toegekend door de burgemeester, iedere georganiseerde activiteit met een collectief karakter of van dien aard dat er schade berokkend zou kunnen worden aan de bomen, grasvelden,

het struikgewas, de wegen, paden en de verschillende soorten uitrusting niet toegestaan in de parken, groene ruimtes en speelpleinen.

Artikel 4
In voormelde ruimtes zijn geen gemotoriseerde voertuigen toegestaan behalve voertuigen van de veiligheidsdiensten, dienstwagens van de gemeente of voertuigen die een toelating hebben van de burgemeester. Hun snelheid is beperkt tot 5 km/u.

Artikel 5
Onverminderd de bestaande wettelijke bepalingen verbiedt onderhavig reglement de volgende zaken in voormelde ruimtes:
5.1. over de omheiningen kruipen.
5.2. de diverse aanplantingen, meubilair, constructies, wegen beschadigen.
5.3. knoppen en bloemen van welke plant dan ook meenemen of afrukken.
5.4. in de bomen klimmen.
5.5. op de waterpartijen spelen wanneer deze bevroren zijn.
5.6. vuur aanmaken.
5.7. kamperen.
5.8. activiteiten ontplooien die de omwonenden en gebruikers zouden kunnen storen, de stilte van de plaats, de rust van de wandelaars, en de flora of de fauna zouden kunnen verstoren.
5.9. kinderen onbeheerd laten.
5.10. de ruimtes en de uitrustingen die specifiek voor het spel zijn voorbehouden voor andere doeleinden gebruiken.
5.11. voorwerpen en afval elders werpen dan in de vuilnisbakken.
5.12. iedere vorm van sluikstorten.
5.13. zelf waterpartijen betreden of dit toestaan aan dieren.
5.14. met dieren de speelpleinen of de zones voorbehouden aan kinderen, aan spelletjes en aan sport betreden of dieren aanzetten om speeltoestellen, uitrusting of het meubilair te vernielen.
5.15. de dieren voederen, behalve op de hiervoor voorziene plaatsen.
5.16. op welke wijze dan ook dieren vastgrijpen of verwonden of nesten vernielen.
5.17. huisdieren hun natuurlijke behoefte laten doen op plaatsen die hier niet voor voorzien zijn.
5.18. op de rugleuning van de openbare banken zitten of op de banken gaan liggen.
5.19. plaatsen betreden waarvan de toegang verboden is.
5.20. voor de ingangen en toegangen van de parken, groene ruimtes en speelpleinen parkeren.
5.21. roken in de speelpleinen en de zones voorbehouden aan kinderen, aan spelletjes en aan sport.

Artikel 6
Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn in de parken, groene ruimtes en speelpleinen is voor de volgende zaken de toestemming van de burgemeester vereist:
6.1. er hinderlijke voorwerpen of gevaarlijke dieren naartoe brengen.
6.2. zich buiten de fietspaden en de verharde wegen en paden verplaatsen per fiets, step, skateboard, rolschaatsen, enz., met uitzondering van fietsjes voor kinderen jonger dan 11 jaar.
6.3. er zich begeven met honden die niet aan de leiband worden gehouden, met uitzondering van de plaatsen die hier speciaal voor zijn voorzien:
- de hoogtes van het Roodebeekpark;
- de omheinde zone van het gemeentestadion tussen 9.00 en 20.00 uur.

6.4. leuren of wat dan ook verkopen.

6.5. reclame voeren door spandoeken, affiches of reclameborden aan te brengen, of door het gebruik van gelijk welke andere procedure.
6.6. vissen in de vijvers of de bekkens.

Artikel 7
Iedere persoon die geen gevolg geeft aan de bevelen van de politieambtenaren of aan de richtlijnen van alle andere personen die hiertoe door het College van burgemeester en schepenen bevoegd werden, zal er uitgezet kunnen worden.

Artikel 8
De burgemeester of de door hem aangeduide autoriteit kan, indien nodig, de sluiting bevelen van de ruimtes die in onderhavig reglement bedoeld zijn.

Artikel 9
Iedere persoon die een inbreuk pleegt op onderhavig reglement of die geen houder is van een vereiste toelating voor activiteiten waarvoor een toelating nodig is, zal een administratieve boete opgelegd krijgen volgens de tarieven voorzien door de wet van 13/05/1999, namelijk maximaal 350 EUR indien deze persoon meerderjarig is en maximaal 175 EUR wanneer deze persoon minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten.
Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesanctioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.
Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.
Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.

Artikel 10
De burgemeester kan iedere tijdelijke bezetting van park, groene ruimte of speelplein weigeren.

Artikel 11
Iedere punt dat niet in onderhavig reglement is opgenomen, wordt door het College van burgemeester en schepenen beslist.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

24.04.2023/A/0004 **Territoire communal - Raccordements électriques de 11 caméras de surveillance - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SIBELGA SC - Dépense : 26.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de raccorder onze caméras de surveillance, à savoir :

- avenue A.J. Slegers 119 en c/c,
- chaussée de Roodebeek 199 en c/c,
- rue Louis Jasmin 54 en c/c,
- avenue Paul Hymans 1 en c/c,
- avenue du Capricorne 131 en c/c,
- avenue du Yorkshire 13 en c/c,
- avenue de Broqueville 98 en c/c,
- avenue Jean Monnet 12 en c/c,
- rue d'Aragon 6 en c/c,
- clos Chapelle-aux-Champs / avenue Konrad Adenauer en c/c,
- rue des Floralies / rue Saint-Lambert en c/c ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de raccorder onze caméras de surveillance, à savoir :

- avenue A.J. Slegers 119 en c/c,
- chaussée de Roodebeek 199 en c/c,
- rue Louis Jasmin 54 en c/c,
- avenue Paul Hymans 1 en c/c,
- avenue du Capricorne 131 en c/c,
- avenue du Yorkshire 13 en c/c,
- avenue de Broqueville 98 en c/c,
- avenue Jean Monnet 12 en c/c,
- rue d'Aragon 6 en c/c,
- clos Chapelle-aux-Champs / avenue Konrad Adenauer en c/c,
- rue des Floralies / rue Saint-Lambert en c/c ;

Considérant que les spécificités techniques requises pour ces installations imposent le

choix d'un prestataire de service déterminé ;

Considérant que la société SIBELGA SC est la seule à répondre à ces spécificités techniques et a remis des offres pour le raccordement électrique de caméras de surveillance qui sont implantées sur le territoire de notre commune ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 26.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42100/741-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif aux raccordements électriques de onze caméras de surveillance, le montant estimé s'élevant à 26.000 EUR TVAC ;
- d'attribuer ce marché de faible montant à SIBELGA SC (BE 222.869.673), BP 1340 à 1000 Bruxelles Brouckère, pour un montant total de 25.701,61 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 26.000 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 42100/741-52/3110 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijk grondgebied - Elektrische aansluitingen van 11 bewakingscamera's - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SIBELGA cv - Uitgave: 26.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0005 **Hôtel communal - Acquisition d'un fauteuil roulant - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : A. BRASSEUR - Dépense : 500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un fauteuil roulant à mettre à disposition du public à mobilité réduite fréquentant l'hôtel communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un fauteuil roulant à mettre à disposition du public à mobilité réduite fréquentant l'hôtel communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 10400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que des trois fournisseurs consultés dans le cadre de ce marché de faible montant, les deux suivants ont remis offre :

- PHARMACIE BRACKE, avenue de la Chevalerie 22 à 1000 Bruxelles : 545 EUR TVAC,
- A. BRASSEUR, rue du Midi 80 à 1000 Bruxelles : 488,80 EUR TVAC ;

Considérant que la firme A. BRASSEUR a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que l'offre est conforme ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le fournisseur A. BRASSEUR, rue du Midi 80 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition d'un fauteuil roulant, aux conditions de son offre du 31/03/2023 d'un montant de 488,80 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 500 EUR TVAC, inscrite à l'article 10400/744-98/3513 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentehuis - Aankoop van een rolstoel - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: A. BRASSEUR - Uitgave: 500 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

Salla Saastamoinen entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2023/A/0006 **STAAR - Fourniture et placement de signalétique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : APL SIGN - Dépense : 21.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de fournir et de placer une signalétique dans le bâtiment « STAAR », chaussée de Roodebeek 137 en c/c ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de fournir et de placer une signalétique dans le

bâtiment « STAAR », chaussée de Roodebeek 137 en c/c ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 21.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- APL SIGN SPRL, rue du Broek 96 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe,
- P.L.I. DESIGN SPRL, avenue Zénobe Gramme 18 à 1300 Wavre,
- E.P.C., rue du Broek 98 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- APL SIGN SPRL, rue du Broek 96 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe : 20.733,13 EUR TVAC,
- E.P.C., rue du Broek 98 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe : 23.881,53 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit APL SIGN SPRL, rue du Broek 96 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, pour le montant d'offre de 20.733,13 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 10400/724-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 21.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 21.000 EUR TVAC du marché « STAAR - Fourniture et placement de signalétique » ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit APL SIGN SPRL, rue du Broek 96 à

1082 Berchem-Sainte-Agathe, pour le montant d'offre contrôlé de 20.733,13 EUR TVAC ;

• d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 10400/724-60/3469 sur lequel un montant de 21.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

STAAR - Levering en plaatsing van een bewegwijzering - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: APL SIGN - Uitgave: 21.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0007 **Ecoles communales - Acquisition de matériel de gymnastique - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : IDEMA SPORT, ADEC SPORT et CAMMAERT - Dépense : 10.900 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel de gymnastique pour les écoles communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel de gymnastique pour les écoles communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les trois firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché :

- CAMMAERT, J.B. Vinkstraat 12 à 3070 Kortenberg,
- IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister,
- ADEC SPORT, Franck Van Dyckelaan 4 à 9140 Temse ;

Considérant que les trois offres sont conformes et régulières ;

Considérant qu'il s'indique d'attribuer chaque poste en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse par poste ;

Considérant que la dépense est estimée à 10.900 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus aux articles 72200/744-98 et 75100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec les firmes CAMMAERT SA , J.B. Vinkstraat 12 à 3070 Kortenberg, IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister, et ADEC SPORT, Franck Van Dyckelaan 4 à 9140 Temse, pour l'acquisition de matériel de gymnastique pour les écoles communales, en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse par poste, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant total de 10.900 EUR aux articles 72200/744-98 et 75100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Les fonds nécessaires au paiement de cette dépense seront prélevés sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

Gemeentescholen - Aankoop van turnmateriaal - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: IDEMA SPORT, ADEC SPORT en CAMMAERT - Uitgave: 10.900 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om turnmateriaal aan te kopen voor de

gemeentescholen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is om turnmateriaal aan te kopen voor de gemeentescholen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat, voor deze opdracht, de volgende drie firma's geraadpleegd zijn:

- CAMMAERT, J.B. Vinkstraat 12 te 3070 Kortenberg,
- IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 te 4890 Thimister,
- ADEC SPORT, Franck Van Dyckelaan 4 te 9140 Temse;

Overwegende dat de drie offertes regelmatig en conform zijn;

Overwegende dat het aangewezen is elke post te gunnen volgens de economisch meest voordelige offerte per post;

Overwegende dat de uitgave wordt geraamd op 10.900 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikelen 72200/744-98 en 75100/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- een opdracht van beperkte waarde te sluiten met de firma's CAMMAERT SA, J.B. Vinkstraat 12 te 3070 Kortenberg, IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 te 4890 Thimister, en ADEC SPORT, Franck Van Dyckelaan 4 te 9140 Temse, voor de aankoop van turnmateriaal voor de gemeentescholen, volgens de economisch meest voordelige offerte per post, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016 en 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

- een totaal bedrag van 10.900 EUR vast te leggen op artikelen 72200/744-98 en 75100/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering van de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0008 **Stade Fallon - Acquisition d'un transpalette manuel - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MANUTAN - Dépense : 420 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s'indique d'acquérir un transpalette manuel pour l'équipe technique du stade Fallon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s'indique d'acquérir un transpalette manuel pour l'équipe technique du stade Fallon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 420 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 76410/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que les deux firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché de faible montant et ont remis offre :

- MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht : 417,45 EUR TVAC,
- KAISER KRAFT, Jan Emiel Mommaertslaan 20b/2 à 1831 Diegem : 562,65 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre de MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, est l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, pour l'acquisition d'un transpalette pour l'équipe technique du stade Fallon, aux conditions de son offre du 14/03/2023 d'un montant de 417,45 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 420 EUR TVAC, inscrite à l'article 76410/744-98/3114 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur fond de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fallonstadion - Aankoop van een handpallettruck - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MANUTAN - Uitgave: 420 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0009 **Stade Fallon - Acquisition d'une pompe submersible - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CIPAC NEW - Dépense : 690 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s'indique d'acquérir une pompe submersible pour le stade Fallon ;

Vu l’article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s’indique d’acquérir une pompe submersible pour le stade Fallon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 690 EUR TVAC ;

Considérant qu’il s'agit d’un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l’article 76410/744-98 du budget extraordinaire de l’exercice 2023 ;

Considérant que les deux firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché de faible montant et ont remis offre :

- MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht : 804,65 EUR TVAC,
- CIPAC NEW, rue L. Mommaerts 11 à 1140 Evere : 684,34 EUR TVAC ;

Considérant que les deux offres sont conformes ;

Considérant que l’offre de CIPAC NEW, rue L. Mommaerts 11 à 1140 Evere, est l’offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d’approuver la passation d’un marché de faible montant avec la firme CIPAC NEW, rue L. Mommaerts 11 à 1140 Evere, pour l’acquisition d’une pompe submersible pour le stade Fallon, aux conditions de son offre du 04/04/2023 d’un montant de 684,34 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d’approuver l’engagement d'un montant de 690 EUR à l'article 76410/744-98/3652 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fallonstadion - Aankoop van een dompelpomp - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CIPAC NEW - Uitgave: 690 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0010 **Musée communal - Fourniture et pose de films solaires sur les vitrages (ID 2047) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ALPHA SOLAR SECURITY - Dépense : 2.856,81 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de procéder à la fourniture et à la pose de films solaires sur les vitrages du musée communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de procéder à la fourniture et à la pose de films solaires sur les vitrages du musée communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.856,81 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis une offre :

- PROCOVER WINDOW : 9.416,66 EUR TVAC,
- MY VIEW PRINT : 3.515,05 EUR TVAC,
- ALPHA SOLAR SECURITY : 2.851,81 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 77100/724-60 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme ALPHA SOLAR SECURITY, rue du Ministre 4 à 1170 Watermael-Boitsfort, pour la fourniture et la pose de films solaires sur les vitrages du musée communal, pour un montant de 2.851,81 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale.
- d'approuver la dépense de 2.851,81 EUR TVAC, inscrite à l'article 77100/724-60/3542 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijk museum - Levering en plaatsing van zonnefolie op ramen (ID 2047) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ALPHA SOLAR SECURITY - Uitgave: 2.856,81 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0011 **Cimetière à Wezembeek-Oppem - Rénovation des vestiaires (ID 2044) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BEST BATIMENT - Dépense : 36.200 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation des vestiaires au cimetière à Wezembeek-Oppem ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation des vestiaires au cimetière à Wezembeek-Oppem ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 35.631,76 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- CASABLANCO : n'as pas remis offre,
- BELFOUL : 58.179,86 EUR TVAC,
- BALCAEN : 55.164,48 EUR TVAC,
- FONSECA : 52.117,76 EUR TVAC,
- RECONFORT + : 47.491,69 EUR TVAC,
- BEST BATIMENT : 35.631,76 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 87800/724-60 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme BEST BATIMENT, rue des Palais 44 à 1030 Schaerbeek, pour la rénovation des vestiaires au cimetière à Wezembeek-Oppem, pour un montant de 35.631,76 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 35.631,76 EUR TVAC et d'engager un montant de 36.200 EUR à l'article 87800/724-60/3651 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Begraafplaats te Wezembeek-Oppem - Renovatie van kleedkamers (ID 2044) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BEST BATIMENT - Uitgave: 36.200 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0012 **Equipe Transports-Fêtes - Acquisition de tonnelles et accessoires - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : JILA SRL - Dépense : 15.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des tonnelles et accessoires pour l'équipe Transports-Fêtes ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des tonnelles et accessoires pour l'équipe Transports-Fêtes ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 15.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les 3 firmes suivantes ont été consultées :

- SPANTECH BELGIUM : n'a pas remis prix,
- T-EVENT : n'a pas remis prix,
- JILA SRL : 14.982,17 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76300/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 15.000 EUR TVAC du marché relatif à la fourniture de tonnelles et accessoires pour l'équipe Transports-Fêtes ;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme JILA SRL (BE 0688.854.309), Tiège 64 A à 4845 Jalhay, pour le montant d'offre contrôlé de 14.982,17 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 15.000 EUR à l'article 76300/744-98/3456 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ploeg Transport-Festiviteiten - Aankoop van tenten en toebehoren - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: JILA srl - Uitgave: 15.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0013 **Appartement sis rue Saint-Lambert 50/4 - Rénovation de la salle de bain et aménagement d'une salle de douche-buanderie - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FONSECA, FOGEL & CIE - Dépense : 31.700 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à la rénovation de la salle de bain et à l'aménagement d'une salle de douche-

buanderie dans l'appartement sis rue Saint-Lambert 50/4 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/03/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à la rénovation de la salle de bain et à l'aménagement d'une salle de douche-buanderie dans l'appartement sis rue Saint-Lambert 50/4 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 31.700 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,
- BELFOUL INDUSTRIE, rue Bollinckx 254 à 1070 Anderlecht,
- DEFINITY EASY SOLUTIONS, rue de l'Ornoy 25 à 1435 Mont-Saint-Guibert,
- UNIC CONCEPT, avenue Mutsaard 76 à 1020 Bruxelles (Laeken) ;

Considérant que les firmes suivantes ont remis offre :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek : 28.620 EUR TVAC,
- BELFOUL INDUSTRIE, rue Bollinckx 254 à 1070 Anderlecht : 30.294,80 EUR TVAC (sans les peintures) ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek, pour la rénovation de la salle de bain et l'aménagement d'une salle de douche-buanderie dans l'appartement sis rue Saint-Lambert 50/4, au montant de son offre controlé de 28.620 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est disponible à l'article 92200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek, pour la rénovation de la salle de bain et l'aménagement d'une salle de douche-buanderie dans l'appartement sis rue Saint-Lambert 50/4, au montant de son offre controlé de 28.620 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'engager un montant de 31.700 EUR à l'article 92200/724-60/3112 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par un prélèvement sur fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Appartement gelegen Sint-Lambertusstraat 50/4 - Renovatie van de badkamer en inrichting van een doucheruimte/wasruimte - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FONSECA, FOGEL & CIE - Uitgave: 31.700 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0014 **Voirie - Entretien des marquages routiers durant 24 mois (ID 2045) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 150.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'entretenir les marquages routiers ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'entretenir les marquages routiers ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil

de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2045 relatif au marché « Entretien des marquages routiers durant 24 mois » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 150.000 EUR TVAC (75.000 EUR TVAC/an) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42100/735-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et à prévoir au même article du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2045 et le montant estimé du marché « Entretien des marquages routiers durant 24 mois », les conditions étant fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 150.000 EUR TVAC (75.000 EUR TVAC/an) ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - PHIL SIGN MARKING SPRL, rue des Verreries 29/V1 à 7170 Manage,
  - SIGNCO BVBA, Jozef de Blockstraat 74 à 2830 Willebroek,
  - JANSSENS NV, Nieuwe Dreef 17 à 9160 Lokeren ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 42100/735-60/3557 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et à prévoir au même article du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le

Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Wegenis - Onderhoud van de wegmarkeringen gedurende 24 maanden (ID 2045) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 150.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het onderhoud van de wegmarkeringen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 06/04/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het onderhoud van de wegmarkeringen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2023-2045 betreffende de opdracht “Onderhoud van de wegmarkeringen gedurende 24 maanden”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 150.000 EUR incl. btw (75.000 EUR incl. btw/jaar);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/735-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 en voorzien moet worden op hetzelfde artikel van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2023-2045 en de raming voor de opdracht “Onderhoud van de wegmarkeringen gedurende 24 maanden”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 150.000 EUR incl. btw (75.000 EUR incl. btw/jaar);
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - PHIL SIGN MARKING sprl, rue des Verreries 29/V1 te 7170 Manage,
  - SIGNCO bvba, Jozef de Blockstraat 74 te 2830 Willebroek,
  - JANSSENS nv, Nieuwe Dreef 17 te 9160 Lokeren;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 42100/735-60/3557 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 en te voorzien op hetzelfde artikel van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0015 **Site Espace vert rue Neerveld - Aménagement (ID 2041) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’aménager le site Espace Vert rue Neerveld ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’aménager le site Espace Vert rue Neerveld ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2041 relatif au marché « Site Espace Vert rue Neerveld - Aménagement (ID 2041) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
- JARDIN PLUS SA, chaussée de Charleroi 72 B à 1380 Lasne,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 76600/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2041 et le montant estimé de 100.000 EUR TVAC du marché « Site Espace Vert rue Neerveld - Aménagement (ID 2041) », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
  - JARDIN PLUS SA, chaussée de Charleroi 72 B à 1380 Lasne,
  - EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 76600/725-60/3550.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Site Groene ruimte Neerveldstraat - Inrichting (ID 2041) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0016 **Espace public - Acquisition de mobilier urbain 2023 (ID 2033) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 6 - Dépense : 132.480,48 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier urbain en 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier urbain en 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2033 relatif au marché « Mobilier urbain 2023 - ID

2033 » ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :
* Lot 1 - Mobilier en aluminium, estimé à 7.453,60 EUR TVAC,
* Lot 2 - Mobilier en béton, estimé à 4.999,72 EUR TVAC,
* Lot 3 - Mobilier en acier, estimé à 78.516,90 EUR TVAC,
* Lot 4 - Mobilier en bois, estimé à 41.510,26 EUR TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 132.480,48 EUR TVAC et que s'agissant d'un marché à bordereau de prix, il est proposé d'engager le montant disponible au budget, soit 138.000 EUR ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- PONCELET SIGNALISATION SA, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 à 4400 Flemalle,
- ACE MOBILIER URBAIN, chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont à 7170 Manage,
- GLASDON EUROPE SARL, Parc du Buisson, rue des Verts Prés 2 - CS 12048 à 59702 Marcq-en-Baroeul cedex (France),
- TRAFFIMEX SA, boulevard Edmond Machtenslaan 151 bte 14 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean,
- ROBINIA INT BV, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde,
- QUINTELIER FRERES SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne ;

Considérant que la date du 05/05/2023 à 16h30 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, aux articles 42100/741-52 (80.000 EUR), 76600/725-60 (50.000 EUR) et 76410/744-51 (8.000 EUR) ;

Considérant que cette dépense sera financée par emprunt (articles 42100/741-52 et 76600/725-60) et par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire (article 76410/744-51) ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2033 et le montant estimé du marché « Mobilier urbain 2023 - ID 2033 », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 132.480,48 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
    - PONCELET SIGNALISATION SA, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 à

4400 Flemalle,

- ACE MOBILIER URBAIN, chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont à 7170 Manage,
- GLASDON EUROPE SARL, Parc du Buisson, rue des Verts Prés 2 - CS 12048 à 59702 Marcq-en-Baroeul cedex (France),
- TRAFFIMEX SA, boulevard Edmond Machtenslaan 151 bte 14 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean,
- ROBINIA INT BV, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde,
- QUINTELIER FRERES SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne ;

- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 05/05/2023 à 16h30 ;
- de fixer le montant d'engagement à 138.000 EUR ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, aux articles 42100/741-52/3489 (80.000 EUR), 76600/725-60/3490 (50.000 EUR) et 76410/744-51/3492 (8.000 EUR).

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (articles 42100/741-52 et 76600/725-60) et par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire (article 76410/744-51).

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Openbare ruimte - Aankoop van stadsmeubilair 2023 (ID 2033) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 6 - Uitgave: 132.480,48 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van stadsmeubilair in 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van stadsmeubilair in 2023;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen,

inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2023-2033 betreffende de opdracht “Stadsmeubilair2023 - ID2033”;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:
* Perceel 1 - Stadsmeubilair in aluminium, raming: 7.453,60 EUR incl. btw,
* Perceel 2 - Stadsmeubilair in beton, raming: 4.999,72 EUR incl. btw,
* Perceel 3 - Stadsmeubilair in staal, raming: 78.516,90 EUR incl. btw,
* Perceel 4 - Stadsmeubilair in hout, raming: 41.510,26 EUR incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 132.480,48 EUR incl. btw en dat voorgesteld wordt, aangezien dit om een opdracht tegen prijslijst gaat, het beschikbare bedrag in de begroting, met name 138.000 EUR, vast te leggen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- PONCELET SIGNALISATION sa, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 te 4400 Flemalle,
- ACE MOBILIER URBAIN, chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont te 7170 Manage,
- GLASDON EUROPE sarl, Parc du Buisson, rue des Verts Prés 2 - CS 12048 te 59702 Marcq-en-Baroeul cedex (Frankrijk),
- TRAFFIMEX nv, Edmond Machtenslaan 151 bus 14 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek,
- ROBINIA INT bv, Noordlaan 82-84 te 9200 Dendermonde,
- QUINTELIER FRERES sa, rue des Trois Fontaines 24 te 1370 Jodoigne;

Overwegende dat 05/05/2023 om 16.30 uur wordt voorgesteld als limietdatum voor het indienen van de offertes;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikelen 42100/741-52 (80.000 EUR), 76600/725-60 (50.000 EUR) en 76410/744-51 (8.000 EUR);

Overwegende dat deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening

(artikelen 42100/741-52 en 76600/725-60) en door afname van het buitengewoon reservefonds (artikel 76410/744-51);

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023-2033 en de raming voor de opdracht “Stadsmeubilair2023 - ID2033”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 132.480,48 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.
- volgende ondernemers worden uitgenodigd om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
    - PONCELET SIGNALISATION sa, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 te 4400 Flemalle,
    - ACE MOBILIER URBAIN, chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont te 7170 Manage,
    - GLASDON EUROPE sarl, Parc du Buisson, rue des Verts Prés 2 - CS 12048 te 59702 Marcq-en-Baroeul cedex (Frankrijk),
    - TRAFFIMEX nv, Edmond Machtenslaan 151 bus 14 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek,
    - ROBINIA INT bv, Noordlaan 82-84 te 9200 Dendermonde,
    - QUINTELIER FRERES sa, rue des Trois Fontaines 24 te 1370 Jodoigne;
- de offertes dienen het bestuur ten laatste te bereiken op 05/05/2023 om 16.30 uur;
- het bedrag van 138.000 EUR wordt vastgelegd;
- de uitgave voor deze opdracht wordt ingeschreven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikelen 42100/741-52/3489 (80.000 EUR), 76600/725-60/3490 (50.000 EUR) en 76410/744-51/3492 (8.000 EUR).

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (artikelen 42100/741-52 en 76600/725-60) en door afname van het buitengewoon reservefonds (artikel 76410/744-51).

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0017 **Espace public - Acquisition de jeux en 2023 (ID 2023) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir l'achat de jeux en 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir l'achat de jeux en 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2023 relatif au marché « Achat de jeux en 2023 (ID 2023) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing,
- PLAY OUTDOOR SPRL, Hauts des Sarts 18 à 4800 Verviers,
- IDEMASPORT SA, avenue Léopold Wiender 98 à 1170 Watermael-Boitsfort,
- ROBINIA INT BV, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76100/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2023 et le montant estimé de 50.000 EUR TVAC du marché « Achat de jeux en 2023 (ID 2023) », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing,
  - PLAY OUTDOOR SPRL, Hauts des Sarts 18 à 4800 Verviers,
  - IDEMASPORT SA, avenue Léopold Wiender 98 à 1170 Watermael-Boitsfort,
  - ROBINIA INT BV, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76100/725-60/3457 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Openbare ruimte - Aankoop van spelen in 2023 (ID 2023) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van spelen in 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/04/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van spelen in 2023;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2023-2023 betreffende de opdracht “Aankoop van spelen in 2023 (ID 2023)”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 50.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- KOMPAN sa, rue du Têris 2 te 4100 Seraing,
- PLAY OUTDOOR sprl, Hauts des Sarts 18 te 4800 Verviers,
- IDEMASPORT nv, Léopold Wienderlaan 98 te 1170 Watermaal-Bosvoorde,
- ROBINIA INT bv, Noordlaan 82-84 te 9200 Dendermonde;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76100/725-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2023-2023 en de raming van 50.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Aankoop van spelen in 2023 (ID 2023)”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - KOMPAN sa, rue du Têris 2 te 4100 Seraing,
  - PLAY OUTDOOR sprl, Hauts des Sarts 18 te 4800 Verviers,
  - IDEMASPORT nv, Léopold Wienderlaan 98 te 1170 Watermaal-Bosvoorde,
  - ROBINIA INT bv, Noordlaan 82-84 te 9200 Dendermonde;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 76100/725-60/3457

van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door afhouding van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0018 **Service Nouvelles technologies - Acquisition d'un système de stockage de données à haute capacité - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Nouvelles technologies, il s'indique d'acquérir un système de stockage de données à haute capacité ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Nouvelles technologies, il s'indique d'acquérir un système de stockage de données à haute capacité ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2037 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 13900/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur,
- SPIE BELGIUM ICS, chaussée de Louvain 431C à 1380 Lasne,
- ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS, Leuvensesteenweg 510/80 à 1930 Zaventem,
- UPFRONT, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché pour l'acquisition d'un système de stockage de données à haute capacité ;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation du marché ;
- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2037 ;
- d'approuver la dépense estimée de 50.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/3348 du budget extraordinaire 2023 ;
- d'approuver la liste des firmes suivantes à consulter dans le cadre de ce marché :
  - ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur,
  - SPIE BELGIUM ICS, chaussée de Louvain 431C à 1380 Lasne,
  - ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS, Leuvensesteenweg 510/80 à 1930 Zaventem,
  - UPFRONT, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Dienst Nieuwe technologieën - Aankoop van een systeem voor gegevensopslag met hoge capaciteit - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat op verzoek van de dienst Nieuwe technologieën een gegevensopslagsysteem met grote capaciteit moet worden aangeschaft;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 30/03/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat op verzoek van de dienst Nieuwe technologieën een gegevensopslagsysteem met grote capaciteit moet worden aangeschaft;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2023-2037;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 50.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave voorzien is op artikel 13900/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 te 5020 Namur,
- SPIE BELGIUM ICS, chaussée de Louvain 431C te 1380 Lasne,
- ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS, Leuvensesteenweg 510/80 te 1930 Zaventem,

- UPFRONT, rue de la Technique 15 te 1400 Nivelles;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST:

- de plaatsing van een opdracht voor de aankoop van een gegevensopslagsysteem met grote capaciteit goed te keuren;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2023-2037;
- de geraamde uitgave van 50.000 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 13900/742-53/3348 van de buitengewone begroting voor 2023;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 te 5020 Namur,
  - SPIE BELGIUM ICS, chaussée de Louvain 431C te 1380 Lasne,
  - ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS, Leuvensesteenweg 510/80 te 1930 Zaventem,
  - UPFRONT, rue de la Technique 15 te 1400 Nivelles;

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0019 **Ecoles communales - Fournitures et manuels scolaires subsidiés et non subsidiés pour l'année scolaire 2023-2024 - Acquisition - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 22 - Dépense : max. 130.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de prévoir l'acquisition de fournitures et de manuels scolaires subsidiés et non subsidiés dans le cadre de la gratuité des fournitures scolaires durant l'année scolaire 2023-2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de prévoir l'acquisition de fournitures et de manuels scolaires subsidiés et non subsidiés dans le cadre de la gratuité des fournitures scolaires durant l'année scolaire 2023-2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° d) - iii) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 130.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à inscrire aux articles 72200/124-02 et 75100/124-02 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché pour l'acquisition de fournitures et de manuels scolaires subsidiés et non subsidiés dans le cadre de la gratuité des fournitures scolaires durant l'année scolaire 2023-2024 ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché à commandes, en application des articles 42 § 1-1° d) - iii) de la loi du 17/06/2016 et 90 alinéa 1-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que de l'arrêté royal du 14/01/2013 ;
- de prévoir à cet effet une dépense maximale de 130.000 EUR TVAC à inscrire aux articles 72200/124-02 et 75100/124-02 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
  - BAERT, Essenestraat 16 à 1740 Ternat,
  - BRICOLUX, rue Saint-Isidore 2 à 6900 Marloie,
  - CREACORNER, Tomberg 52 en c/c,
  - EDITIONS NATHAN, Fond Jean Pâques 6 à 1348 Louvain-la-Neuve,
  - VIROUX, rue de l'Essor 3 à 5060 Auvelais,
  - WESCO, Mechelsesteenweg 401 à 1930 Nossegem,
  - PLANTYN NV, Posthofbrug 6 à 2600 Antwerpen,
  - EDITIONS VAN IN, rue Emile Francqui 3 (2e étage) à 1435 Mont-Saint-Guibert,
  - UITGEVERIJ ZWIJSEN, Rijnkaai 37/9 à 2000 Antwerpen,
  - EDITIONS AVERBODE, ERASME, place Baudouin Premier 2 à 5004 Bouge,

- GAI SAVOIR, rue de la Station 60 à 6043 Charleroi,
- EDITIONS HATIER, rue d'Assas 8 à 75006 Paris (France),
- DIE KEURE, Kleine Pathoekeweg 3 à 8000 Brugge,
- SEMMIE SPREKEND SPEL & TRAINING OLIVIER, Noortlaan 108 (4e verdieping) à 3133 AT Vlaardingen (Pays-Bas),
- MYCOMICRO.COM/VIEBAT SPRL, rue du Presbytère 13 à 7110 Houdeng-Aimeries,
- A LIVRE OUVERT / LE RAT CONTEUR, rue Saint-Lambert 116 en c/c,
- L'ECOLE DES LOISIRS, boulevard Louis Schmidt 79 à 1040 Etterbeek,
- ATELIER DE GEPETTO BY OLIWOODS TOYS, avenue Georges Henri 286 en c/c,
- EDITIONS ISTRA, boulevard de Sébastopol 131 à 75002 Paris (France),
- HAGELAND EDUCATIEF, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede,
- HOP TOYS, rue Robert Koch 6 à 34080 Montpellier (France),
- EDITION ODILON, rue de Bruneau 8 à 89100 Nailly (France).

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en -handboeken voor het schooljaar 2023-2024 - Aankoop - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 22 - Uitgave: max. 130.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het op verzoek van de dienst Ondewijs aangewezen is een opdracht voor de aankoop van gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en werkboeken als onderdeel van de gratis schoolbenodigdheden voor het schooljaar 2023-2024;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 23/03/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het op verzoek van de dienst Ondewijs aangewezen is een opdracht voor de aankoop van gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en werkboeken als onderdeel van de gratis schoolbenodigdheden voor het schooljaar

2023-2024;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° d) - iii);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave op 130.000 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven moeten worden op artikelen 72200/124-02 en 75100/124-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de plaatsing van een opdracht voor de aankoop van gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en werkboeken als onderdeel van de gratis schoolbenodigdheden voor het schooljaar 2023-2024 goed te keuren;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningsprocedure van deze bestellingsopdracht te kiezen, in toepassing van artikelen 42 § 1-1° d) - iii) van de wet van 17/06/2016 en 90 lid 1-1° van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en van het koninklijk besluit van 14/01/2013;
- hiertoe een uitgave van 130.000 EUR incl. btw in te schrijven op artikelen 72200/124-02 en 75100/124-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
    - BAERT, Essenestraat 16 te 1740 Ternat,
    - BRICOLUX, rue Saint-Isidore 2 te 6900 Marloie,
    - CREACORNER, Tomberg 52 t/g,
    - EDITIONS NATHAN, Fond Jean Pâques 6 te 1348 Louvain-la-Neuve,
    - VIROUX, rue de l'Essor 3 te 5060 Auvelais,
    - WESCO, Mechelsesteenweg 401 te 1930 Nossegem,
    - PLANTYN nv, Posthofbrug 6 te 2600 Antwerpen,
    - EDITIONS VAN IN, rue Emile Francqui 3 (2e verdieping) te 1435 Mont-Saint-Guibert,
    - UITGEVERIJ ZWIJSEN, Rijnkaai 37/9 te 2000 Antwerpen,
    - EDITIONS AVERBODE, ERASME, place Baudouin Premier 2 te 5004 Bouge,
    - GAI SAVOIR, rue de la Station 60 te 6043 Charleroi,
    - EDITIONS HATIER, rue d'Assas 8 te 75006 Paris (Frankrijk),
    - DIE KEURE, Kleine Pathoekeweg 3 te 8000 Brugge,
    - SEMMIE SPREKEND SPEL & TRAINING OLIVIER, Noortlaan 108

(4e verdieping) te 3133 AT Vlaardingen (Nederland),

- MYCOMICRO.COM/VIEBAT sprl, rue du Presbytère 13 te 7110 Houdeng-Aimeries,
- A LIVRE OUVERT / LE RAT CONTEUR, Sint-Lambertusstraat 116 t/g,
- L'ECOLE DES LOISIRS, Louis Schmidtlaan 79 te 1040 Etterbeek,
- ATELIER DE GEPETTO BY OLIWOODS TOYS, Georges Henrilaan 286 t/g,
- EDITIONS ISTRA, boulevard de Sébastopol 131 te 75002 Paris (Frankrijk),
- HAGELAND EDUCATIEF, Eilandstraat 4 te 3294 Molenstede,
- HOP TOYS, rue Robert Koch 6 te 34080 Montpellier (Frankrijk),
- EDITION ODILON, rue de Bruneau 8 te 89100 Nailly (Frankrijk).

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0020 **Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) (ID 2030) - Rénovation toiture plate - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 8 - Dépense : 90.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de rénover la toiture plate de l'Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu le cahier des charges n° 2023-2030 relatif au marché « ID 2030 - Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) - Rénovation toiture plate » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures

et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 90.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- VINCENT PIRONT SA, rue des Waides 9 à 4890 Thimister (Thimister-Clermont),
- ASPHALTAGE ET ETANCHEITE SPRL, rue de l'Industrie 107 à 7134 Ressaix,
- MG TOITURE, rue Mattéotti (CAR) 1 à 7141 Morlanwez,
- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,
- BEST BATIMENT, rue des Palais 44 à 1030 Schaerbeek,
- ENTREPRISE DE TOITURES LAROY DIMITRI, rue Willebrod Van Perck 32 à 1140 Evere,
- ENTREPRISES GENERALES TABART SA, rue des Trois-Ponts 45-47 à 1160 Auderghem,
- CASAWOOD CONSTRUCTION, chaussée de Tubize 481 à 1420 Braine-l'Alleud ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 12400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 86.000 EUR pour les travaux et 4.000 EUR pour la coordination sécurité ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2030 et le montant estimé du marché « ID 2030 - Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) - Rénovation toiture plate », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 90.000 EUR TVAC (86.000 EUR TVAC pour les travaux et 4.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité) ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
    - VINCENT PIRONT SA, rue des Waides 9 à 4890 Thimister (Thimister-Clermont),

- ASPHALTAGE ET ETANCHEITE SPRL, rue de l'Industrie 107 à 7134 Ressaix,
- MG TOITURE, rue Mattéotti (CAR) 1 à 7141 Morlanwez,
- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,
- BEST BATIMENT, rue des Palais 44 à 1030 Schaerbeek,
- ENTREPRISE DE TOITURES LAROY DIMITRI, rue Willebrod Van Perck 32 à 1140 Evere,
- ENTREPRISES GENERALES TABART SA, rue des Trois-Ponts 45-47 à 1160 Auderghem,
- CASAWOOD CONSTRUCTION, chaussée de Tubize 481 à 1420 Braine-l'Alleud ;

- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 12400/724-60/3096 (86.000 EUR pour les travaux) et 3097 (4.000 EUR pour la coordination sécurité).

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Bijgebouw Paul Hymans ("Le Gué" en "La Maison Ouverte") (ID 2030) - Renovatie van platte daken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadpleging firma's: 8 - Uitgave: 90.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0021 **Vidéosurveillance - Entretien des caméras (ID 2043) - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation du fournisseur : TEIN TECHNOLOGY - Dépense : 48.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'entretenir les caméras pour la vidéosurveillance dans la voirie ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'entretenir les caméras pour la vidéosurveillance dans la voirie ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° d) ii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : absence de concurrence pour des raisons techniques) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que la firme TEIN TECHNOLOGY, place des Bienfaiteurs 7 à 1030 Schaerbeek, a été désignée par la zone de police le 04/09/2020 ;

Considérant que la dépense est estimée à 47.344,82 EUR TVAC par la zone de police ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à TEIN TECHNOLOGY (n° BCE : BE 0401.902.177), place des Bienfaiteurs 7 à 1030 Schaerbeek, pour le montant de 47.344,82 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 42100/124-06 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 48.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 47.344,82 EUR TVAC du marché « Vidéosurveillance - Entretien des caméras (ID 2043) » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- d'attribuer ce marché à TEIN TECHNOLOGY (n° BCE : BE 0401.902.177), place des Bienfaiteurs 7 à 1030 Schaerbeek, pour le montant de 47.344,82 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 42100/124-06/3447 sur lequel un montant de 48.000 EUR est engagé.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le

Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Videobewaking - Onderhoud van de camera's (ID 2043) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding van de leverancier: TEIN TECHNOLOGY - Uitgave: 48.000 EUR incl. btw - Informatie

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0022 **Nettoyage des bâtiments communaux et des salles mises en location jusqu'au 31/12/2023 - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 140.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant que le marché de service de nettoyage des bâtiments communaux et des salles mises en location se termine de plein droit le 29/04/2023 et qu'il s'indique de relancer un nouveau marché ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que le marché de service de nettoyage des bâtiments communaux et des salles mises en location se termine de plein droit le 29/04/2023 et qu'il s'indique de relancer un nouveau marché ;

Considérant que le service Gestion du patrimoine a apporté des modifications visant à augmenter le nombre de prestations faisant l'objet du marché ;

Considérant, dès lors, que le montant estimé de ce marché s'élèverait à 2.400.000 EUR TVAC pour une période quatre ans ;

Considérant qu'il s'indiquerait de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que les délais d'une telle procédure sont estimés à six mois ;

Considérant qu'il s'indique de ne pas interrompre les prestations de nettoyage ;

Considérant dès lors qu'il s'indique de relancer un marché par le biais d'une procédure négociée sans publication préalable pour la période allant du 01/05/2023 au 31/12/2023 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché est de 140.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'un nouveau marché d'une durée de quatre ans avec effet au 01/01/2024 sera soumis prochainement à l'approbation du Conseil communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de cette procédure négociée sans publication préalable :

- CEMRE, avenue Champs de Repos 60 à 1140 Evere,
- ATALIAN, boulevarld International 55F à 1070 Anderlecht,
- GLOBAL NET, rue Paul Michiels 52 à 1090 Jette,
- EURAGROUP, avenue Princesse Elisabeth 74 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux divers articles …../124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement du marché ayant pour objet le nettoyage des bâtiments communaux et des salles mises en location ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché, en application des articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016 et 90 alinéa 1-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que de l'arrêté royal du 14/01/2013 ;
- d'approuver le cahier des charges ainsi que le montant de la dépense estimé à 140.000 EUR TVAC, à inscrire aux divers articles …../124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - CEMRE, avenue Champs de Repos 60 à 1140 Evere,
  - ATALIAN, boulevarld International 55F à 1070 Anderlecht,
  - GLOBAL NET, rue Paul Michiels 52 à 1090 Jette,
  - EURAGROUP, avenue Princesse Elisabeth 74 à 1030 Schaerbeek.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L’intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l’ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Schoonmaak van gemeentelijke gebouwen en gehuurde ruimten tot 31/12/2023 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 140.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0023 **Collecte et traitement de déchets résiduels durant 12 mois - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : max. 169.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s’indique de lancer un marché de service de collecte et de traitement de déchets résiduels de divers bâtiments communaux durant 12 mois ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s’indique de lancer un marché de service de collecte et de traitement de déchets résiduels de divers bâtiments communaux durant 12 mois ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 169.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à inscrire et à prévoir à l’article 87600/124-06/-/480 du budget ordinaire des exercices 2023 et 2024 ;

Vu l’article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par l'autorité de tutelle et du budget 2024 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché pour la collecte et le traitement des déchets résiduels durant 12 mois ainsi que le cahier des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché à commandes, en application des articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016 et 90 alinéa 1-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que de l'arrêté royal du 14/01/2013 ;
- de prévoir à cet effet une dépense maximale de 169.000 EUR TVAC, à inscrire à l'article 87600/124-06/-/480 du budget ordinaire des exercices 2023 et 2024 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
  - RENEWI BELGIUM, Gerard Mercatorstraat 8 à 3920 Lommel,
  - VEOLIA ENVIRONNEMENTAL SERVICES BE, avenue Charles-Quint 584/7 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe,
  - BRUXELLES-PROPRETE, avenue de Broqueville 12 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ophaling en behandeling van restafval tijdens 12 maanden - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: max. 169.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het op verzoek van de dienst Beheer Openbare Ruimte nodig blijkt een opdracht voor de ophaling en de behandeling van het restafval van verschillende gemeentegebouwen tijdens 12 maanden te plaatsen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/03/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het op verzoek van de dienst Beheer Openbare Ruimte nodig blijkt een opdracht voor de ophaling en de behandeling van het restafval van verschillende gemeentegebouwen tijdens 12 maanden te plaatsen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de maximale uitgave op 169.000 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven en voorzien moeten worden op artikel 87600/124-06/-/480 van de gewone begroting van de dienstjaren 2023 en 2024;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2023 door de toezichthoudende overheid en van de begroting 2024 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid:

- de plaatsing van een opdracht voor de ophaling en de behandeling van restafval tijdens 12 maanden goed te keuren, evenals het bestek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningsprocedure van deze bestellingsopdracht te kiezen, in toepassing van artikelen 42 § 1-1° a) van de wet van 17/06/2016 en 90 lid 1-1° van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en het koninklijk besluit van 14/01/2013;
- hiertoe een uitgave van maximum 169.000 EUR incl. btw te voorzien en in te schrijven op artikel 87600/124-06/-/480 van de gewone begroting van de dienstjaren 2023 en 2024;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
    - RENEWI BELGIUM, Gerard Mercatorstraat 8 te 3920 Lommel,
    - VEOLIA ENVIRONNEMENTAL SERVICES BE, Keizer Karellaan 584/7 te 1082 Sint-Agatha-Berchem,
    - NET BRUSSEL, de Broquevillelaan 12 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0024 **Wolu Techni-Cité - Fourniture et montage d'un rack à palettes extérieur (ID 2040) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : STOW BELGIUM - Dépense : 9.377,50 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat d'un rack à palettes extérieur au Wolu Techni-Cité ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat d'un rack à palettes extérieur au Wolu Techni-Cité ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 9.377,50 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis prix :

- STOW BELGIUM, Industriepark 6 B à 8587 Spiere-Helkijn : 9.377,50 EUR TVAC,
- MECALUX, Gulledelle 94 bte 4 en c/c : 11.809,60 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 13700/724-60 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme STOW BELGIUM, Industriepark 6 B à 8587 Spiere-Helkijn, pour la fourniture et le montage d'un rack à palettes extérieur au Wolu Techni-Cité, conformément à son offre d'un montant de 9.377,50 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'inscrire la dépense à 9.377,50 EUR TVAC à l'article 13700/724-60/3349 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et modification de l'intitulé du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochain séance. »

et DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Wolu Techni-Cité - Levering en montage van een extern palletrek (ID 2040) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: STOW BELGIUM - Uitgave: 9.377,50 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

24.04.2023/A/0025 **« Prinses Paolaschool » - Création de 3 fosses d'arbres (ID 2032) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : STEENACKER - Dépense : 10.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la création de 3 fosses d'arbres à l'école « Prinses Paolaschool » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la création de 3 fosses d'arbres à l'école « Prinses Paolaschool » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures

et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 9.608,90 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- STEENACKER, rue L. Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem : 9.608,90 EUR TVAC,
- HOOLANTS BETON, Holstraat 3-5 à 1831 Diegem : pas d'offre remise,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont : pas d'offre remise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 72200/725-60 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme STEENACKER, rue L. Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour la création de 3 fosses d'arbres à l'école « Prinses Paolaschool », conformément à son offre d'un montant de 9.608,90 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de à 10.000 EUR à l'article 72200/725-60/3176 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour modification de l'intitulé du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Prinses Paolaschool - Aanleg van 3 boomkuilen (ID 2032) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: STEENACKER - Uitgave: 10.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

24.04.2023/A/0026 **Complexe sportif Poséidon - Etude de stabilité - Firme : ENESTA - Dépense supplémentaire : 2.500 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre du marché « Complexe sportif Poséidon - Etude de stabilité », il y a lieu de prévoir un engagement supplémentaire de 2.500 EUR et de prévoir une modification au programme des investissements en ce sens ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 02/07/2020 attribuant le marché « Complexe sportif Poséidon - Etude de stabilité» à la firme ENESTA, rue F. Bernier 15 à 1060 Saint-Gilles, et engageant un montant de 5.000 EUR ;

Considérant que pour poursuivre l'étude en stabilité, il y a lieu d'engager un montant supplémentaire de 2.500 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire 2023 ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de modifier l'intitulé du programme des investissements en ce sens ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver et d'engager la dépense supplémentaire de 2.500 EUR TVAC pour l'étude en stabilité du complexe sportif Poséidon, en faveur de la firme ENESTA, rue F. Bernier 15 à 1060 Saint-Gilles, à l'article 76420/724-60/3543 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Complexe sportif Poséidon - Etude de stabilité ».

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire 2023 avec pour intitulé « Complexe sportif Poséidon - Etude de stabilité ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Sportcomplex Poseidon - Stabiliteitstudie - Firma: ENESTA - Bijkomende uitgave: 2.500 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Margaux Hanquet entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2023/A/0027 **Bâtiment sis avenue Georges Henri 359 - Etude de stabilité - Firme : JZH PARTNERS - Dépense supplémentaire : 5.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre du marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 359 - Etude de stabilité », il y a lieu de prévoir un engagement supplémentaire de 5.000 EUR et de prévoir une modification au programme des investissements en ce sens ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 30/11/2017 attribuant le marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 359 - Etude de stabilité » à la firme JZH PARTNERS, avenue Louise 251 à 1050 Ixelles, et engageant un montant de 20.000 EUR ;

Considérant que pour poursuivre l'étude en stabilité, il y a lieu d'engager un montant supplémentaire de 5.000 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire 2023 ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de modifier l'intitulé du programme des investissements en ce sens ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver et d'engager la dépense supplémentaire de 5.000 EUR TVAC pour l'étude en stabilité du bâtiment sis avenue Georges Henri 359, en faveur de la firme JZH PARTNERS, avenue Louise 251 à 1050 Ixelles, à l'article 12400/723-60/3678 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Bâtiment sis avenue Georges Henri 359 - Etude de stabilité ».

Cette dépense sera couverte au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire 2023 avec pour intitulé « Bâtiment sis avenue Georges Henri 359 - Etude de stabilité ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Gebouw gelegen Georges Henrilaan 359 - Stabiliteitsstudie - Firma: JZH PARTNERS - Bijkomende uitgave: 5.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Stationnement règlementé - Gereglementeerd parkeren

24.04.2023/A/0028 **Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL

Vu sa délibération du 20/03/2023 approuvant la modification du règlement-redevance

sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ;

Vu la loi du 16/03/1968 relative à la police de la circulation routière, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route), tel que modifié ;

Vu le règlement complémentaire de police et ses dispositions relatives à la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 07/05/1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées, tel que modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/01/2007 concernant la carte communale de stationnement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 21/03/2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 13/07/2018 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu la décision du 30/08/2013 de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise portant agrément des opérateurs de « carsharing » ;

Vu l'ordonnance du 03/04/2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, telle que modifiée ;

Vu l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'une adaptation dudit règlement aux divers changements législatifs et techniques intervenus s'avère nécessaire ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

DECIDE de modifier et de renouveler le règlement-redevance relatif au stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique comme suit :

Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT

Article 1
Il est établi au profit de la commune de Woluwe-Saint-Lambert une redevance sur le stationnement sur la voie publique d'un véhicule à moteur aux endroits et aux moments où ce stationnement est autorisé, moyennant l'usage régulier des appareils dits horodateurs ou par l'usage du disque de stationnement « zone bleue », comme prévu au règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 01/12/1975).

CHAPITRE II : DEFINITIONS

Article 2
Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1. *Agence du stationnement* : l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise, telle que définie dans le chapitre 7 de l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
2. *Arrêté* : l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'arrêté du 20/10/2022 ;
3. *Cartes de dérogations* : les cartes de dérogations visées par l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise, et ses arrêtés d'exécution, étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « physiques » ou « virtuelles » ;
4. *Disque de stationnement* : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 01/12/1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière ;
5. *Ménage* : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage ;
6. *Ordonnance* : l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
7. *Redevable* : personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule faisant l'objet d'une redevance est immatriculé ;
8. *Redevance* : la contrepartie financière pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement établie en vertu de l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;

9. *Ticket de stationnement* : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée de 15 minutes, soit payant pour une durée déterminée par l'usager et/ou le type de zone réglementée ;
10. *Véhicule à moteur* : tout véhicule pourvu d'un moteur destiné à circuler par ses propres moyens, en ce compris les deux-roues ;
11. *Zone réglementée* : les zones telles que définies à l'article 2 de l'ordonnance et à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation.

TITRE II : ZONES REGLEMENTEES

CHAPITRE I : TYPES DE ZONE

Section 1 : Zones pourvues d'appareils dits horodateurs

Article 3
Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur lesdits appareils, à savoir en :

Zone rouge

A deux heures maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui opte pour une durée de stationnement de maximum 2 heures en zone rouge est fixée à 0,90 EUR pour la première demi-heure, à 2,60 EUR pour la deuxième demi-heure et à 5,30 EUR pour la seconde heure.

Zone orange

A deux heures maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone orange est fixée à 0,90 EUR par demi-heure, pour la première heure, à 3,50 EUR pour la deuxième heure.

Zone grise

A 4 heures 30 maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone grise est fixée à 0,90 EUR pour la première demi-heure, à 2,60 EUR pour la seconde demi-heure, à 5,30 EUR pour la deuxième, troisième et quatrième heure et à 2,60 EUR pour la dernière demi-heure.

Zone verte

A une durée illimitée, du lundi au vendredi ou au samedi selon la signalisation, de 09h

à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone verte est fixée à 0,90 EUR par demi-heure, pour la première heure, à 3,50 EUR pour la deuxième heure et à 2,60 EUR par heure supplémentaire.

Article 4

§1. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 20 §1 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de :

- 40 EUR pour 2 heures de stationnement en zone rouge ;
- 40 EUR pour 2 heures de stationnement en zone orange ;
- 45 EUR par période de stationnement en zone grise ;
- 35 EUR par période de stationnement en zone verte.

A cet effet, les périodes de stationnement, pour les zones grises et vertes, sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

§2. Par dérogation au paragraphe 1er, les plages de stationnement sont fixées de 09h à 12h et de 14h à 18h pour la place Saint-Lambert, l'avenue Georges Henri entre le square de Meudon et la rue de Linthout et la rue Lola Bobesco (selon les plans repris en annexe).
Les dispositions reprises aux sections 3, 4, 5 et 7 du présent chapitre restent d'application dans les voiries reprises ci-dessus entre 12h et 14h.

§3. A partir du 01/05/2025 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaire et forfaitaire sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.
Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur pour les redevances forfaitaires et au 10e d'euro inférieur pour les redevances fixées sur la base horaire de chaque zone réglementée. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'ordonnance.

Article 5

Le conducteur qui souhaite stationner son véhicule pour une durée inférieure ou égale à 15 minutes peut se rendre à l'horodateur et y retirer gratuitement un ticket de stationnement par période de stationnement (de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h), en se conformant aux modalités indiquées sur l'appareil et en encodant la plaque d'immatriculation du véhicule.
Ce ticket de stationnement, valable pour une très courte durée, ne confère le droit de laisser son véhicule en place que durant 15 minutes ou moins. Tout conducteur dont la durée mentionnée sur ce ticket de stationnement est dépassée est présumé avoir opté pour le système forfaitaire de paiement tel que repris à l'article 4 ci-dessus, à défaut pour lui d'avoir apposé un ticket de stationnement conformément à l'article 2 ci-dessus avant l'échéance du quart d'heure de stationnement gratuit, avec un délai supplémentaire de 5 minutes pour prendre un ticket payant à l'horodateur.

Il est interdit d'utiliser successivement plusieurs tickets de stationnement de très courte durée sans déplacement de son véhicule.

Article 6
Utilisation de l'horodateur.

La redevance prévue à l'article 3 peut être payée en alimentant directement l'horodateur par une carte bancaire conformément aux instructions mentionnées sur les appareils

L'encodage de la plaque d'immatriculation et le paiement par une carte bancaire selon les instructions reprises sur les appareils donnent droit à une durée de stationnement ininterrompue maximum de 2 heures en zone rouge et en zone orange, de 4 heures 30 en zone grise et de 9 heures en zone verte, comme indiqué sur les appareils.

Article 7
L'usager supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 8
Le ticket de stationnement doit être apposé de façon visible en son entièreté, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales, de telle manière que les mentions y indiquées soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule ou par le contrôle électronique.

Article 9
Lorsque l'horodateur est inutilisable, le disque de stationnement suivant le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14/05/2002 doit être visiblement apposé sur la face interne du pare-brise (article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière) de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

Section 2 : Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue

Article 10
Le temps de stationnement en zone bleue est limité à 2 heures maximum, excepté dans les voiries équipées d'une signalisation spécifique limitant la durée maximale autorisée à 30 ou 60 minutes, moyennant l'utilisation du disque de stationnement, suivant le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14/05/2002, comme prévu au règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 01/12/1975) et notamment à l'article 27.1.2 prévoyant des modalités particulières pour l'utilisation du disque au-delà des jours ouvrables et de la plage horaire usuelle (de 09h à 18h).
Le conducteur qui opte pour cette durée maximum de stationnement bénéficie de la gratuité.

Article 11
En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne visée à l'article 20 §1 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 35 EUR par période de stationnement.
A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h.

Article 12
La durée de stationnement souhaitée par l'usager sera constatée par les indications qu'il aura fait figurer sur son disque de stationnement, placé de façon visible derrière le pare-brise de son véhicule et utilisé conformément aux modalités figurant à l'article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (arrêté royal du 01/12/1975) et à l'arrêté ministériel du 14/05/2002.

Section 3 : Zones « dépose-minute » (« Kiss & Ride »)

La zone « dépose-minute » est une zone de stationnement destinée à l'embarquement et au débarquement de personnes.

Article 13
Le temps de stationnement en zone « dépose-minute » est gratuit durant le temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet.
En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due.
A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Section 4 : Emplacements « arrêt-minute »

Article 14
Le temps de stationnement pour les emplacements « arrêt-minute » est limité à maximum 30 minutes mais cette durée peut être inférieure sur la base d'une décision du Collège des bourgmestre et échevins, conformément aux indications reprises sur le panneau de signalisation et sur la borne installée à hauteur de l'emplacement ou des emplacements concerné(s).
Le conducteur qui opte pour cette durée maximum de stationnement bénéficie de la gratuité.
En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due.
A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Toutefois, lorsque la borne est inutilisable, les dispositions reprises aux sections 1 (Zones pourvues d'appareils dits horodateurs) ou 2 (Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue) du présent chapitre sont d'application selon la zone réglementée dans laquelle se situe l'emplacement « arrêt-minute ».

Section 5 : Zones « chargement électrique »

Article 15
Il est autorisé et gratuit de stationner un véhicule électrique sur les emplacements « chargement électrique » pour autant que l'usager dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Article 16
Une redevance de 50 EUR par période de stationnement est due par l'usager d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'usager d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.
A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables sur ces emplacements.

Toutefois, lorsque la borne est inutilisable, les dispositions reprises aux sections 1 (Zones pourvues d'appareils dits horodateurs) ou 2 (Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue) du présent chapitre sont d'application selon la zone réglementée dans laquelle se situe l'emplacement « chargement électrique ».

Section 6 : Zones riverains, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

Article 17
Le stationnement dans les zones « riverains » n'est autorisé, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, samedis, dimanches et jours fériés inclus, qu'aux seuls détenteurs de la carte « riverains » spécifique délivrée par l'administration communale.
Le montant de la redevance relative au stationnement sur la voie publique est fixé à 50 EUR par demi-journée, à savoir de 00h à 12h ou de 12h à 24h.
Les cartes de dérogation telles que les cartes de riverain, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », les tickets de stationnement ou les disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Section 7 : Zones de livraison

Article 18
Une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9a, tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la durée du stationnement réglementé.
A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.
Le montant forfaitaire de 100 EUR est indiqué à l'aide d'un panneau d'information.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes

de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables en zone de livraison.

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

CHAPITRE II : CONTRÔLE DU STATIONNEMENT ET PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Article 19
Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Le contrôle du stationnement peut être effectué, au choix de l'administration communale, soit de manière physique par des agents assermentés, soit de manière électronique. Ces deux moyens de contrôle peuvent être cumulés.

Article 20
§1. Conformément à l'article 13, § 2 de l'ordonnance, lorsqu'un emplacement de stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

§2. En cas de non-respect d'une des dispositions énumérées dans le présent règlement, une invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise du véhicule par un agent contrôleur de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ou adressée par courrier postal suite à un contrôle électronique.

§3. Le redevable dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date de l'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée, par courrier, au redevable.

§4. Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date d'apposition de l'invitation sur le pare-brise ou de l'envoi par courrier de l'invitation à acquitter la redevance. La contestation doit être adressée, soit par courriel (controle-parking@woluwe1200.be), soit par courrier postal à l'attention de la division du stationnement règlementé (avenue Paul Hymans 2 - 1200 Woluwe-Saint-Lambert).

§5. En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visée au §2, un premier rappel gratuit est envoyé.

§6. En cas de non-paiement de la redevance dans le délai de 15 jours à compter de la date d'envoi du premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance. Un délai de 15 jours calendrier à dater de l'envoi de ce deuxième rappel est laissé au redevable pour s'acquitter de la redevance.

§7. Lorsque les montants dus restent impayés après l'expiration du délai visé au §6, la commune procède soit au recouvrement amiable suivi, si nécessaire, du recouvrement

judiciaire, soit au recouvrement par voie de contrainte, conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'ordonnance.

§8. Lorsque la commune procède au recouvrement amiable, le montant de la redevance majorée du montant visé au §6 sera majoré d'une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance, destinée à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

§9. Lorsqu'une commune procède au recouvrement par voie de contrainte, elle fait usage de la procédure visée à l'article 137bis de la nouvelle loi communale. Dans ce cas, les frais administratifs liés à la mise en demeure s'élèvent aux frais d'envoi y afférents et à une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance. Les montants dus en application des paragraphes précédents du présent article s'ajoutent aux frais administratifs.
La contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.
Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.
Sans préjudice des frais dus en application du présent article, les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement seront portés à la charge du redevable.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 21
Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs ou contrôlé par disque de stationnement se fait aux risques de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé.
Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradations ou de vol du véhicule.

TITRE III : CARTES DE DEROGATIONS

CHAPITRE I : CARTES DE DEROGATIONS DELIVREES PAR LA COMMUNE

Section 1 : Dispositions générales

Article 22
La validité des cartes de dérogations est annuelle, à l'exception des cartes de dérogations pour professions « d'enseignement et d'éducation ».

Article 23
Il ne sera pas octroyé de carte de dérogation pour les véhicules dont la masse maximale autorisée excède 3,5 tonnes (code F1 du certificat d'immatriculation).

Article 24
La carte de dérogation ne sera vendue qu'à la condition expresse que tous les montants réclamés antérieurement, dans le cadre du contrôle du stationnement, aient été acquittés par le demandeur de la carte.

Article 25
Lorsque la carte de dérogation arrive à expiration, le bénéficiaire effectue les

démarches, de sa propre initiative, pour le renouvellement de celle-ci.
En cas de retard de renouvellement d'une carte de dérogation, le véhicule n'est plus couvert par celle-ci et s'expose donc à une redevance telle que prévue aux articles 4 et 11.

Section 2 : Carte de dérogation riverain

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 26
Tout habitant de la commune de Woluwe-Saint-Lambert inscrit ou résidant sur le territoire communal peut bénéficier d'une carte de riverain.

Le demandeur peut obtenir une carte par véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à une tierce personne ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 27
Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ou tout document prouvant son inscription au registre de la population ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente ;
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal ;
- pour la personne en résidence non principale : la preuve de paiement de la taxe sur l'occupation d'une résidence par un occupant qui n'est pas inscrit dans les registres de la population ;
- pour une voiture partagée entre particuliers : le certificat d'immatriculation du véhicule ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule.

Sous-section 3 : Nombre de cartes par ménage

Article 28
Le nombre de cartes de riverain est limité à 2 cartes maximum par ménage. On entend par ménage la ou les personnes vivant communément sous le même toit.

Sous-section 4 : Prix et durée de validité de la carte

Article 29
La validité de la carte de riverain prend cours dès sa date de délivrance. Si elle est délivrée avant le 1er janvier de l'année qui suit, sa validité couvrira la fin de l'année en cours.

La carte de riverain est obtenue moyennant le paiement de 15 EUR pour la première carte et 120 EUR pour la deuxième carte.

Pour les habitants qui se domicilient à Woluwe-Saint-Lambert en cours d'année ou pour les habitants domiciliés dans une voirie soumise au champ d'application du présent règlement en cours d'année, le montant de la carte est le suivant :

15 EUR	Janvier	15 EUR	120 EUR	Janvier	120 EUR
	Février	15 EUR		Février	120 EUR
	Mars	15 EUR		Mars	120 EUR
	Avril	10 EUR		Avril	100 EUR
	Mai	9 EUR		Mai	90 EUR
	Juin	8 EUR		Juin	80 EUR
	Juillet	7 EUR		Juillet	70 EUR
	Août	6 EUR		Août	60 EUR
	Septembre	5 EUR		Septembre	50 EUR
	Octobre	4 EUR		Octobre	40 EUR
	Novembre	3 EUR		Novembre	30 EUR
	Décembre	2 EUR		Décembre	20 EUR

En cas de perte ou de destruction de la carte, le demandeur doit demander un duplicata. Pour chaque duplicata, le paiement de 10 EUR sera réclamé.

Toute modification soit d'adresse, soit de véhicule ou d'immatriculation doit être déclarée auprès de l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert. Dès le changement de domicile ou de résidence, de véhicule ou d'immatriculation, le détenteur de la carte doit faire parvenir celle-ci à l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception des 5 cas énumérés par l'article 3 de l'arrêté royal du 20/07/2001. En cas d'immatriculation étrangère devant être échangée contre une immatriculation belge, le demandeur peut bénéficier d'une carte de riverain pour une durée limitée de 2 mois.

A partir du 01/05/2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.
Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Sous-section 5 : Carte pour un véhicule de remplacement ou un véhicule de location

Article 30
Tout habitant de la commune, possédant déjà une carte de riverain pour un véhicule, peut demander une carte temporaire gratuite en cas d'utilisation d'un véhicule de remplacement.
La durée octroyée sera déterminée au cas par cas, en fonction de la durée de remplacement (prouvée par un document) du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.
Aussi longtemps que la carte de remplacement n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

Les utilisateurs de voitures de location (hors voitures partagées telles que reprises à l'article 43), domiciliés ou résidant sur le territoire communal, peuvent obtenir une carte de stationnement temporaire. Cette carte coûte 5 EUR et est valable pour la durée de location qui ne peut être supérieure à 1 mois.

Sous-section 6 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 31
La carte de riverain permet de stationner dans toutes les zones bleues installées sur le territoire de Woluwe-Saint-Lambert sans limitation de durée. La carte de riverain doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule.

En outre, lorsque l'habitant ou le résident demeure dans un quartier visé par la délibération du Conseil communal définissant la liste des quartiers pour lesquels les habitants peuvent obtenir la carte de riverain d'un quartier, celui-ci peut stationner sans limitation de durée dans les zones vertes et grises du quartier dans lequel il demeure, à l'exception des zones rouges et oranges. Le quartier du demeurant sera indiqué sur la carte de riverain.

Section 3 : Carte « riverains » 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

Article 32
Seuls les habitants d'une zone « riverains » peuvent obtenir une carte « riverains » qui permet de stationner gratuitement dans la zone « riverains » concernée. La carte « riverains » doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.
La carte « riverains » peut être obtenue selon la même procédure et le même tarif que la carte de riverain, stipulés dans la section 2 et donne les mêmes droits que celle-ci. Le quartier du demeurant sera indiqué sur la carte « riverains ».

Section 4 : Carte de dérogation « de service »

Article 33
Une carte spécifique gratuite « toutes zones » est délivrée pour les véhicules de service identifiables de la commune.

Une carte spécifique gratuite « zones bleues et vertes » est délivrée pour les véhicules de service identifiables du CPAS, de l'Agence Immobilière Sociale (AIS) de la commune et des sociétés immobilières de service public (SISP) dont le siège social est établi à Woluwe-Saint-Lambert. Cette carte permet de bénéficier du stationnement

gratuit en zone verte et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue. Elle n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, grise et en zone « riverains » (au sens du Code de la route). La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

Les véhicules prioritaires en service bénéficient également de la gratuité du stationnement.

Section 5 : Carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation »

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 34
L'enseignant ou le membre du personnel des écoles et des crèches qui souhaite bénéficier du stationnement gratuit en zone verte ou grise du siège de l'établissement et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue peut bénéficier d'une carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation ».
Cette carte de stationnement peut être délivrée à toute personne physique travaillant dans les écoles et crèches situées dans une zone de la commune où le stationnement est réglementé.
Le demandeur peut obtenir une carte pour un véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à un tiers ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.
La carte de dérogation ne concerne qu'une seule plaque d'immatriculation.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 35
Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- l'attestation de l'employeur confirmant que le demandeur exerce une fonction dans l'établissement scolaire/ la crèche pour l'année concernée ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente.
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal.

Sous-section 3 : Prix et durée de validité de la carte

Article 36
La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » peut être obtenue moyennant le paiement de la somme indivisible de 120 EUR. La carte est valable du 15 août au 15 juillet de l'année qui suit.
Une carte mensuelle peut néanmoins être obtenue au tarif de 15 EUR/mois.

En cas de perte ou de destruction de la carte, il ne sera pas délivré de duplicata mais une nouvelle carte pourra être acquise moyennant le paiement de la somme prévue ci-dessus.

Sous-section 4 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 37
La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » permet de stationner sans limitation de durée dans les zones bleues et, le cas échéant, dans la zone verte ou grise du siège de l'établissement. La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.
La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

Section 6 : Carte de dérogation pour « activités professionnelles »

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 38
L'indépendant, le titulaire de profession libérale ou l'entreprise qui souhaite bénéficier du stationnement gratuit en zone verte et en zone grise du siège social ou d'exploitation de la société et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue peut s'acquitter de la redevance au moyen d'une carte de dérogation pour « activités professionnelles ».
Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut (les institutions publiques, privées, ASBL, SA, SRL, établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, hôpitaux, cliniques, polycliniques, dispensaires et œuvres de bienfaisance).
Cette carte de dérogation peut être délivrée à tout indépendant, titulaire de profession libérale ou entreprise dont le siège social ou d'exploitation se situe dans une zone de la commune où le stationnement est réglementé.
Le demandeur peut obtenir une carte pour un véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à un tiers ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.
La carte de dérogation ne concerne qu'une seule plaque d'immatriculation.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 39
Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- une attestation de l'employeur confirmant que le demandeur exerce une fonction au sein de l'entreprise ;
- les statuts de la société pour justifier de son activité sur le territoire communal ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente.
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police

d’assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;

- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
- pour les véhicules de société : l’attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal.

Sous-section 3 : Prix et durée de validité de la carte

Article 40
La carte de dérogation pour « activités professionnelles » peut être obtenue moyennant le paiement de la somme de :

- 200 EUR/an pour chacune des cinq premières cartes ;
- 300 EUR/an de la sixième à la vingtième carte ;
- 600 EUR/an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- 800 EUR/an pour chaque carte supplémentaire.

L’abonnement ne sera renouvelé au même tarif pour l’année suivante qu’à la condition, pour les sociétés de plus de 50 employés, d’avoir établi et/ou mis à jour un plan de déplacement d’entreprise (PDE) sur le modèle élaboré par Bruxelles Environnement. Ce plan devra avoir été agréé par la commune (pour les entreprises de 50 à 199 employés) ou par Bruxelles Environnement (pour les entreprises de plus de 200 employés). A défaut de ces documents, les tarifs seront doublés.
L’entreprise organise, suivant ses propres règles internes, les modalités de distribution de ces abonnements à son personnel.
En cas de perte ou de destruction de la carte, il ne sera pas délivré de duplicata mais une nouvelle carte pourra être acquise moyennant le paiement de la somme prévue ci-dessus.

Sous-section 4 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 41
La carte de dérogation pour « activités professionnelles » permet de stationner sans limitation de durée dans les zones bleues et, le cas échéant, dans la zone verte ou grise du siège social ou d'exploitation de la société. La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule.
La carte de dérogation pour « activités professionnelles » n’est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

Section 7 : Carte de dérogation « du visiteur »

Article 42
Une carte dite « du visiteur » peut être utilisée en zone bleue, verte et grise.
Elle sera délivrée à l’attention de visiteurs au tarif de 2,50 EUR.
Il ne peut être délivré plus de 100 cartes par ménage par année civile, chaque carte ayant une durée de validité de 4 heures 30.
La carte « du visiteur » sera délivrée à tout habitant de la zone pouvant prouver soit son inscription au registre de la population, soit le paiement de la taxe sur l’occupation d’une résidence par un occupant qui n’est pas inscrit dans les registres de

la population. Elles ne seront ni remboursées, ni échangées contre des cartes ayant une autre durée de validité.
En cas de perte ou de destruction de la carte, il ne sera pas délivré de duplicata.
La carte de dérogation « du visiteur » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

CHAPITRE II : CARTES DE DEROGATION DELIVREES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT

Article 43
Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile » et « voiture partagée » sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions déterminées par l'autorité administrative compétente.

CHAPITRE III : CARTE EUROPEENNE DE STATIONNEMENT POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

Article 44
Les personnes à mobilité réduite porteuses de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 29/07/1991 sont autorisées à faire stationner leur véhicule, gratuitement et sans limite de durée, sur les emplacements desservis par les horodateurs, en zone bleue et en zone « riverains » (au sens du Code de la route). Ils sont cependant tenus d'apposer la carte officielle précitée sur la face interne du pare-brise ou sur la partie avant de leur véhicule de telle manière que les mentions y indiquées (à savoir la date de validité, le numéro de la carte et le pictogramme) soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule ou par le contrôle électronique.

Article 45
Les personnes à mobilité réduite porteuses de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 29/07/1991 peuvent faire préenregistrer l'immatriculation de leur véhicule auprès de la division du stationnement.
Cette demande doit être adressée, soit par courriel (controle-parking@woluwe1200.be), soit par courrier postal à l'attention de la division du stationnement règlementé (avenue Paul Hymans 2 - 1200 Woluwe-Saint-Lambert). Le demandeur doit y joindre une copie recto/verso de sa carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées et indiquer la plaque d'immatriculation à enregistrer.

Les plaques d'immatriculation disposant d'un droit de stationnement sur la base d'une carte de stationnement pour personne handicapée font l'objet d'une transmission de données avec l'Agence du stationnement et les autres communes de la Région bruxelloise.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

31 votants : 31 votes positifs.

Retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg - Wijzigingen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 20/03/2023 waarbij het vergoedingsreglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg wordt gewijzigd;

Gelet op de wet van 16/03/1968 betreffende de politie over het wegverkeer, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode), zoals gewijzigd;

Gelet op het aanvullend politiereglement, inzonderheid de bepalingen betreffende het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 07/05/1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap, zoals gewijzigd;

Gelet op het ministerieel besluit van 09/01/2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 21/03/2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 13/07/2018 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op de beslissing van 30/08/2013 van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest houdende erkenning van de carsharingoperatoren;

Gelet op de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, zoals gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat een aanpassing van voormeld reglement aan de verschillende wettelijke en technische wijzigingen aangewezen is;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

BESLIST het retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg zoals volgt te wijzigen en te hernieuwen:

Retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg

TITEL I: ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSVELD VAN HET REGLEMENT

Artikel 1
Er wordt, ten gunste van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, een retributie ingevoerd voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg en dit op de plaatsen en ogenblikken waar het parkeren geregeld wordt door middel van het regelmatig gebruik van parkeerautomaten, of door het gebruik van een parkeerschijf voor “blauwe zone” zoals vastgesteld door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 01/12/1975).

HOOFDSTUK II: DEFINITIES

Artikel 2
Voor de toepassing van dit reglement, wordt begrepen onder:

1. *Parkeeragentschap*: Parkeeragentschap van het Brussels Gewest, zoals bepaald in hoofdstuk 7 van de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
2. *Besluit*: besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 20/10/2022;
3. *Vrijstellingskaarten*: vrijstellingskaarten zoals bedoeld in de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest, en haar uitvoeringsbesluiten, met dien verstande dat de vrijstellingskaarten “fysiek” of “virtueel” kunnen zijn;
4. *Parkeerschijf*: de parkeerschijf bedoeld in artikel 27.1.1 van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 01/12/1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;
5. *Huishouden*: het huishouden wordt gevormd door hetzij een persoon die gewoonlijk alleen woont, hetzij twee of meer personen die, al dan niet verwant, hetzelfde hoofdverblijf delen. De samenstelling van het huishouden blijkt uit een gezinssamenstelling;
6. *Ordonnantie*: ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
7. *Schuldenaar*: natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het aan de retributie onderworpen motorvoertuig is ingeschreven;
8. *Retributie:* de financiële tegenprestatie voor de terbeschikkingstelling van een

parkeerplaats zoals vastgelegd krachtens de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;

9. *Parkeerticket*: document dat door de parkeerautomaat wordt afgegeven overeenkomstig dit reglement. Het parkeerticket kan gratis zijn, voor een periode van 15 minuten, of te betalen zijn voor een periode die wordt bepaald door de gebruiker en/of het soort gereglementeerde zone;
10. *Motorvoertuig*: ieder voertuig met een motor, bestemd om zich op eigen kracht voort te bewegen, met inbegrip van tweewielers;
11. *Gereglementeerde zone*: de zones zoals gedefinieerd in artikel 2 van de ordonnantie en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten.

TITEL II: GEREGLEMENTEERDE ZONES

HOOFDSTUK 1: TYPES ZONE

Sectie 1: Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten

Artikel 3
De parkeertijd wordt beperkt conform de gebruiksmodaliteiten vermeld op deze apparaten, namelijk:

Rode zone

Maximaal twee uur, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor een bestuurder die voor een maximale parkeertijd van 2 uur in een rode zone opteert, vastgesteld op 0,90 EUR voor het eerste halfuur, op 2,60 EUR voor het tweede halfuur en op 5,30 EUR voor het tweede uur.

Oranje zone

Maximaal twee uur, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor de bestuurder die in een oranje zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR per halfuur, voor het eerste uur, op 3,50 EUR voor het tweede uur.

Grijze zone

Maximaal 4 uur 30, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder, wordt de retributie voor de bestuurder die in een grijze zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR voor het eerste halfuur, op 2,60 EUR voor het tweede halfuur, op 5,30 EUR voor het tweede, derde en vierde uur en op 2,60 EUR voor het laatste halfuur.

Groene zone

Voor een onbeperkte duur, van maandag tot vrijdag of zaterdag volgens het verkeersbord, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor de bestuurder die in een groene zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR per halfuur, voor het eerste uur, op 3,50 EUR voor het tweede uur en op 2,60 EUR voor ieder bijkomend uur.

Artikel 4
§1. In geval van niet-betaling van de parkeerretributie op uurbasis of veronachtzaming van de gratis parkeertijd of de parkeertijd waarvoor een retributie is betaald of bij gebrek aan een geldige vrijstellingskaart, wordt de persoon bedoeld in artikel 20 §1 geacht gekozen te hebben voor de betaling van een forfaitaire parkeerretributie ten bedrage van:

- 40 EUR voor 2 uur parkeren in de rode zone;
- 40 EUR voor 2 uur parkeren in de oranje zone;
- 45 EUR per parkeerperiode in de grijze zone;
- 35 EUR per parkeerperiode in de groene zone.

Daartoe worden de parkeerperiodes voor de grijze en groene zones vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximale duur van 4 uur 30.

§2. In afwijking van paragraaf 1 worden de parkeerperiodes vastgesteld van 9.00 tot 12.00 uur en van 14.00 tot 18.00 uur voor het Sint-Lambertusplein, de Georges Henrilaan tussen het Meudonsquare en de Linthoutstraat en de Lola Bobescostraat (volgens de plannen in bijlage).
De bepalingen van secties 3, 4, 5 en 7 van onderhavig hoofdstuk blijven tussen 12.00 en 14.00 uur van toepassing op de bovengenoemde wegen.

§3. Met ingang van 01/05/2025 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de retributie op uurbasis en de forfaitaire retributie automatisch en van rechtswege gekoppeld aan de consumptieprijsindex. De nieuwe bedragen worden berekend volgens deze formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex die gold tijdens de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex die gold tijdens januari 2023.
Het tarief dat uit de in het vorige lid bedoelde berekening voortvloeit, wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro voor een forfaitaire retributie en op het dichtstbijzijnde tiende van een euro voor een retributie op uurbasis voor elke gereglementeerde zone. De geïndexeerde bedragen mogen de in artikel 14 van de ordonnantie vastgestelde maximumbedragen niet overschrijden.

Artikel 5
De bestuurder die 15 minuten of minder wenst te parkeren kan aan een parkeerautomaat een gratis parkeerbiljet verkrijgen per parkeerperiode (van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur), volgens de richtlijnen vermeld op de apparaten en door het ingeven van de nummerplaat van het voertuig.
Dit parkeerbiljet voor zeer korte duur laat slechts toe te parkeren voor 15 minuten of minder. Elke bestuurder waarvoor het parkeerticket aantoont dat de toegelaten parkeertijd is overschreden, zal beschouwd worden gekozen te hebben voor het

forfaitair retributiesysteem, zoals vermeld in artikel 4, behoudens hij een parkeerbiljet heeft geplaatst overeenkomstig artikel 2 voor het verstrijken van het gratis kwartier, met een bijkomende tijdslimiet van 5 minuten om een betalend parkeerbiljet te gaan halen aan de parkeerautomaat.
Het is verboden verschillende opeenvolgende parkeerbiljetten voor het kort parkeren te gebruiken zonder zijn wagen te verplaatsen.

Artikel 6
Gebruik van de parkeerautomaat.

De retributie vermeld in artikel 3 kan onmiddellijk betaald worden bij de parkeerautomaat, met bankkaart, volgens de richtlijnen op de apparaten.

Het ingeven van de nummerplaat en het gebruik van de bankkaart volgens de instructies weergegeven op de automaten geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van maximum 2 uur in een rode zone en in een oranje zone, van 4 uur 30 in een grijze zone en van 9 uur in een groene zone, zoals vermeld op de apparaten.

Artikel 7
De gebruiker zal de gevolgen dragen die kunnen voortvloeien uit het onregelmatig gebruik van of uit de beschadigingen aangebracht aan de automaten.

Artikel 8
Het parkeerticket moet duidelijk en volledig zichtbaar achter de voorruit, met uitzondering van de zijruiten, van het voertuig worden geplaatst zodat de vermelde gegevens leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor de wagen bevindt of door een elektronisch controlesysteem.

Artikel 9
Indien de parkeerautomaat niet bruikbaar is, moet de parkeerschijf volgens het bij het ministerieel besluit van 14/05/2002 gevoegde model, duidelijk zichtbaar op de binnenkant van de voorruit geplaatst worden (artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer) zodanig dat de vermeldingen leesbaar zijn voor een waarnemer die zich voor de wagen bevindt.

Sectie 2: Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone

Artikel 10
De parkeertijd in de blauwe zone is beperkt tot maximaal 2 uur, behalve in wegen met specifieke borden die de maximaal toegestane tijd beperken tot 30 of 60 minuten, mits een parkeerschijf wordt gebruikt volgens het model gevoegd bij het ministerieel besluit van 14/05/2002 en zoals bepaald in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 01/12/1975), in het bijzonder artikel 27.1.2 houdende bijzondere voorwaarden voor het gebruik van de schijf buiten de werkdagen en de gebruikelijke tijdsperiode (van 9.00 tot 18.00 uur).
De bestuurder die kiest voor deze maximale parkeertijd, geniet van de kosteloosheid.

Artikel 11
Bij gebreke van gebruik van de reglementaire parkeerschijf of bij overschrijding van de maximaal toegelaten duur of misbruik van de reglementaire parkeerschijf, wordt de persoon bedoeld in artikel 20 §1 geacht gekozen te hebben voor de betaling van een retributie van 35 EUR per parkeerperiode.
Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur

Artikel 12
De door de gebruiker gewenste parkeertijd zal worden vastgesteld aan de hand van de aanwijzingen die hij heeft doen voorkomen op zijn parkeerschijf, duidelijk zichtbaar aangebracht aan de binnenkant van de voorruit van zijn wagen en gebruikt in overeenstemming met artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (koninklijk besluit van 01/12/1975) en het ministerieel besluit van 14/05/2002.

Sectie 3: Kiss-and-ride-zones

Een kiss-and-ride-zone is een parkeerzone bestemd voor het in- en uitstappen van personen

Artikel 13
De parkeertijd in de kiss-and-ride-zone is gratis gedurende de aangegeven tijd op het daartoe voorziene verkeersbord.
In het geval van het overschrijden van de toegestane parkeertijd, is een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode verschuldigd.
Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Sectie 4: Parkeerplaatsen "kort parkeren"

Artikel 14
De parkeertijd voor parkeerplaatsen “kort parkeren” is beperkt tot maximaal 30 minuten, maar deze duur kan korter zijn op basis van een beslissing van het College van burgemeester en schepenen, in overeenstemming met de aanduidingen op het verkeersbord en op de paal die op de betrokken parkeerplaats of -plaatsen is geplaatst.
De bestuurder die voor deze maximale parkeertijd kiest, heeft recht op gratis parkeren;
In het geval van het overschrijden van de toegestane parkeertijd, is een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode verschuldigd.
Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Wanneer de paal echter onbruikbaar is, zijn de bepalingen van sectie 1 (Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten) of 2 (Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone) van onderhavig hoofdstuk van toepassing, volgens de gereglementeerde zone waarin de parkeerplaats "kort parkeren” zich bevindt.

Sectie 5: Zones "elektrisch laden"

Artikel 15
Het is toegestaan en gratis een elektrisch voertuig te parkeren in de zone “elektrisch laden” op voorwaarde dat de gebruiker van dit voertuig is verbonden en dat hij de fysieke verbinding van zijn voertuig met de elektrische oplaadstand tot stand brengt.

Artikel 16
Een forfaitaire retributie van 50 EUR per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of de gebruiker van een geparkeerd elektrisch voertuig zonder verbinding of fysieke aansluiting.
Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten”, parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Wanneer het elektrisch oplaadpunt echter onbruikbaar is, zijn de bepalingen van sectie 1 (Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten) of 2 (Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone) van onderhavig hoofdstuk van toepassing, volgens de gereglementeerde zone waarin de parkeerplaats “elektrisch laden” zich bevindt.

Sectie 6: Bewonerszones, 7 dagen op 7 en 24 uur op 24

Artikel 17
Parkeren in "bewonerszones" is 24 uur op 24, 7 dagen op 7, zaterdag, zondag en feestdagen inbegrepen enkel toegestaan voor houders van de specifieke "bewonerskaart” afgeleverd door het gemeentebestuur.
Het bedrag van de retributie betreffende het parkeren op de openbare weg is vastgesteld op 50 EUR per halve dag, te weten van 0.00 tot 12.00 uur of van 12.00 tot 24.00 uur.
Vrijstellingskaarten zoals bewonerskaarten, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten”, parkeertickets of blauwe schijven zijn in deze zones niet geldig.

Sectie 7: Leveringszones

Artikel 18
Een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode is verschuldigd bij het parkeren in een zone aangegeven door verkeersbord E9a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord "betalend behoudens levering" met precisering van de duur van de gereglementeerde parkeertijd.
Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.
Het bedrag van de forfaitaire retributie van 100 EUR wordt aangegeven met behulp van een informatiebord.

De vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de

Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in de leveringszone.

De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de leveringszone.

HOOFDSTUK II: PARKEERCONTROLE EN INVORDERINGSPROCEDURE

Artikel 19
Het voertuig moet de parkeerplaats verlaten hebben ten laatste bij het verstrijken van de toegestane parkeertijd.

De parkeercontrole kan, naar keuze van het gemeentebestuur, fysiek door beëdigde ambtenaren of elektronisch worden uitgevoerd. Deze twee controlemiddelen kunnen worden gecombineerd.

Artikel 20
§1. Overeenkomstig artikel 13, § 2 van de ordonnantie is, wanneer een parkeerplaats wordt bezet door een ingeschreven motorvoertuig, de retributie ten laste van de natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven.

§2. In geval van niet-naleving van een van de bepalingen van dit reglement, wordt een verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit van het voertuig aangebracht door een controlerend agent van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe of per post verstuurd na een elektronische controle.

§3. De schuldenaar beschikt over een termijn van 12 dagen vanaf de datum van aanbrenging indien het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit is aangebracht. Deze termijn wordt verlengd tot 15 dagen vanaf de datum van verzending indien het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie per post aan de schuldenaar wordt toegezonden.

§4. Elk eventueel bezwaar moet worden ingediend binnen een termijn van 15 dagen vanaf de datum van aanbrenging van het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit of vanaf de datum van verzending van het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie per post. Het geschil moet worden ingediend hetzij per e-mail (controle-parking@woluwe1200.be), hetzij per post ter attentie van de afdeling gereglementeerd parkeren (Paul Hymanslaan 2 - 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe).

§5. In geval van niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de betalingstermijn van het verzoek bedoeld in §2, wordt kosteloos een eerste herinnering verstuurd.

§6. In geval van niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen een termijn van 15 dagen vanaf de datum van de eerste herinnering, wordt een tweede herinnering verstuurd die de retributie verhoogt met de betrokken verzendingskosten en een forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie. De schuldenaar krijgt een termijn van 15 kalenderdagen te rekenen vanaf de verzending van deze tweede herinnering om de retributie te betalen.

§7. Ingeval de verschuldigde bedragen onbetaald blijven na de tweede herinnering

bedoeld in §6, gaat de gemeente over tot een minnelijke invordering, indien nodig gevolgd door een gerechtelijke invordering, of tot een invordering middels een dwangbevel, overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van de ordonnantie.

§8. Ingeval de gemeente overgaat tot een minnelijke invordering, wordt het bedrag van de verhoogde retributie bedoeld in §6 vermeerderd met een bijkomende forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie, teneinde alle kosten te dekken die verbonden zijn aan de invordering, met inbegrip van de herinneringskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van een gerechtelijke invordering.

§9. Ingeval de gemeente overgaat tot invordering middels een dwangbevel, maakt zij gebruik van de procedure bedoeld in artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet. In dit geval bedragen de administratieve kosten voor de ingebrekestelling de betrokken verzendingskosten en een bijkomende forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie. De krachtens de voorgaande paragrafen van dit artikel verschuldigde bedragen worden aan de administratieve kosten toegevoegd.
Het dwangbevel wordt bij deurwaardersexploot betekend met bevel tot betaling.
Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding verzet worden aangetekend binnen de maand van de betekening.
Onverminderd de in toepassing van dit artikel verschuldigde kosten, zijn de kosten, rechten en uitgaven gemaakt in alle fasen van de invordering ten laste van de schuldenaar.

HOOFDSTUK III: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 21
Het parkeren van een motorvoertuig op een plaats beheerd door parkeerautomaten of gecontroleerd door een parkeerschijf gebeurt op risico van de gebruiker of van degene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven.
Het betalen van de retributie geeft recht op parkeren maar niet op een of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan niet aansprakelijk gesteld worden voor schade aan of diefstal van het voertuig.

TITEL III: VRIJSTELLINGSKAARTEN

HOOFDSTUK I: VRIJSTELLINGSKAARTEN AFGELEVERD DOOR DE GEMEENTE

Sectie 1: Algemene bepalingen

Artikel 22
De geldigheidsduur van de vrijstellingskaarten is jaarlijks, met uitzondering van de vrijstellingskaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen".

Artikel 23
Er wordt geen vrijstellingskaart uitgereikt voor de voertuigen met een maximale toegelaten massa van meer dan 3,5 ton (code F1 van het kentekenbewijs).

Artikel 24
De vrijstellingskaart wordt slechts verkocht onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat alle eerder in het kader van de parkeercontrole gevorderde bedragen door de aanvrager zijn betaald.

Artikel 25
Wanneer de vrijstellingskaart verloopt, voert de begunstigde op eigen initiatief de nodige stappen uit om deze te vernieuwen.
In geval van vertraging bij de vernieuwing van een vrijstellingskaart is het voertuig niet langer gedekt door de kaart en is het dus onderworpen aan een retributie zoals bepaald in de artikelen 4 en 11.

Sectie 2: Vrijstellingskaart bewoners

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 26
Elke inwoner van Sint-Lambrechts-Woluwe die ingeschreven is of verblijft op het grondgebied van de gemeente, kan genieten van een bewonerskaart.

De aanvrager kan een kaart krijgen voor elk voertuig dat op zijn naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 27
De aanvrager moet de volgende documenten overleggen:

- de identiteitskaart van de aanvrager of een document dat zijn inschrijving in het bevolkingsregister bewijst, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager voor het geval de aanvrager niet persoonlijk verschijnt;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel “voertuig”);
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;
- voor bedrijfwagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is;
- voor de persoon die geen hoofdverblijfplaats heeft: het bewijs van betaling van de taks op het gebruik van een woonplaats door een bewoner die niet in de bevolkingsregisters is ingeschreven;
- voor een auto die door particulieren wordt gedeeld: het kentekenbewijs alsmede het bewijs van betaling van het lidmaatschap van een platform dat gespecialiseerd is in autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de bij het delen van het voertuig betrokken partijen bindt.

Onderafdeling 3: Aantal kaarten per huishouden

Artikel 28
Het aantal bewonerskaarten wordt beperkt tot maximaal 2 kaarten per gezin. Onder gezin wordt verstaan: alle personen die samen onder hetzelfde dak wonen.

Onderafdeling 4: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 29
De geldigheidsduur van de bewonerskaart gaat in op de datum van afgifte. Indien de vergunning vóór 1 januari van het volgende jaar wordt afgegeven, is zij geldig tot het einde van het lopende jaar.

De bewonerskaart wordt verkregen door voor de eerste kaart 15 EUR te betalen en voor de tweede 120 EUR.

Voor de inwoners die zich in de loop van het jaar in Sint-Lambrechts-Woluwe domiciliëren of voor inwoners die gedomicilieerd zijn op een weg die onder het toepassingsgebied van dit reglement valt, is het bedrag van de kaart als volgt:

15 EUR	Januari	15 EUR	120 EUR	Januari	120 EUR
	Februari	15 EUR		Februari	120 EUR
	Maart	15 EUR		Maart	120 EUR
	April	10 EUR		April	100 EUR
	Mei	9 EUR		Mei	90 EUR
	Juni	8 EUR		Juni	80 EUR
	Juli	7 EUR		Juli	70 EUR
	Augustus	6 EUR		Augustus	60 EUR
	September	5 EUR		September	50 EUR
	Oktober	4 EUR		Oktober	40 EUR
	November	3 EUR		November	30 EUR
	December	2 EUR		December	20 EUR

In geval van verlies of vernietiging van de kaart dient de inwoner een duplicaat aan te vragen. Voor elk duplicaat wordt de betaling van 10 EUR gevraagd.

De houder van de kaart deelt elke wijziging, hetzij van adres, hetzij van voertuig of kentekenplaat mede aan het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe. Bij verandering van woon- of verblijfplaats, van voertuig of kentekenplaat moet de kaarthouder de kaart opsturen naar het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

Elke persoon die in de gemeente verblijft en een voertuig bezit dat in het buitenland is ingeschreven, moet het in België inschrijven, met uitzondering van de 5 gevallen opgesomd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 20/07/2001. In het geval van een buitenlandse inschrijving die moet worden ingewisseld voor een Belgische inschrijving, kan de aanvrager gedurende een beperkte periode van 2 maanden genieten van een bewonerskaart.

Met ingang van 01/05/2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege gekoppeld aan de consumptieprijsindex. De nieuwe prijs wordt berekend volgens deze formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex die gold tijdens de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex die gold tijdens januari 2023.
Het tarief dat uit de in het vorige lid bedoelde berekening voortvloeit, wordt naar

beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro.

Onderafdeling 5: Kaart voor een vervangings- of huurvoertuig

Artikel 30
Iedere inwoner van de gemeente die reeds een bewonerskaart voor een voertuig heeft, kan een gratis tijdelijke kaart aanvragen voor het gebruik van een vervangwagen.
De geldigheidsduur van de kaart zal per geval worden vastgesteld, afhankelijk van de duur van de vervanging van het voertuig (gedocumenteerd) en mag de geldigheidsduur van de oorspronkelijke kaart niet overschrijden.
Zolang de vervangkaart niet is afgegeven, kan geen enkele gebruiker aanspraak maken op de rechten die daaraan zijn verbonden.

Gebruikers van huurauto's (met uitzondering van deelauto's als bedoeld in artikel 43), die woonachtig of ingezeten zijn in de gemeente, kunnen een tijdelijke parkeerkaart verkrijgen. Deze kaart kost 5 EUR en is geldig voor de duur van de huurperiode, die maximaal 1 maand mag bedragen.

Onderafdeling 6: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 31
De bewonerskaart maakt het mogelijk gratis te parkeren in de blauwe zones op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe zonder tijdsbeperking. De bewonerskaart moet zodanig worden aangebracht dat de gegevens ervan leesbaar zijn door een waarnemer die voor de wagen staat.

Bovendien, wanneer een inwoner of een ingezetene in een wijk verblijft, bedoeld in de beraadslaging van de Gemeenteraad die de lijst vaststelt van de wijken waarvan de inwoners een wijkbewonerskaart kunnen bekomen, mogen laatstgenoemden zich zonder tijdsbegrenzing parkeren in de groene en grijze zones van de wijk waar zij verblijven, met uitzondering van de rode en oranje zones. De wijk van de inwoner wordt vermeld op de bewonerskaart.

Sectie 3: "Bewonerskaart", 7 dagen op 7 en 24 uur op 24

Artikel 32
Enkel de inwoners van een "bewonerszone" kunnen een "bewonerskaart" krijgen. Met deze kaart kan men in de betrokken "bewonerszone" gratis parkeren. De "bewonerskaart" moet zo worden aangebracht dat de gegevens leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor het voertuig bevindt.
De "bewonerskaart" kan verkregen worden via dezelfde procedure en tegen hetzelfde tarief als de bewonerskaart, zoals vastgesteld in sectie 2 en verleent dezelfde rechten. De wijk van de bewoner zal op de "bewonerskaart" worden vermeld.

Sectie 4: "Dienst"-vrijstellingskaart

Artikel 33
Gemeentelijke dienstvoertuigen krijgen een bijzondere gratis parkeerkaart “voor alle zones”.

Dienstvoertuigen van het OCMW, van het sociaal verhuurkantoor (SVK) van de gemeente of van een van de openbare vastgoedmaatschappijen (OVM) die hun maatschappelijke zetel in Sint-Lambrechts-Woluwe hebben, krijgen een bijzondere gratis parkeerkaart “blauwe en groene zones”. Deze kaart maakt het mogelijk gratis te

parkeren in groene zones en onbeperkt te parkeren in blauwe zones. Deze kaart kan niet worden gebruikt in de rode zone, de oranje zone, de grijze zone of in de "bewonerszone" (zoals gedefinieerd in de Wegcode). De kaart moet zodanig geplaatst worden dat de vermeldingen leesbaar zijn voor een waarnemer die zich voor de wagen bevindt.

Voor prioritaire dienstvoertuigen is parkeren eveneens gratis.

Sectie 5: Vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen"

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 34
Een leerkracht of een personeelslid van een school of kinderdagverblijf die gebruik wenst te maken van gratis parkeren in de groene of grijze zone van de inrichting en onbeperkt parkeren in de blauwe zone, kan een vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" verkrijgen.
Deze parkeerkaart kan afgeleverd worden aan iedere natuurlijke persoon die werkt in een school of kinderdagverblijf, die gevestigd is in een gemeentelijk gereglementeerde parkeerzone.
De aanvrager kan een kaart krijgen voor een voertuig dat op zijn of haar naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.
De vrijstellingskaart heeft slechts betrekking op één kentekenplaat.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 35
De aanvrager moet de volgende documenten overleggen

- de identiteitskaart van de aanvrager;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel “voertuig”);
- het getuigschrift van de werkgever waaruit blijkt dat de aanvrager voor het betrokken jaar op de school/kinderdagverblijf werkzaam is;
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;
- voor bedrijfwagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is.

Onderafdeling 3: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 36
De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" kan worden verkregen tegen betaling van het ondeelbare bedrag van 120 EUR. De kaart is geldig van 15 augustus tot 15 juli van het volgende jaar.
Het is echter mogelijk om een maandelijkse kaart te verkrijgen tegen 15 EUR/maand.

In geval van verlies of vernietiging van de kaart zal geen duplicaat worden afgegeven, maar kan een nieuwe kaart worden verkregen tegen betaling van het hierboven vermelde bedrag.

Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 37
De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" staat toe te parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zones en, in voorkomend geval, in de groene of grijze zone waar de instelling gevestigd is. De parkeerkaart moet zodanig geplaatst worden dat alle inlichtingen vermeld op de kaart leesbaar zijn voor een waarnemer die voor het voertuig staat.
De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

Sectie 6: Vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten"

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 38
Zelfstandigen, beoefenaars van vrije beroepen of een onderneming die willen genieten van gratis parkeren in de groene en grijze zone van de hoofd- of exploitatiezetel van de maatschappij en parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zone, kunnen mits betaling een vrijstellingskaart verkrijgen voor “beroepsactiviteiten”.
Onder onderneming wordt verstaan: elke rechtspersoon, ongeacht diens statuut (openbare en privé-instellingen, vzw, nv, bv, instellingen die vallen onder de wet op het tijdelijke van de erediensten, ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken, dispensaria en weldadigheidsinstellingen).
Deze vrijstellingskaart kan afgeleverd worden aan iedere zelfstandige, beoefenaar van een vrij beroep of onderneming waarvan de sociale zetel in een gereglementeerde parkeerzone op het grondgebied van de gemeente is gevestigd
De aanvrager kan een kaart krijgen voor een voertuig dat op zijn of haar naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 39
De aanvrager moet de volgende documenten overleggen

- de identiteitskaart van de aanvrager;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel “voertuig”);
- een attest van de werkgever waarin wordt bevestigd dat de aanvrager een functie bekleedt binnen het bedrijf;
- de statuten van de vennootschap ter rechtvaardiging van haar activiteit op het gemeentelijk grondgebied;
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract

waarin de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;

- voor bedrijfwagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is.

Onderafdeling 3: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 40
De vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten" kan worden verkregen tegen betaling van een bedrag van:

- 200 EUR/jaar voor elk van de eerste vijf kaarten;
- 300 EUR/jaar voor de zesde tot en met de twintigste kaart;
- 600 EUR/jaar van de eenentwintigste tot de dertigste kaart;
- 800 EUR/jaar voor elke bijkomende kaart.

Het abonnement kan het jaar daarop met hetzelfde bedrag verlengd worden op voorwaarde dat de ondernemingen die meer dan 50 werknemers tellen, een bedrijfsvervoerplan (BVP) naar het model ontwikkeld door Leefmilieu Brussel opstellen of updaten. Dit plan moet door de gemeente (voor bedrijven van 50 tot 199 werknemers) of door Leefmilieu Brussel (voor bedrijven vanaf 200 werknemers) goedgekeurd worden. Bij gebrek aan deze documenten zal het bedrag verdubbeld worden.
De onderneming organiseert zelf, volgens haar eigen interne regels, de verdeling van deze abonnementen onder haar personeel.
In geval van verlies of vernietiging van de kaart zal geen duplicaat worden afgegeven, maar kan een nieuwe kaart worden verkregen tegen betaling van het hierboven vermelde bedrag.

Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 41
De vrijstellingskaart voor “beroepsactiviteiten” staat toe te parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zones en, in voorkomend geval, in de groene of grijze zone waar de hoofd- of exploitatiezetel van de maatschappij gevestigd is. De parkeerkaart moet zodanig geplaatst worden dat alle inlichtingen vermeld op de kaart leesbaar zijn door een waarnemer die voor het voertuig staat.
De vrijstellingskaart voor “beroepsactiviteiten” mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

Sectie 7: Vrijstellingskaart "bezoeker"

Artikel 42
In blauwe zone, grijze zone en groene zone, kan er ook een "bezoekerskaart" gebruikt worden.
Bezoekers kunnen een "bezoekerskaart" verkrijgen tegen het tarief van 2,50 EUR.
Er kunnen per huishouden niet meer dan 100 kaarten per kalenderjaar worden verstrekt, waarbij elke kaart 4 uur 30 geldig is.
Deze “bezoekerskaart” wordt aan elke bewoner van de zone verstrekt als die ofwel zijn inschrijving in het bevolkingsregister ofwel de betaling van de taks op het gebruik van een woonplaats door een bewoner die niet in de bevolkingsregisters is ingeschreven kan aantonen. Zij worden niet terugbetaald of ingewisseld tegen kaarten met een andere geldigheidsduur.

Bij verlies of vernietiging van de kaart zal er geen duplicaat van afgeleverd worden.
De vrijstellingskaart "bezoeker" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

HOOFDSTUK II: UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP AFGEGEVEN VRIJSTELLINGSKAARTEN

Artikel 43
De vrijstellingskaarten "dringende medische zorgverlener", "medische thuiszorgverlener" en "deelauto" worden afgegeven door het Parkeeragentschap overeenkomstig de door het bevoegde bestuurlijke orgaan vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

HOOFDSTUK III: EUROPESE PARKEERKAART VOOR PERSONEN MET EEN HANDICAP

Artikel 44
Personen met beperkte mobiliteit die in het bezit zijn van een speciale kaart die door een officiële instantie is afgegeven overeenkomstig het ministerieel besluit van 29/07/1991, mogen hun voertuig gratis en zonder tijdsbeperking parkeren op de parkeerplaatsen met parkeerautomaten, in de blauwe zone en in de "bewonerszone" (in de zin van de Wegcode). Hun officiële kaart moet echter duidelijk zichtbaar achter de voorruit of aan de voorzijde van het voertuig worden geplaatst zodat de vermelde gegevens (d.w.z. de geldigheidsdatum, het kaartnummer en het pictogram) leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor de wagen bevindt of door een elektronisch controlesysteem.

Artikel 45
Personen met beperkte mobiliteit die in het bezit zijn van een speciale kaart die door een officiële instantie is afgegeven overeenkomstig het ministerieel besluit van 29/07/1991, mogen hun voertuig vooraf inschrijven bij de afdeling gereglementeerd parkeren.
De aanvraag moet worden ingediend, hetzij per e-mail (controle-parking@woluwe1200.be), hetzij per post ter attentie van de afdeling gereglementeerd parkeren (Paul Hymanslaan 2 - 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe). De aanvrager moet een kopie van beide zijden van de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap bijvoegen en de te inschrijven nummerplaat vermelden.

Nummerplaten met een parkeerrecht op basis van een parkeerkaart voor personen met een handicap zijn onderworpen aan een gegevensoverdracht met het Parkeeragentschap en de andere gemeenten van het Brussels Gewest.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

24.04.2023/A/0029 **Voirie - Dénomination de la voirie située en contrebas de l'hôtel communal - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il y a lieu de dénommer la voirie située en contrebas de l'hôtel communal ;

Considérant que Mme Adrienne GOMMERS a vécu au 114 avenue A.J. Slegers puis au 122/8 avenue Paul Hymans ;

Considérant que Mme Anne-Marie van OOST-de GERLACHE s'est vu accorder le titre de citoyenne d'honneur de Woluwe-Saint-Lambert en 2015 ;

Considérant qu'il y a lieu de transmettre aux générations futures le souvenir de deux importantes figures de la Résistance ;

Vu la proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/04/2023 de dénommer une voirie située en contrebas de l'hôtel communal « Allée Adrienne Gommers & Anne-Marie van Oost-de Gerlache » ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

de dénommer la voire située en contrebas de l'hôtel communal « Allée Adrienne Gommers & Anne-Marie van Oost-de Gerlache », et ce afin de transmettre aux générations futures le souvenir de deux importantes figures de la Résistance.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Wegenis - Naamgeving van de weg aan de voet van het gemeentehuis - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is om de weg te benoemen aan de voet van het gemeentehuis;

Overwegende dat mw. Adrienne GOMMERS op het adres A.J. Slegerslaan 114 woonde en vervolgens op het adres Paul Hymanslaan 122/8;

Overwegende dat mw. Anne-Marie van OOST-de GERLACHE in 2015 de titel van ereburger van Sint-Lambrechts-Woluwe heeft gekregen;

Overwegende dat het aangewezen is de herinnering aan twee belangrijke figuren van het Verzet door te geven aan de toekomstige generaties;

Gelet op het voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/04/2023 om een weg aan de voet van het gemeentehuis de naam "Adrienne Gommers & Anne-Marie van Oost-de Gerlachedreef" te geven;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

om de weg aan de voet van het gemeentehuis de naam "Adrienne Gommers & Anne-Marie van Oost-de Gerlachedreef" te geven om de herinnering aan twee belangrijke figuren van het Verzet door te geven aan de toekomstige generaties.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

24.04.2023/A/0030 **Réalisation de fresques par l'artiste Maja POLACKOVA à l'école Georges Désir - Acquisition - Procédure négociée sans publication préalable - Dépense : 22.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant que suite à la construction de l'école Georges Désir, il semble opportun de valoriser ce bâtiment communal en le dotant de fresques créées en corrélation avec le lieu ;

Considérant que des ateliers participatifs avec les classes de 5e primaire permettraient d'intégrer totalement l'installation artistique dans le projet de l'école ;

Considérant que la qualité du travail plastique et l'expérience de pédagogue de l'artiste Maja POLACKOVA s'adaptent parfaitement à un tel projet ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que suite à la construction de l'école Georges Désir, il semble opportun de valoriser ce bâtiment communal en le dotant de fresques créées en corrélation avec le lieu ;

Considérant que des ateliers participatifs avec les classes de 5e primaire permettraient

d’intégrer totalement l’installation artistique au projet de l’école ;

Considérant que la qualité du travail plastique et l’expérience de pédagogue de l’artiste Maja POLACKOVA s’adaptent parfaitement à un tel projet ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 42 § 1-1° d) i) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s’élève à 22.000 EUR TVAC ;

Considérant qu’il s'indique de passer ce marché par voie de procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense à l’article 76200/749-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d’approuver la passation d’un marché par voie de procédure négociée sans publication préalable avec Mme Maja POLACKOVA, avenue du Chèvrefeuille 37 en c/c, pour la conception et la réalisation de fresques dans l’école Georges Désir, pour un montant de 22.000 EUR TVAC, en application des articles 42 § 1-1° d) i) de la loi du 17/06/2016, des arrêtés royaux du 18/04/2017 et du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d’approuver la dépense de 22.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 76200/749-51/2241 (21.505 EUR) et 2242 (495 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Realisatie van fresco's door de kunstenaar Maja POLACKOVA in de school "Georges Désir" - Aankoop - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Uitgave: 22.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

24.04.2023/A/0031 **ASBL Les Pléiades - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 2.250 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 2.250 EUR a été prévu au budget 2023, à l'article 76207/332-02, en faveur de l'ASBL Centre de quartiers - Les Pléiades ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 30/03/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Centre de quartiers - Les Pléiades ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 2.250 EUR, inscrit à l'article 76207/332-02/3231 du budget 2023, à l'ASBL Centre de quartiers - Les Pléiades.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Vzw "Les Pléiades" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 2.250 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

24.04.2023/A/0032 **ASBL Cinéfilms - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 9.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 9.000 EUR a été prévu au budget 2023, à l'article 76215/332-02, en faveur de l'ASBL Cinéfilms ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 13/04/2023;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Cinéfilms ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 9.000 EUR, inscrit à l'article 76215/332-02/3567 du budget 2023, à l'ASBL Cinéfilms.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Vzw "Cinéfilms" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 9.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

24.04.2023/A/0033 **ASBL « Gemeenschapscentrum Op-Weule » - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 72.797 EUR - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 72.797 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2023, onder artikelen 76203/332-02 en

76303/332-02, subsidies voor een totaal bedrag van 72.797 EUR voorzien zijn ten voordele van de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2022, de rekeningen 2022 en het activiteitenverslag 2022 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen werden voorgelegd op 06/04/2023;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2022, van de rekeningen 2022 en van het activiteitenverslag 2022 van de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule;
- de toekenning van subsidies voor een totaal bedrag van 72.797 EUR, ingeschreven op artikelen 76203/332-02/3331 (69.187 EUR) en 76303/332-02/3332 (3.610 EUR) van de begroting 2023, aan de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Sports - Sport

24.04.2023/A/0034 **Stade Fallon - La Rotonde - Tracteur électrique - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : KATHAGEN NV - Dépense : 10.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un tracteur électrique pour le stade Fallon, notamment pour remorquer les containers poubelles posés près du bâtiment « La Rotonde » vers l'avenue J.F. Debecker, ainsi que pour le transport de matériel lourd à l'intérieur du stade ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir un tracteur électrique pour le stade Fallon, notamment pour remorquer les containers poubelles posés près du bâtiment « La Rotonde » vers l'avenue J.F. Debecker, ainsi que pour le transport de matériel lourd à l'intérieur du stade ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que deux opérateurs économiques spécialisés dans ce domaine ont été consultés, à savoir :

- TOYOTA MATERIAL HANDLING BELGIUM, Schoondonkweg 1 à 2830 Willebroek : 7.258,79 EUR TVAC,
- KATHAGEN NV, Toekomststraat 4 à 3960 Bree : 9.196,63 EUR TVAC (7.331,63 EUR TVAC si le matériel proposé est comparé strictement avec celui de TOYOTA) ;

Considérant que la firme KATHAGEN inclut également dans son offre les 3 containers poubelles d'une contenance de 1.100 litres avec le crochet approprié pour remorquage vers l'avenue Debecker tandis que la firme TOYOTA n'est pas en mesure de proposer le même type de fourniture ;

Considérant que le matériel proposé par la firme KATHAGEN est plus performant que celui de TOYOTA (capacité : 4.000 kg contre 2.000 kg, ampérage batterie : 105A contre 76A, moteur : 1Kw contre 0.4Kw) ;

Considérant que pour la différence de prix de 72,84 EUR TVAC, il s'avère plus intéressant d'opter pour le tracteur proposé par la firme KATHAGEN ;

Considérant que les 3 containers poubelles d'une contenance de 1.100 litres sans crochet, se trouvant actuellement près du bâtiment « La Rotonde », peuvent être mis à disposition d'un autre service communal ;

Considérant que les crédits pour l'acquisition de ce type de matériel sont disponibles à l'article 76410/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'acquérir un tracteur électrique auprès de la firme KATHAGEN NV, Toekomststraat 4 à 3960 Bree, à raison de 9.196,63 EUR TVAC selon son offre de prix du 21/02/2023, en application de l'article 92 de la loi du 17/06/2016 et de l'article 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 ;
- d'engager un montant de 10.000 EUR à l'article 76410/744-98/3309 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de couvrir cette dépense au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;
- de mettre les 3 containers poubelles actuels d'une contenance de 1.100 litre à disposition d'un autre service communal.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fallonstadion - "La Rotonde" - Elektrische trekker - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: KATHAGEN nv - Uitgave: 10.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is een elektrische trekker aan te schaffen ten behoeve van het Fallonstadion, onder meer om de vuilniscontainers die bij het gebouw "La Rotonde" zijn geplaatst te vervoeren in de richting van de J.F. Debeckerlaan maar eveneens voor het vervoer van zwaar materieel in het stadion;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/03/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is een elektrische trekker aan te schaffen ten behoeve van het Fallonstadion, onder meer om de vuilniscontainers die bij het gebouw "La Rotonde" zijn geplaatst te vervoeren in de richting van de J.F. Debeckerlaan maar eveneens voor het vervoer van zwaar materieel in het stadion;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van

overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat twee op dit gebied gespecialiseerde ondernemers zijn geraadpleegd, namelijk:

- TOYOTA MATERIAL HANDLING BELGIUM, Schoondonkweg 1 te 2830 Willebroek: 7.258,79 EUR incl. btw,
- KATHAGEN nv, Toekomststraat 4 te 3960 Bree: 9.196,63 EUR incl. btw (7.331,63 EUR incl. btw indien het aangeboden materieel strikt wordt vergeleken met dat van TOYOTA);

Overwegende dat de firma KATHAGEN in haar offerte ook de drie vuilniscontainers van 1.100 liter met de passende haak voor het verslepen naar de Debeckerlaan opneemt, terwijl de firma TOYOTA hierover geen voorstel kan doen;

Overwegende dat de door firma KATHAGEN voorgestelde uitrusting krachtiger is dan die van TOYOTA (capaciteit: 4.000 kg tegenover 2.000 kg, accu-ampère: 105A tegenover 76A, motor: 1Kw tegenover 0,4Kw);

Overwegende dat het voor een prijsverschil van 72,84 EUR incl. btw interessanter is te kiezen voor de trekker van de firma KATHAGEN;

Overwegende dat de reeds aanwezige 3 vuilniscontainers van 1.100 liter zonder trekhaak die zich bevinden in de ruimte naast het gebouw "La Rotonde", ter beschikking kunnen worden gesteld van een andere gemeentelijke dienst;

Overwegende dat de kredieten voor de aankoop van dit type materieel beschikbaar zijn op artikel 76410/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- een elektrische trekker aan te kopen bij de firma KATHAGEN nv, Toekomststraat 4 te 3960 Bree, tegen een kostprijs van 9.196,63 EUR incl. btw volgens haar prijsofferte van 21/02/2023, in toepassing van artikel 92 van de wet van 17/06/2016 en artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017;
- een bedrag van 10.000 EUR vast te leggen op artikel 76410/744-98/3309 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2023;
- deze uitgave te dekken door een afname van het buitengewoon reservefonds;
- de drie bestaande vuilniscontainers van 1.100 liter toe te wijzen aan een andere gemeentedienst.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op

de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.04.2023/A/0035 **Ecoles communales - Salles de sport - 7 défibrillateurs - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HALF BLUE BV - Dépense : 11.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'afin de renforcer la sécurité des utilisateurs des salles de sports dans les écoles communales, il s'indique d'y installer 7 défibrillateurs, un dans chaque école qui dispose d'une salle des sports ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de renforcer la sécurité des utilisateurs des salles de sport dans les écoles communales ;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles impose par décret la présence d'un défibrillateur externe automatique dans toutes les salles de sport occupées par des clubs sportifs ;

Considérant dès lors qu'il s'indique de placer sept défibrillateurs externes automatiques (DEA) dans les salles de sport des écoles communales, un dans chaque école qui dispose d'une salle de sport ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que deux opérateurs économiques spécialisés dans ce domaine ont été consultés, à savoir :

- HALF BLUE BV, Z.1 Researchpark 40 à 1731 Zellik, pour un montant d'offre contrôlé de 10.359,38 EUR TVAC,

- EURODIST, rue Louis Braille 10 à 1402 Nivelles, pour un montant d'offre contrôlé de 12.198,48 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de choisir l'offre de la firme HALF BLUE qui propose des conditions plus intéressantes pour des produits et prestations identiques ;

Considérant que les crédits pour l'acquisition de ce type de matériel sont disponibles à l'article 76410/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant qu'il s'indique de solliciter des subsides pour ce matériel auprès de l'Adeps, à raison de 75 % du montant de l'acquisition d'un DEA par salle de sport ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'acquérir 7 défibrillateurs externes automatiques auprès de la firme HALF BLUE BV, Z.1 Researchpark 40 à 1731 Zellik, à raison de 10.359,38 EUR TVAC selon son offre de prix du 26/01/2023, en application de l'article 92 de la loi du 17/06/2016 et de l'article 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 ;
- d'engager un montant de 11.000 EUR à l'article 76410/744-98/3335 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de solliciter activement des subsides auprès de l'Adeps ;
- de couvrir cette dépense au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Sportzalen - 7 defibrillatoren - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HALF BLUE bv - Uitgave: 11.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het met het oog op het verzekeren van de veiligheid van de gebruikers van de sportzalen in de gemeentescholen noodzakelijk is 7 automatische externe defibrillatoren te installeren, 1 in elke school die beschikt over een sportzaal;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/03/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is de veiligheid van de gebruikers van de sportzalen in de gemeentescholen te versterken;

Overwegende dat de Federatie Wallonië-Brussel per decreet verplicht dat alle sportzalen waar sportclubs actief zijn, uitgerust worden met een automatische externe defibrillator;

Overwegende dat het daarom noodzakelijk is zeven automatische externe defibrillatoren (AED) in de sportzalen van de gemeentescholen te plaatsen, één in elke school die beschikt over een sportzaal;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat twee economische operatoren die in dit domein actief zijn, werden geraadpleegd, nl.:

- HALF BLUE bv, Z.1 Researchpark 40 te 1731 Zellik, tegen een gecontroleerd offertebedrag van 10.359,38 EUR incl. btw,
- EURODIST, rue Louis Braille 10 te 1402 Nivelles, tegen een gecontroleerd offertebedrag van 12.198,48 EUR incl. btw;

Overwegende dat het aangewezen is de offerte van de firma HALF BLUE te weerhouden die de beste voorwaarden voorstelt voor identieke producten en diensten;

Overwegende dat de kredieten voor de aankoop van dit soort materieel beschikbaar zijn op artikel 76410/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat het passend is om voor deze investeringsaankoop bij de Adeps subsidies aan te vragen ten belope van 75 % van het aankoopbedrag voor één AED per sportzaal;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- 7 automatische externe defibrillatoren aan te kopen bij de firma HALF BLUE BV, Z.1 Researchpark 40 te 1731 Zellik, voor een bedrag van 10.359,38 EUR incl. btw volgens haar prijsofferte van 26/01/2023, in toepassing van artikel 92 van de wet van 17/06/2016 en artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017;
- eeen bedrag van 11.000 EUR vast te leggen op artikel 76410/744-98/3335

van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2023;

- om actief subsidies van Adeps te bekomen;
- deze uitgaven te dekken door een afname van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

Emploi - Tewerkstelling

24.04.2023/A/0036 **Projet inter-maisons de l'emploi 2023 : Printemps de l'Emploi 2023 - Convention avec Actiris - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le dossier d'introduction du projet inter-maisons de l'emploi relatif au Printemps de l'Emploi ;

Considérant que ce projet concerne 4 communes (Auderghem, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre) et est porté, pour l'édition 2023, par Woluwe-Saint-Lambert ;

Vu la convention de partenariat proposée par Actiris ;

Considérant que cette convention accorde un subside de 46.000 EUR en vue de :

- proposer aux chercheurs d'emploi un programme commun d'activités innovantes et participatives destinées à favoriser leur remise à l'emploi ;
- mettre l'accent sur la remobilisation des chercheurs d'emploi de longue durée et éloignés du marché de l'emploi et la fracture numérique, qui touche également les chercheurs d'emploi ;
- renforcer les dynamiques partenariales dans les Maisons de l'Emploi (MdE), entre les MdE et avec le réseau des acteurs liés à l'emploi et améliorer leur visibilité ;

Considérant que ce subside est à répartir entre les 4 communes précitées et que Woluwe Saint-Lambert remboursera les frais transmis par les partenaires, après acceptation des pièces justificatives par Actiris ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

DECIDE d'approuver la signature de la convention de partenariat relative au projet inter-maisons de l'emploi « Printemps de l'Emploi 2023 » :

CONVENTION DE PARTENARIAT

PROJET INTER MAISONS DE L'EMPLOI
« Printemps de l'Emploi 2023 »
du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Entre:
Actiris, organisme d'intérêt public de catégorie B, dont le siège social est situé Avenue de l'Astronomie 14 à 1210 Bruxelles, représenté par Madame Cristina Amboldi, Directrice générale et Madame Caroline Mancel, Directrice générale adjointe ;
ci-après dénommé « Actiris » ;

et:
l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert, reprise sous le numéro d'entreprise 0207.389.859, située Avenue Paul Hymans, 2 a 1200 Bruxelles, représentée par Monsieur Eric Bott, Echevin et Monsieur Patrick Lambert, Secrétaire communal ;
ci-après dénommé « partenaire » ;

Conformément à l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement d'Actiris;

Conformément à l'arrête du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 portant exécution de l'article 7 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement d'Actiris, en particulier l'article 9, § 2 ;

Conformément à l'ordonnance du 14 juillet 2011 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2012 portant exécution de l'ordonnance du 14 juillet 2011 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Conformément au cahier des charges établi sur base de la « Note sur les Maison de l'Emploi » approuvée par le Comite de gestion le 5 juillet 2011, dénommé ci-après « le cahier des charges » ;

Conformément a la décision des Comité de pilotage des Maisons de l'Emploi de Woluwe-Saint-Lambert du 27/10/2022, Woluwe-Saint-Pierre du 20/09/2022, Watermael-Boitsfort du 27/09/2022 et Auderghem (décision par mail la semaine du 17/10/2022 et actée lors du CP du 18/11/2022) ;

Conformément à la décision du Comite de validation des projets locaux du 16/11/2022 ainsi qu'à la Note de synthèse des décisions transmise à la Direction générale ;

II est convenu ce qui suit :

Table de matières

Article 1 : Objet
Article 2 : Durée
§1. Durée
§2. Rupture anticipée
§3. Prolongation exceptionnelle
Article 3 : Objectif
Article 4: Définition du public cible
Article 5 : Description de l'action
§1. Description de l'action
§2. Intervention de tiers dans la réalisation des actions
§3. Gratuité
§4. Locaux et moyens matériels
§5. Moyens humains
Article 6: Méthodologie
Article 7 : Promotion de l'action
Article 8: Comité de pilotage
Article 9 : Accès aux dossiers numériques et insertion des actions
Article 10: Echange de documents et d'informations
§1. Mon Actiris Partenaires
§2. Utilisation des e-mails
Article 11 : Subvention
§1. Montant maximal de la subvention
§2. Montant effectif de la subvention
§3. Versement de la subvention
Article 12 : Remboursement de la subvention
Article 13 : Rapport final
Article 14: Contrôle des réalisations et des résultats
§1. Contrôle des réalisations
§2. Contrôle des résultats
§3. Contrôle des performances
Article 15 : Litiges

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions particulières de mise en œuvre du Projet Inter Maisons de l'emploi « Printemps de l'emploi 2023 » tel que défini dans le cahier des charges des projets locaux ainsi que dans le Dossier d'introduction.

Outre les dispositions du cahier des charges, les parties sont tenues de respecter :

- les propositions introduites dans le dossier d'introduction telles qu'approuvées par Actiris ;
- les conditions prévues par la présente convention ;
- le guide financier.

Article 2 : Durée

§1. Durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée qui court du

01/01/2023 pour terminer de plein droit le 31/12/2023.

§2. Rupture anticipée

Les parties peuvent rompre la convention de partenariat moyennant un préavis de trois mois communiqué par courrier recommandé.
Par ailleurs, Actiris se réserve le droit de rompre, sans préavis, la convention de partenariat, en cas de manquement grave du partenaire à ses obligations.
La décision de rompre la convention sera communiquée par courrier recommandé au partenaire.
Dans tous les cas, la rupture de la convention entraîne le remboursement de tout ou partie de la subvention annuelle déjà perçue.

§3. Prolongation exceptionnelle

Si le partenaire se voit dans l'impossibilité de finaliser le projet dans la durée prévue dans §1 ou s'il doit le postposer, il peut, le cas échéant, introduire une demande de prolongation exceptionnelle ou de report par l'envoi d'un courrier motivé et justifié à Actiris / Département Partenariats / Service Support Partenariats / Avenue de l'Astronomie 14 à 1210 Bruxelles, par envoi recommandé, au plus tard un mois avant la fin du projet.

Actiris analysera les motifs et raisons impérieuses reprises dans la demande de prolongation ou de report et communiquera sa décision par courrier au partenaire.

Article 3 : Objectif

Le présent projet consiste à organiser une nouvelle édition du « Printemps de l'Emploi » en 2023 afin de proposer aux chercheurs d'emploi un large programme d'activités innovantes et participatives (ateliers, conférences, séances d'information…) dans le but de favoriser leur remise à l'emploi.

Article 4 : Définition du public cible

Le public visé par la présente convention connaît les caractéristiques suivantes :

- chercheurs d'emploi (principalement des 4 communes impliquées)
- employeurs
- partenaires

Les chercheurs d'emploi doivent par ailleurs répondre aux conditions suivantes :

- être valablement inscrit auprès d'Actiris ;
- être domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale.

Article 5 : Description de l'action

§1. Description de l'action

Les Maisons de l'Emploi d'Auderghem, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre se mobilisent pour proposer aux chercheurs d'emploi un programme commun de plus de 25 activités innovantes et participatives destinées à favoriser leur remise à l'emploi.

Le focus de cette nouvelle édition portera sur 2 besoins constatés dans la zone couverte par ces 4 Communes, à savoir :

- La remobilisation des chercheurs d'emploi de longue durée et éloignés du marché de l'emploi ;
- La fracture numérique, qui touche également les chercheurs d'emploi.

§2. Intervention de tiers dans la réalisation des actions

Le partenaire est autorisé à sous-traiter tout ou partie de l'exécution des actions financées par Actiris.

§3. Gratuité

Les actions réalisées dans le cadre de la présente convention sont totalement gratuites pour le chercheur d'emploi, qui ne pourra avoir à sa charge une quelconque contribution financière directe ou indirecte.

§4. Locaux et moyens matériels

L'action est organisée dans les locaux déterminés dans le dossier d'introduction du projet. En cas de modification, l'opérateur est tenu d'en informer préalablement Actiris qui se réserve le droit d'apprécier si les nouveaux locaux répondent aux conditions du cahier des charges. A défaut, le partenaire et tenu d'apporter les améliorations nécessaires sous peine d'une rupture éventuelle de la convention.

§5. Moyens humains

Les personnes (H/F) affectées à la réalisation des actions visées par la présente convention disposent des compétences nécessaires et suffisantes pour accompagner le public cible selon la méthodologie proposée.

Article 6 : Méthodologie

Le partenaire s'engage à respecter pendant toute la durée de la convention la mise en œuvre de l'action conformément aux dispositions du dossier d'introduction telles qu'approuvées par Actiris.

Le contenu du projet approuvé ne peut être modifié pendant la durée de la convention de partenariat. Cependant, le partenaire peut introduire une demande expresse et motivée de modification de l'action à Actiris qui vérifie si ce changement est conforme aux dispositions du cahier des charges.

Article 7 : Promotion de l'action

La promotion des actions est menée conformément au dossier d'introduction du projet.
Le partenaire mentionne le soutien de la Maison de l'emploi en apposant le logo sur les supports utilisés dans le cadre de l'action subventionnée comme (liste non exhaustive) :

- le matériel d'information et de communication (affiches, dépliants, lettres, site web,..)

- les feuilles de présence, certificats, documents,…

De son côté, Actiris s'engage à soutenir la diffusion d'informations relatives aux actions visées par la présente convention. Les modalités de ce soutien sont précisées dans le VademeCOM en annexe.

Article 8 : Comité de pilotage

Le Comité de pilotage conjoint :

La gouvernance du projet sera assurée par une « coupole » composée de représentants des 4 Comités de pilotage et des coordinateurs des Maisons de l'emploi d'Auderghem, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre.

Article 9 : Accès aux dossiers numériques et insertion des actions

Le partenaire adhère aux plateformes informatisées d'échanges d'informations dont Actiris assure la gestion et l'organisation en tant que responsable de traitement. Cette adhésion permet l'accès des collaborateurs du partenaire. Le partenaire adhère aux plateformes informatisées d'échanges d'informations dont Actiris assure la gestion et l'organisation en tant que responsable de traitement.
Cette adhésion permet l'accès des collaborateurs du partenaire aux outils informatiques créés pour le suivi de leurs actions.

Il respecte strictement les procédures et les règles déontologiques, notamment en termes de sécurité et d'encodage des actions, telles que définies dans le Règlement d'accès aux dossiers numériques et d'insertion des actions, en annexe de cette convention.

Pour ce faire, il veille à ce que les membres de son personnel concernés participent aux formations et aux suivis organisés à cette fin. Il prévoit une adresse e-mail professionnelle et nominative pour chaque collaborateur ayant besoin d'un accès. Seules peuvent recevoir un accès sécurisé aux applications d'Actiris, les personnes liées au partenaire par un contrat de travail d'une durée minimale de 6 mois ou les agents statutaires.

Articles 10 : Echange de documents et d'informations

Le partenaire reconnait que les communications par voie électronique produisent les mêmes effets de droit que ceux prévus pour les communications sur support papier conformément à l'Ordonnance du 13 février 2014 relative à la communication par voie électronique dans le cadre des relations avec les autorités publiques de la Région de Bruxelles-Capitale.

§1. Mon Actiris Partenaires

Les documents et informations en lien avec l'action sont échangés principalement via la plateforme Mon Actiris Partenaires (MAP).

A cet effet, le partenaire s'engage à communiquer les coordonnées des personnes qui auront accès à la plateforme via le formulaire adéquat remis par Actiris.

Les documents signés sont également transmis par voie postale.

Le partenaire peut uniquement modifier dans la plateforme MAP l'adresse e-mail et les numéros de téléphone des personnes de contact, il notifie les changements par mail ou par courrier ordinaire.

Le ou les modes d'envoi de chaque document requis (à l'occasion de la remise du rapport annuel) sont précisés dans le guide financier (en annexe).

§2. Utilisation des e-mails

La transmission de documents ou d'information par courrier électronique par le partenaire se fera à partir de l'adresse e-mail suivante :

Email : o.smal@woluwe1200.be Tél : 02 761 28 52
Nom : Olivier Smal Fonction : Responsable Emploi et Sélection

Le partenaire certifie que les documents et les informations seront transmis à partir de l'adresse mentionnée ci-dessus sont corrects.

Cette adresse e-mail sera utilisée par Actiris pour la communication de documents ou d'informations au partenaire. Le partenaire s'engage à mettre en copie le coordinateur de la maison de l'emploi pour l'ensemble des courriers et courriers électroniques adressés à Actiris.

Si le partenaire souhaite modifier l'adresse e-mail reprise ci-dessus, il le signale par courrier ordinaire ou par e-mail.

Pour toute question liée à la présente convention, ou paiement des tranches et/ou à la justification des dépenses, le partenaire peut s'adresser au Service Support Partenariat : supportpartenariat@actiris.be .

Article 11 : Subvention

La subvention d'Actiris dans le cadre de la présente convention est octroyée sous forme de compensation de service public, conformément au Contrat de gestion 2017-2022 et à la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, §2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

§1. Montant maximal de la subvention

Sur base du budget introduit par le partenaire dans son dossier de candidature, approuvé par Actiris, et dans les limites des crédits disponibles inscrits à cet effet à son budget, Actiris octroie au partenaire un montant de **46.000,00 EUR** alloué pour la réalisation des actions visées à l'article 4.

Le montant sera versé au partenaire si les indicateurs de réalisations sont atteints et les dépenses justifiées. Si les indicateurs de réalisation ne sont pas atteints, Actiris se réserve le droit de calculer le montant effectif au prorata des actions effectuées.

§2. Montant effectif de la subvention

Le montant effectif de la subvention de l'année de référence (année n) est calculé sur base :

- des indicateurs de réalisation à atteindre
- des conclusions du contrôle
- des pièces justificatives
- de tout élément de contexte dûment motivé

§3. Versement de la subvention

La subvention est versée en tranches

- 80% du montant maximal de la subvention annuelle est versé, sous forme d'avances, à la signature de la convention
- Le solde est calculé sur base du montant de la subvention et de l'avance versée. Il est liquidé après réception et contrôle par Actiris du rapport final d'activités introduit par le partenaire en ce compris les dépenses réellement effectuées pour la réalisation du projet.

- sur le compte n° : BE18 0910 1654 2165
- au nom de : Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert

Article 12 : Remboursement de la subvention

Sauf en cas de force majeure, tout manquement ou inexécution quelconque de l'opérateur aux obligations de la convention de partenariat et de ses annexes entraînera le remboursement par celui-ci de tout ou partie des montants indûment perçus.

Ce remboursement s'effectuera à la suite de l'envoi par Actiris d'un courrier recommandé expliquant les modalités de remboursement.

Article 13 : Rapport final

Au plus tard le 29/02/2024 le partenaire introduit auprès d'Actiris un rapport final.

Ces délais sont fixés sous peine de forclusion. Actiris se réserve le droit de ne pas prendre en considération les pièces introduites après cette date limite pour la liquidation de la subvention.

Actiris fournit les canevas du rapport d'activité et du rapport financier via la plateforme MAP, entre autres pour calculer le montant effectif de la subvention et le solde restant dû.

- Une déclaration de créance et ou de dettes pour la période de référence : celle-ci reprendra le solde à payer ou à rembourser ;
- Un rapport d'activités ;
- Un rapport financier ;

Actiris ou toute instance de contrôle ou d'évaluation habilitée à accès en tout temps, à sa demande, aux documents et à la comptabilité du partenaire, et ce, afin de pouvoir vérifier l'affectation des subventions versées.

Article 14 : Contrôle des réalisations et des résultats

§1. Contrôle des réalisations

Le contrôle des réalisations permet de vérifier la réalité quantitative des actions par rapport aux dispositions de la convention de partenariat et porte sur :

Actions	**Données d'évaluation**
Construction et organisation d'un programme coordonné d'activités	Plus de 25 activités sont effectivement organisées
Programmation spécifique relative aux focus 2023 (remobilisation des chercheurs d'emploi de longue durée et éloignés du marché de l'emploi et fracture numérique)	Les activités spécifiques représentent au minimum 20% de l'ensemble des activités programmées
Evaluation	Le rapport d'évaluation contiendra : • Nombre effectif de chercheurs d'emploi ayant participé à leurs profils • Questionnaire d'évaluation à l'issue de chaque activité • Mailing invitant les chercheurs d'emploi à évaluer globalement le projet (j+3 mois) • Enquête de satisfaction auprès des employeurs contactés • Evaluation finale avec les partenaires des 4 Maisons de l'Emploi organisatrices

§2. Contrôle des résultats

Le contrôle des résultats porte sur les indicateurs de résultat suivants :

Actions	**Résultats attendus**
Participation des chercheurs d'emploi	Au moins 250 chercheurs d'emploi distincts participent à au moins une activité

§3. Contrôle des performances

Le contrôle des performances porte sur l'atteinte de l'ensemble des indicateurs de réalisation.

Les conclusions du contrôle des réalisations, des résultats et des performances peuvent, le cas échéant, prendre en compte tout élément de contexte dûment motivé, contenu notamment :

- dans le rapport d'activités ;
- dans les comptes rendus du Comité de pilotage ;
- dans une demande écrite du partenaire dûment motivée et sous réserve d'approbation par Actiris.

Article 15 : Litiges

Tout litige concernant l'interprétation de la présente convention devra être réglé à l'amiable par les parties.

A défaut d'accord amiable, le litige sera de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires le….., chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour Actiris,	**Pour le partenaire,**
La Direction générale, p.p.	
Fatine Daoudi Directrice Partenariats européens, locaux et innovation	Eric Bott Echevin
	Patrick Lambert Secrétaire communal

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Interjobhuisproject 2023 : Joblente 2023 - Overeenkomst met Actiris - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het indieningsdossier van het interjobhuisproject betreffende de Joblente;

Overwegende dat dit project 4 gemeentes betreft (Oudergem, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe) en voor de editie van 2023

gedragen wordt door Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst voorgesteld door Actiris;

Overwegende dat deze overeenkomst een subsidie toekent van 46.000 EUR met het oog op:

- het aanbieden van een gezamenlijk programma van innovatieve en doe-activiteiten voor werkzoekenden met als doel hun hertewerkstelling te bevorderen;
- het leggen van de focus op de hermobilisering van langdurig werkzoekenden met een grote afstand tot werk en op de digitale kwetsbaarheid, die ook bij de werkzoekenden bestaat;
- het versterken van de partnerschapsdynamiek in de Jobhuizen, tussen de Jobhuizen onderling en met het netwerk van werkgelegenheidsactoren en het verbeteren van hun zichtbaarheid;

Overwegende dat deze subsidie verdeeld moet worden over de 4 voormelde gemeenten en dat Sint-Lambrechts-Woluwe de kosten overgemaakt door de partners zal terugbetalen, na goedkeuring van de bewijsstukken door Actiris;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

BESLIST de ondertekening goed te keuren van de partnerschapsovereenkomst betreffende het interjobhuisproject “Joblente 2023”:

PARTNERSHIPOVEREENKOMST

INTERJOBHUISPROJECT
Joblente 2023
van 01/01/2023 tot 31/12/2023

Tussen:
Actiris, met ondernemingsnummer 0239.843.188, gevestigd op de Sterrenkundelaan 14 te 1210 Brussel, vertegenwoordigd door mevrouw Cristina Amboldi, directrice-generaal, en mevrouw Caroline Mancel, adjunct-directrice-generaal,
Hierna "Actiris" genoemd;

en:
Gemeentebestuur Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Brussel, met ondernemingsnummer 0207.389.859, vertegenwoordigd door de heer Eric Bott, schepen van Werk, en de heer Patrick Lambert, gemeentesecretaris;
hierna "de partner" genoemd;

Overeenkomstig de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van Actiris;

Overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 tot uitvoering van artikel 7 van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van Actiris, inzonderheid artikel 9, § 2;

Overeenkomstig de ordonnantie van 14 juli 2011 betreffende het gemengd beheer van

de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2012 houdende de uitvoering van de ordonnantie van 14 juli 2011 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overeenkomstig het lastenboek opgesteld op basis van de nota inzake de Jobhuizen, op 5 juli 2011 goedgekeurd door het beheerscomité, hierna "het lastenboek" genoemd;

Overeenkomstig de beslissing van de stuurcomités van de Jobhuizen van Sint-Pieter-Woluwe van 20/09/2022, van Watermaal-Bosvoorde van 27/09/2022 en van Oudergem (beslissing per e-mail in de week van 17/10/2022, en akte van de beslissing in het stuurcomité van 18/11/2022);

Overeenkomstig de beslissing van het comité voor de validering van de lokale projecten van 16/11/2022, en overeenkomstig de aan de algemene directie bezorgde samenvattende nota over de beslissingen;

Wordt overeengekomen wat volgt:

Inhoudsopgave

Artikel 1: Voorwerp
Artikel 2: Duur
- §1. Duur
- §2. Vroegtijdige verbreking
- §3. Uitzonderlijke verlenging

Artikel 3: Doel
Artikel 4: Bepaling van de doelgroep
Artikel 5: Beschrijving van de actie
- §1. Beschrijving van de actie
- §2. Tussenkomst van derden in de verwezenlijking van de acties
- §3. Kosteloosheid
- §4. Lokalen en materiele middelen
- §5. Personeel

Artikel 6: Methodologie
Artikel 7: Promotie van de actie
Artikel 8: Stuurcomité
Artikel 9: Toegang tot de digitale dossiers en invoer van de acties
Artikel 10: Uitwisseling van documenten en informatie
- §1. My Actiris Partners
- §2. Gebruik van e-mails

Artikel 11: Subsidie
- §1. Maximumbedrag van de subsidie
- §2. Effectief bedrag van de subsidie
- §3. Uitbetaling van de subsidie

Artikel 12: Terugbetaling van de subsidie
Artikel 13: Eindverslag
Artikel 14: Controle van de verwezenlijkingen en de resultaten
- §1. Controle van de verwezenlijkingen
- §2. Controle van de resultaten
- §3. Controle van de prestaties

Artikel 15: Geschillen

Artikel 1: Voorwerp

Deze overeenkomst heeft tot doel de bijzondere voorwaarden te bepalen voor de uitvoering van het lokaal project "Joblente 2023" zoals in het lastenboek van de lokale projecten en het kandidaatsdossier omschreven.

Naast de bepalingen van het lastenboek zijn de partijen ertoe gehouden:

- de voorstellen vermeld in het indieningsdossier en goedgekeurd door Actiris te respecteren;
- de voorwaarden vastgesteld in de huidige overeenkomst te respecteren;
- de financiële gids te respecteren.

Artikel 2: Duur

§1. Duur

Deze overeenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur die op 01/01/2023 van start gaat en van rechtswege op 31/12/2023 een einde neemt.

§2. Vroegtijdige verbreking

De partnershipovereenkomst kan door een van de partijen per aangetekende brief warden verbroken, mits inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

Anderzijds behoudt Actiris zich het recht voor de partnershipovereenkomst zonder opzeggingstermijn te verbreken in geval van ernstige tekortkomingen van de partner aan zijn verplichtingen.

De beslissing om de overeenkomst te verbreken, wordt per aangetekend schrijven aan de partner meegedeeld.

In ieder geval leidt de verbreking van de overeenkomst tot de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de reeds ontvangen jaarsubsidie.

§3. Uitzonderlijke verlenging

lndien de partner het project niet binnen de termijn voorzien in § 1 kan beëindigen of het project meet uitstellen, kan hij, indien nodig, een aanvraag voor een uitzonderlijke verlenging of een aanvraag tot uitstel indienen door een met redenen omklede brief aangetekend naar Actiris / departement Partnerships/ dienst Ondersteuning Partnerships/ Sterrenkundelaan 14 te 1210 Brussel te versturen en dit ten laatste een maand v66r het einde van het project.

Actiris zal de argumenten en de dwingende redenen die de partner in zijn aanvraag voor verlenging of tot uitstel vermeldt, bestuderen en zijn beslissing per brief aan de partner meedelen.

Artikel 3: Doel

Dit project betreft de organisatie van een nieuwe editie van de "Joblente" in 2023, met een uitgebreid programma van innovatieve en doe-activiteiten voor werkzoekenden (workshops, lezingen, infosessies enz.) met als doel hun hertewerkstelling te

bevorderen.

Artikel 4: Bepaling van de doelgroep

De doelgroep van deze overeenkomst bestaat uit:

- werkzoekenden (voornamelijk uit de 4 betrokken gemeenten)
- werkgevers
- partners

De werkzoekenden moeten bovendien aan de volgende criteria beantwoorden:

- geldig bij Actiris ingeschreven zijn;
- in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedomicilieerd zijn.

Artikel 5: Beschrijving van de actie

§1. Beschrijving van de actie

De jobhuizen van Oudergem, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe werken samen een programma uit met meer dan 25 innovatieve en doe-activiteiten die erop gericht zijn de hertewerkstelling van de werkzoekenden te bevorderen.
Voor deze nieuwe editie ligt de focus op 2 belangrijke noden in de regio van deze 4 gemeenten, namelijk:

- de hermobilisering van langdurig werkzoekenden met een grote afstand tot werk;
- de digitale kwetsbaarheid, die ook bij de werkzoekenden bestaat.

§2. Tussenkomst van derden in de verwezenlijking van de acties

De partner mag de uitvoering van de door Actiris gefinancierde acties volledig of gedeeltelijk uitbesteden.

§3. Kosteloosheid

De acties die in het kader van deze overeenkomst worden uitgevoerd, zijn volledig gratis voor de werkzoekende: er mag hem geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse bijdrage worden gevraagd.

§4. Lokalen en materiele middelen

De actie wordt georganiseerd in de lokalen die in het indieningsdossier worden vermeld. In geval van wijzigingen dient de operator Actiris hierover van tevoren in te lichten. Actiris behoudt zich het recht voor om te beoordelen of de nieuwe lokalen aan de voorwaarden van het lastenboek beantwoorden. Zo niet, moet de partner de nodige verbeteringen aanbrengen op straffe van een eventuele verbreking van de overeenkomst.

§5. Personeel

Alle personen (m/v) die voor de uitvoering van de acties bedoeld in deze overeenkomst zijn aangesteld, moeten over de nodige en voldoende vaardigheden beschikken om de doelgroep volgens de voorgestelde methodologie te begeleiden.

Artikel 6: Methodologie

De partner verbindt zich ertoe om gedurende de volledige duur van de overeenkomst de uitvoering van de actie overeenkomstig de door Actiris goedgekeurde bepalingen in het indieningsdossier te respecteren.

De inhoud van het goedgekeurde project mag tijdens de duur van de partnershipovereenkomst niet warden gewijzigd. Niettegenstaande kan de partner een uitdrukkelijk en met redenen omkleed verzoek tot wijziging van de acties bij Actiris indienen. Actiris controleert of deze wijziging conform de bepalingen van het lastenboek is.

Artikel 7: Promotie van de actie

De promotie van de acties gebeurt conform de bepalingen van het indieningsdossier.
De partner vermeldt de ondersteuning van het Jobhuis door het logo aan te brengen op het materiaal dat in het kader van de gesubsidieerde actie wordt aangewend. Het gaat onder meer om (deze lijst is niet uitputtend):

- het informatie- en communicatiemateriaal (affiches, folders, brieven, website enz.);
- aanwezigheidsbladen, attesten, documenten enz.

Actiris verbindt er zich van zijn kant toe de verspreiding van de informatie over de in deze overeenkomst bedoelde acties te ondersteunen. De modaliteiten van deze ondersteuning worden in het VademeCOM in de bijlage verduidelijkt.

Artikel 8: Stuurcomité

<u>Het gezamenlijk stuurcomité</u>

Het beheer van het project zal warden verzekerd door een "koepel" bestaande uit vertegenwoordigers van de 4 stuurcomités en de coördinatoren van de jobhuizen van Oudergem, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe.

Artikel 9: Toegang tot de digitale dossiers en invoer van de acties

De partner treedt toe tot de digitale platformen die gebruikt warden voor de uitwisseling van informatie die Actiris als verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens beheert en organiseert. Via deze toetreding krijgen de medewerkers van de partners toegang tot de informaticatools die gecreëerd werden voor de opvolging van hun acties.

Hij leeft de procedures en deontologische regels strikt na, onder meer wat betreft veiligheid en invoer van de acties, zoals bepaald in het reglement voor toegang tot de digitale dossiers en invoer van acties (cf. bijlage bij deze overeenkomst).

Hiervoor zorgt de partner dat de betrokken personeelsleden deelnemen aan de opleidingen en opvolgingsopleidingen die in dit kader worden georganiseerd. Hij voorziet een professioneel e-mailadres op naam van elke medewerker voor wie een toegang vereist is.

Enkel personen die via een arbeidsovereenkomst van minstens zes maanden aan de partner zijn verbonden of statutaire medewerkers kunnen een beveiligde toegang krijgen tot de applicaties van Actiris.

Artikel 10: Uitwisseling van documenten en informatie

De partner erkent dat de communicatie via elektronische weg dezelfde rechtsgevolgen tot stand brengt als deze voorzien voor de communicatie op papieren drager, overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2014 betreffende communicatie via elektronische weg in het kader van de betrekkingen met de overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§1. My Actiris Partners

De documenten en informatie in verband met de actie warden hoofdzakelijk via het platform My Actiris Partners (MAP) uitgewisseld.

Om die reden verbindt de partner zich ertoe via het daartoe bestemde, door Actiris verstrekte formulier de gegevens mee te delen van de personen die toegang zullen hebben tot het platform.

De ondertekende documenten worden eveneens via de post bezorgd.

De partner mag in het MAP-platform enkel het e-mailadres en de telefoonnummers van de contactpersonen wijzigen en deelt deze wijzigingen via e-mail of gewone post mee.

De verzendingswijze(n) van elk vereist document (voor de overhandiging van het jaarrapport) word(t)(en} in de financiële gids vermeld (zie bijlage).

§2. Gebruik van e-mails

De partner gebruikt onderstaand e-mailadres om documenten of informatie per e-mail door te geven:

E-mail: o.smal@woluwe1200.be Tel.: 02 761 28 52
Naam: Olivier Smal Functie: verantwoordelijke Tewerkstelling en Selectie

De partner garandeert dat de documenten en informatie die via dit e-mailadres worden verstuurd, correct zijn.

In dit kader verbindt de partner zich ertoe de coördinator van het Jobhuis een kopie te bezorgen van alle brieven en e-mails die naar Actiris worden gestuurd.

Actiris zal dit e-mailadres gebruiken om documenten of informatie aan de partner mee te delen. lndien de partner het hierboven vermelde e-mailadres wil wijzigen, meldt hij dit per gewone brief of per e-mail.

Voor alle vragen omtrent deze overeenkomst, de betaling van de schijven en/of de

verantwoording van de uitgaven kan de partner zich tot de dienst Ondersteuning Partnerships wenden: supportpartenariat@actiris.be.

Artikel 11: Subsidie

De subsidie van Actiris uit hoofde van deze overeenkomst wordt verleend in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, overeenkomstig het beheerscontract 2017-2022 en het besluit van de Europese Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, toegekend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen.

§1. Maximumbedrag van de subsidie

Op basis van de begroting in het door Actiris goedgekeurde indieningsdossier van de partner en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die voor dit doel in de begroting zijn opgenomen, kent Actiris de partner een bedrag van **46.000,00 euro** toe voor de uitvoering van de acties beschreven in artikel 4.

Het bedrag zal aan de partner warden gestort indien de verwezenlijkingsindicatoren warden behaald en de uitgaven warden gerechtvaardigd. lndien de verwezenlijkingsindicatoren niet worden behaald, behoudt Actiris zich het recht voor om het werkelijke bedrage pro rata de verwezenlijkte acties te berekenen.

§2. Effectief bedrag van de subsidie

Het effectieve bedrag van de subsidie van het referentiejaar (jaar n) wordt berekend op basis van:

- de te behalen verwezenlijkingsindicatoren;
- de bevindingen van de controle;
- de bewijsstukken;
- elk naar behoren gemotiveerd contextueel element.

§3. Uitbetaling van de subsidie

De subsidie wordt in schijven uitbetaald:

- 80% van het maximumbedrag van de jaarsubsidie wordt uitbetaald in de vorm van voorschotten bij de ondertekening van de overeenkomst.
- Het saldo wordt berekend op basis van het forfaitaire bedrag van de subsidie en het gestorte voorschot. Het wordt vereffend nadat Actiris het door de partner ingediende eindverslag van de activiteiten heeft ontvangen en gecontroleerd.

- Op rekeningnummer: BE18 0910 1654 2165
- Op naam van: Gemeentebestuur Sint-Lambrechts-Woluwe

Artikel 12: Terugbetaling van de subsidie

Behalve in geval van overmacht, zal elke tekortkoming of elke niet-nakoming van de

verplichtingen van de partnershipovereenkomst en haar bijlagen door de operator leiden tot de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de door de operator onrechtmatig ontvangen bedragen.

Deze terugbetaling gebeurt naar aanleiding van een door Actiris verstuurde aangetekende brief waarin de terugbetalingsmodaliteiten warden toegelicht.

Artikel 13: Eindverslag

Uiterlijk op 29/02/2024, dient de partner bij Actiris een eindverslag in.

Deze termijn is vastgelegd op straffe van niet-ontvankelijkheid. Actiris behoudt zich het recht voor om de stukken die na deze uiterste datum worden ingediend, niet voor de vereffening van de subsidie in aanmerking te nemen.

Het eindverslag wordt opgesteld overeenkomstig de financiële gids en omvat minstens:

- een verklaring van schuldvordering voor de referentieperiode: hierin staat het door Actiris te betalen saldo vermeld;
- een activiteitenverslag, opgesteld op basis van het door Actiris bezorgde model;
- een financieel verslag met hierin een vergelijking tussen het voorziene en het reële budget.

ledere bevoegde controle- of evaluatie-instantie moet te allen tijde en op haar verzoek, toegang krijgen tot de documenten en de boekhouding van de partner om de besteding van de uitbetaalde subsidies te kunnen controleren.

Artikel 14: Controle van de verwezenlijkingen en de resultaten

§1. Controle van de verwezenlijkingen

De controle van de verwezenlijkingen maakt het mogelijk de kwantitatieve werkelijkheid van de acties ten opzichte van de bepalingen uit de partnerovereenkomst na te gaan. De controle heeft betrekking op:

Acties	**Evaluatiegegevens**
Samenstelling en organisatie van een gecoördineerd activiteitenprogramma	Meer dan 25 effectief georganiseerde activiteiten
Specifieke activiteiten rond de aandachtspunten voor 2023 (hermobilisering van langdurig werkzoekenden met een grote afstand tot werk en digitale kwetsbaarheid)	De specifieke activiteiten vertegenwoordigen minstens 20% van alle geplande activiteiten

Evaluatie	Het evaluatieverslag moet het volgende vermelden: • Aantal werkzoekenden die effectief hebben deelgenomen en hun profiel • Vragenlijst voor evaluatie na elke activiteit • Mailing (na 3 maanden) naar de werkzoekenden met de vraag om het totale project te evalueren • Tevredenheidsenquête bij de gecontacteerde werkgevers • Eindevaluatie met de partners van de 4 organiserende iobhuizen

§2. Controle van de resultaten

De controle van de resultaten heeft betrekking op de volgende resultaatindicatoren:

Acties	**Verwachte resultaten**
Deelname van de werkzoekenden	Minstens 250 verschillende werkzoekenden nemen deel aan minstens 1 activiteit

§3. Controle van de prestaties

De controle van de prestaties heeft betrekking op het behalen van alle indicatoren.
Bij de conclusies van de controle van de verwezenlijkingen, de resultaten en de prestaties kan in voorkomend geval rekening worden houden met ieder naar behoren gemotiveerd contextelement dat wordt vermeld in:

- het activiteitenverslag;
- de verslagen van het stuurcomité;
- een naar behoren gemotiveerde schriftelijke aanvraag van de partner, onder voorbehoud van goedkeuring door Actiris.

Artikel 15: Geschillen

Elk geschil betreffende de interpretatie van deze overeenkomst moet door de partijen onderling via een minnelijke schikking warden geregeld.

Bij gebrek aan een minnelijke schikking valt elk geschil onder de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt te Brussel in twee exemplaren, op ....., waarvan elke partij verklaart er een te hebben ontvangen.

Voor Actiris,
De algemene directie, bij volmacht

Voor de partner,

Fatine Daoudi

Directrice
Europese, Lokale en Innoverende Partnerships

Eric Bott
Schepen van werk

Patrick Lambert
Gemeentesecretaris

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

24.04.2023/A/0037 **Wolu-Facilities - Compte 2022 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 89, 111 et 118 à 135 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le compte de Wolu-Facilities, association régie par la loi du 08/07/1976, pour l'exercice 2022, arrêté par son Assemblée générale le 21/03/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/03/2023 ;

DECIDE d'approuver le compte de Wolu-Facilities, association régie par la loi du 08/07/1976, pour l'exercice 2022 qui se présente comme suit :

1. SERVICE D'EXPLOITATION

1.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets non-valeurs/irrécouvrables déduits	6.990.772,64 EUR
Dépenses engagées nettes	6.798.715,82 EUR
Résultat - Boni	192.056,83 EUR

1.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	5.464.695,73 EUR
Paiements effectués	5.970.145,92 EUR
Résultat - Solde négatif	505.450,19 EUR

2. SERVICE D'INVESTISSEMENTS

2.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets	110.762,85 EUR
Dépenses engagées nettes	137.365,86 EUR
Résultat - Solde négatif	26.603,01 EUR

2.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	40.340,45 EUR
Paiements effectués	99.498,83 EUR
Résultat - Solde négatif	59.158,38 EUR

L'intitulé de la présente décision sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Wolu-Facilities - Rekening 2022 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 89, 111 en 118 tot 135 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op de rekening van Wolu-Facilities, vereniging onderworpen aan de wet van 08/07/1976, voor het dienstjaar 2022 vastgesteld door de Algemene vergadering op

21/03/2023;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/03/2023;

BESLIST de rekening van Wolu-Facilities, vereniging onderworpen aan de wet van 08/07/1976, voor het dienstjaar 2022 goed te keuren, die de volgende resultaten weergeeft:

1. EXPLOITATIEDIENST

1.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten, met aftrek van kwade posten / oninbare	6.990.772,64 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	6.798.715,82 EUR
Resultaat - Overschot	192.056,83 EUR

1.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	5.464.695,73 EUR
Gedane uitgaven	5.970.145,92 EUR
Resultaat - Negatieve saldo	505.450,19 EUR

2. INVESTERINGSDIENST

2.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten	110.762,85 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	137.365,86 EUR
Resultaat - Negatieve saldo	26.603,01 EUR

2.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	40.340,45 EUR
Gedane uitgaven	99.498,83 EUR
Resultaat - Negatieve saldo	59.158,38 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Recette - Gemeentekas

24.04.2023/A/0038 **Caisse communale - Procès-verbal de vérification du 1er trimestre 2023 - Prise de connaissance.**

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 1er trimestre 2023 établi le 28/03/2023 par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 1er trimestre 2023.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentekas - Proces-verbaal van verificatie van het 1e trimester 2023 - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 1e trimester 2023 opgesteld op 28/03/2023 door de gemeenteontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 1e trimester 2023.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

24.04.2023/A/0039 **Maintenance et location des logiciels CIVADIS - Procédure négociée sans publication préalable - Fournisseur unique : CIVADIS - Dépense : 70.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance des applications CIVADIS ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance des applications CIVADIS ;

Considérant que le seul fournisseur qui peut donner du support sur les applications CIVADIS est le constructeur ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° d) -iii (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : protection de droits d'exclusivité) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'avère que, dans le cadre de ce marché par procédure négociée sans publication préalable avec un fournisseur unique, la société CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, est le seul opérateur possible ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 70.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense de 70.000 EUR TVAC à l'article 13900/123-13/-/120 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché par procédure négociée sans publication préalable avec le fournisseur unique, à savoir la société CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, pour l'exécution du marché relatif à la maintenance des applications CIVADIS, en application de l'article 42 de la loi du

17/06/2016, de l'article 90 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense de 70.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/123-13/3185 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Huur en onderhoud voor de programma's CIVADIS - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Unieke leverancier: CIVADIS - Uitgave: 70.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement néerlandophone - Nederlandstalig onderwijs

24.04.2023/A/0040 **« Prinses Paolaschool » - Affiliation au centre d'aide à l'apprentissage « VGC Kasterlinden » à partir de l'année scolaire 2023-2024 - Ratification.**

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Prinses Paolaschool - Aansluiting bij het leersteuncentrum VGC Kasterlinden vanaf het schooljaar 2023-2024 - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Overwegende dat het M-decreet op 01/09/2015 ingevoerd werd met als doel om voor meer inclusie te zorgen in het onderwijs;

Overwegende dat leerlingen met een beperking hierdoor niet meer verplicht waren om standaard aan te kloppen in het buitengewoon onderwijs;

Overwegende dat leerlingen, na overleg met het Centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB), ook terecht konden in een gewone school;

Overwegende dat de overheid vanaf 01/09/2017 een regeling voorzag voor de ondersteuning van leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften in het gewoon onderwijs via een "ondersteuningsnetwerk";

Overwegende dat de Prinses Paolaschool sinds 01/09/2017 aangesloten is bij het ondersteuningsnetwerk "Centrum";

Overwegende dat de overheid een nieuw model (het leersteunmodel) uitgewerkt heeft om leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften in het gewoon onderwijs te ondersteunen;

Overwegende dat het M-decreet voortaan vervangen wordt door het nieuwe decreet voor leersteun;

Overwegende dat leersteuncentra (LSC) opgericht worden om scholen en leerkrachten beter te kunnen ondersteunen en dat deze maatregelen ingevoerd worden vanaf het schooljaar 2023-2024;

Gelet op het decreet leersteun, goedgekeurd door de Vlaamse Regering op 10/03/2023, dat bepaalt dat een schoolbestuur moet aansluiten bij een leersteuncentrum (LSC) naar keuze, georganiseerd door een bestuur van het eigen of een ander onderwijsnet, om leersteun te kunnen ontvangen voor de leerlingen en leerkrachten van zijn scholen voor gewoon basisonderwijs;

Overwegende dat een dergelijk leersteuncentrum (LSC) leersteun biedt aan scholen voor gewoon basisonderwijs die leerlingen hebben met:

- een verslag gemeenschappelijk curriculum (GC),
- een verslag individueel aangepast curriculum (IAC);

Overwegende dat een dergelijk leersteuncentrum deel kan uitmaken van een school voor buitengewoon onderwijs of een zelfstandige instelling kan zijn;

Overwegende dat een specifiek leersteuncentrum type 4, 6 of 7 een leersteuncentrum is dat deel uitmaakt van een school voor buitengewoon onderwijs en dat alleen leersteun biedt voor leerlingen met een GC-verslag of een IAC-verslag in het gewoon basisonderwijs;

Overwegende dat de Vlaamse Regering met de representatieve verenigingen van inrichtende machten (waaronder OVSG) en het gemeenschapsonderwijs een protocol afgesloten heeft over waar de leersteuncentra mogen worden opgericht en door welke besturen;

Overwegende dat een schoolbestuur zijn keuze diende mee te delen aan het betrokken leersteuncentrum en aan AGODI (Agentschap voor Onderwijsdiensten) uiterlijk een maand na de publicatie van het protocol;

Overwegende dat mw. Lynn PESSENDORFFER, directrice van de Prinses Paolaschool, te kennen heeft gegeven dat zij wenst aan te sluiten bij het leersteuncentrum VGC Kasterlinden;

Gelet op de beslissing van het College van burgmeester en schepenen van 09/03/2023 waarbij toestemming verleend werd aan de Prinses Paolaschool om zich vanaf 01/09/2023 aan te sluiten bij het leersteuncentrum VGC Kasterlinden;

Overwegende dat deze beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023 moet bekrachtigd worden door de Gemeenteraad;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, zoals gewijzigd, inzonderheid artikelen 15 en 16;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, inzonderheid artikel 117;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

BEKRACHTIGT de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2023 om de Prinses Paolaschool vanaf 01/09/2023 te laten aansluiten bij het leersteuncentrum VGC Kasterlinden om voor de leerlingen en leerkrachten te voorzien in professionele leersteun.

Deze leersteun komt in de plaats van de ondersteuning door het huidige ondersteuningsnetwerk “Centrum” dat ophoudt te bestaan.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2023/A/0041 **Reprise de l'école « Klim op » par l’enseignement de la Communauté flamande - Modèle de protocole d'accord - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Overname Klim op school door het GO! onderwijs - Model van protocolakkoord - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de Klim op school van Sint-Lambrechts-Woluwe de enige Nederlandstalige gemeentelijke onderwijsinstelling is, in het Brussels Gewest, die buitengewoon lager onderwijs aanbiedt;

Overwegende dat slechts 5 % van de leerlingen dat schoolloopt in de Klim op school woonachtig is in Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat de Klim op school deel zou moeten uitmaken van een uitgebreider pedagogisch project waarbij er gericht inclusief onderwijs zou moeten aangeboden worden aan de leerlingen;

Overwegende dat een dergelijk project niet opgelegd kan worden aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe omdat zij het enige schoolbestuur is in het Brussels Gewest dat gemeentelijk Nederlandstalig buitengewoon lager onderwijs inricht en omdat er geen plaats is in de gebouwen om tot een uitbreiding over te gaan;

Overwegende dat een overname van de Klim op school, door een ander onderwijsnet, de school meer toekomstperspectieven zou bieden;

Overwegende dat er bij een overname van de Klim op school, door een ander onderwijsnet, plaats vrijgemaakt wordt op de site van het Heilige-Familieplein;

Overwegende dat hierdoor, op de vrijgekomen ruimte, de geplande nieuwbouw gerealiseerd zou kunnen worden waar de Nederlandstalige Prinses Paolaschool, de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord, de Nederlandstalige bibliotheek, enz. een onderkomen kunnen vinden;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, zoals gewijzigd, inzonderheid artikel 173bis, waaruit blijkt dat het gemeenschapsonderwijs GO! de meest voor de hand liggende partner is voor een overname;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 17/06/1997, zoals gewijzigd, betreffende de programmatie-, rationalisatie-en de behoudsnormen in het buitengewoon basisonderwijs;

Gelet op de verkennende gesprekken met het GO! onderwijs waarbij bepalingen werden opgenomen in een model van protocolakkoord;

Gelet op het overleg met het ABC op 18/04/2023;

Gelet op het overleg met het OCSG (onderhandelingscomité van de scholengemeenschap) op 18/04/2023;

Gelet op de toelichting van het overnamedossier aan de schoolraad op 18/04/2023;

Overwegende dat een overheveling van een school naar een ander schoolbestuur ten aanzien van AGODI (Agentschap voor Onderwijsdiensten) steeds uitwerking heeft op 01/09;

Overwegende dat er in de periode tussen de ondertekening van de definitieve overeenkomst en de effectieve overnamedatum nog overleg zal plaatsvinden tussen het GO! onderwijs, het schoolbestuur en de directrice van de Klim op school om de overheveling effectief uit te voeren;

Gelet op de nieuwe gemeentewet,

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/04/2023;

BESLIST:

het bijgevoegde model van protocolakkoord tot overname, met ingang van 01/09/2023, van de gemeentelijke school voor buitengewoon basisonderwijs Klim op van Sint-Lambrechts-Woluwe door het GO! onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Développement durable et environnement - Duurzame ontwikkeling en leefmilieu

24.04.2023/A/0042 **ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE) - Comptes, bilan et rapports d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 2.565 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 2.565 EUR a été prévu au budget 2023, à l'article 10400/332-02, en faveur de l'ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE) ;

Considérant qu'il s'indique, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour l'exercice 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 23/03/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE), rue J.B. Mosselmans 44 à 1140 Evere ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 2.565 EUR, inscrit à l'article 10400/332-02/2824 du budget ordinaire 2023, à l'ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

Vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB) - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 2.565 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2023, onder artikel 10400/332-02, een subsidie ten belope van 2.565 EUR voorzien is ten voordele van de vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB);

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2022, de rekeningen 2022 en het activiteitenverslag voor het dienstjaar 2022 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen werden voorgelegd op 23/03/2023;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2022, van de rekeningen 2022 en van het activiteitenverslag 2022 van de vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB), J.B. Mosselmansstraat 44 te 1140 Evere;
- de toekenning van een subsidie ten belope van 2.565 EUR, ingeschreven op artikel 10400/332-02/2824 van de gewone begroting 2023, aan de vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB) te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Michèle Nahum quitte la séance / verlaat de zitting.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

24.04.2023/A/0043 **Réseau social chinois. (Mme PANS)**

Mme PANS interpelle le Collège comme suit au sujet d'un réseau social chinois bien connu :
« Fin février, les institutions européennes ont décidé d'interdire l'utilisation d'une application chinoise de vidéos courtes et virales, ultra populaire auprès des jeunes. Cette interdiction concerne tous les appareils professionnels, comme les ordinateurs, téléphones mobiles ou tablettes, des fonctionnaires et des employés. Mais aussi l'interdiction d'utiliser cette application via le réseau LAN ou WiFi. Cette mesure a été préconisée par leurs services informatiques afin de protéger les données de ces

institutions. Cette société enfreindrait la législation européenne sur la protection des données en matière de traitement des données personnelles et de transferts de données vers la Chine. Chez nous, le Conseil national de sécurité a décidé, au niveau fédéral, d'interdire aux employés des ministères, ainsi qu'à ceux des cabinets et services de la fonction publique, l'utilisation de cette application sur leurs appareils professionnels. Les Régions ont rapidement emboîté le pas.
Voici mes questions et plus particulièrement pour ce qui concerne notre administration et les mandataires communaux :

- Selon mes informations, le Collège a déjà pris des mesures concernant l'installation ou l'utilisation de cette application sur les appareils appartenant à la commune. Pouvez-vous nous dire si cela concernait beaucoup d'appareils ?
- Qu'en est-il pour les appareils privés qui auraient quand même accès à des données de l'administration ? Je pense ici, par exemple, à tous les mandataires communaux qui utilisent BOS sur leurs appareils privés et qui utiliseraient cette application.
- L'administration avait-elle un compte ? Si oui, l'a-t-elle supprimé ? »

M. MAINGAIN donne la réponse suivante :
« Pour nos écoles communales, l'application TikTok est déjà bloquée depuis plus d'un an sur le pare-feu.
Suite à une analyse de la Sûreté de l'Etat et un avis du Centre pour la Cybersecurité Belgique, le Collège, en séance du 30/03/2023, a pris la décision :

- d'interdire, avec effet immédiat, d'installer ou d'utiliser l'application TikTok sur les appareils de service fixes et mobiles (télephones, ordinateurs, etc.) appartenant à la commune ou dont les frais d'abonnement ou d'utilisation ou l'achat sont partiellement ou entièrement pris en charge par l'administration communale. Toutes les applications TikTok existantes sur ces appareils de service seront supprimées dans les 5 jours ouvrables de la notification de cette décision. Tout membre du personnel doit informer immédiatement son chef fonctionnel si, pour des raisons indépendantes de sa volonté, la date limite prévue pour la suppression de l'application ne peut être respectée ;
- d'interdire d'accéder aux réseaux et systèmes internes de l'administration communale avec un appareil personnel sur lequel l'application TikTok est installée ;
- de charger le service Nouvelles technologies de bloquer l'accès au site de TikTok via le pare-feu de la commune.

Les mesures prises par le Collège ne concernent pas uniquement les appareils appartenant à la commune, mais plus globalement tous les appareils dont l'achat, l'abonnement ou l'utilisation est en partie ou totalement à charge des autorités communales. Cette interdiction est donc valable pour 192 téléphones portables et 283 cartes SIM et elle concerne plus généralement un total de près de 800 périphériques (GSM, PC, tablettes…) pour les services communaux et le CPAS et 500 périphériques pour les écoles communales. L'administration communale ne possédait pas de compte TikTok. »

Mme PANS demande si quelqu'un qui utilise le WiFi de la commune pourrait avoir accès à TikTok.

M. MAINGAIN répond que l'accès est bloqué.

M. LIENART précise que, normalement, il ne peut pas y avoir accès mais que ce serait néanmoins possible s'il utilisait un DNS pour changer son adresse IP toutes les 5 minutes.

Chinees sociaal netwerk. (Mw. PANS)

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over een bekend Chinees sociaal netwerk:
"Eind februari hebben de Europese instellingen besloten het gebruik van een Chinese korte en virale videoapplicatie, die zeer populair is onder jongeren, te verbieden. Dit verbod betreft alle professionele apparaten, zoals computers, mobiele telefoons of tablets, van ambtenaren en werknemers. Maar ook een verbod op het gebruik van deze applicatie op het LAN of WiFi-netwerk. Deze maatregel werd aanbevolen door hun IT-afdeling om de gegevens van deze instellingen te beschermen. Het bedrijf zou de Europese wetgeving inzake gegevensbescherming schenden wat betreft de verwerking van persoonsgegevens en de overdracht van gegevens naar China. Op federaal niveau besloot de Nationale Veiligheidsraad werknemers van ministeries, kabinetten en overheidsdiensten te verbieden de applicatie op hun werktoestellen te gebruiken. De gewesten volgden snel.
Ik heb de volgende vragen, die specifiek betrekking hebben op onze administratie en gemeentelijke mandatarissen:

- Volgens mijn informatie heeft het College al actie ondernomen tegen de installatie of het gebruik van deze applicatie op gemeentelijke apparaten. Kunt u ons vertellen of dit veel apparaten betreft?
- Hoe zit het met privé-apparaten die toch toegang zouden hebben tot de gegevens van de administratie? Ik denk hier bijvoorbeeld aan alle gemeentelijke mandatarissen die BOS gebruiken op hun privétoestellen en die deze toepassing zouden gebruiken.
- Had de administratie een account? Zo ja, heeft ze die verwijderd?"

Dhr. MAINGAIN geeft het volgende antwoord:
"Voor onze gemeentelijke scholen is de applicatie TikTok al meer dan een jaar geblokkeerd op de firewall.
Na een analyse door de Veiligheid van de Staat en een advies van het Centrum voor Cybersecurity België, heeft het College in zijn vergadering van 30/03/2023 besloten:

- met onmiddellijke ingang de installatie of het gebruik van de applicatie TikTok te verbieden op vaste en mobiele diensttoestellen (telefoons, computers, enz.) die aan de gemeente toebehoren of waarvoor de abonnements- of gebruikskosten of de aankoop geheel of gedeeltelijk door het gemeentebestuur worden betaald. Alle bestaande TikTok-toepassingen op deze dienstapparaten moeten binnen 5 werkdagen na de kennisgeving van dit besluit worden gewist. Elk personeelslid moet zijn diensthoofd onmiddellijk op de hoogte brengen indien de termijn voor het verwijderen van de toepassing niet kan worden nageleefd om redenen die buiten zijn of haar macht liggen;
- de toegang tot de interne netwerken en systemen van het gemeentebestuur te verbieden met een persoonlijk apparaat waarop de TikTok-applicatie is geïnstalleerd;
- de dienst Nieuwe technologieën opdracht te geven de toegang tot de TikTok-site via de firewall van de gemeente te blokkeren.

De door het College genomen maatregelen hebben niet alleen betrekking op toestellen van de gemeente, maar meer in het algemeen op alle toestellen waarvan de aankoop, het abonnement of het gebruik geheel of gedeeltelijk ten laste komt van het gemeentebestuur. Dit verbod geldt dus voor 192 mobiele telefoons en 283 simkaarten en betreft meer in het algemeen een totaal van bijna 800 randapparaten (mobiele telefoons, pc's, tablets, enz.) voor de gemeentelijke diensten en het OCMW en 500 randapparaten voor de gemeentescholen. Het gemeentebestuur heeft geen TikTok-account."

Mw. PANS vraagt of iemand die de WiFi van de gemeente gebruikt, toegang zou kunnen hebben tot TikTok.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de toegang is geblokkeerd.

Dhr. LIENART zegt dat hij er normaal gesproken geen toegang tot heeft, maar dat het toch mogelijk is als hij via een DNS elke 5 minuten zijn IP-adres wijzigt.

Jacqueline Destrée-Laurent quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2023/A/0044 **Eclairage public et biodiversité. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant l'éclairage public et la biodiversité :
« La région bruxelloise est particulièrement touchée par la pollution lumineuse et celle-ci peut être néfaste pour les chauves-souris, d'autant plus que les éclairages orange au sodium sont remplacés par un éclairage LED beaucoup plus blanc. Or, une des richesses de la biodiversité de notre région est la présence de plus de 20 espèces de ces petits mammifères volants, toutes protégées et bien présentes dans la vallée de la Woluwe et les nombreux espaces verts qui y sont reliés par le maillage vert (parc de Roodebeek, Ferme aux Oies, Val d'Or, Hof ter Musschen, parc Georges Henri, parc Saint-Lambert, Grange aux Dîmes, parc des Sources, parc Malou, stade Fallon, promenade du chemin de fer...). C'est d'ailleurs la raison qui a motivé le classement en site Natura 2000 de la vallée. Depuis 2021, une collaboration s'est établie entre la commune de Jette, SIBELGA (responsable de l'éclairage public), Bruxelles Environnement et le « Groupe Plecotus » de Natagora, pour diminuer la pollution lumineuse en région bruxelloise en adaptant l'éclairage dans les corridors qui relient les zones de chasse des chauves-souris et créer ainsi une « trame étoilée ». En 2021 et 2022, différentes techniques d'éclairage ont été mises en place dans le nord de la commune de Jette :

- certains poteaux lumineux ont été supprimés ;
- de la gélatine rouge a été ajoutée dans certains luminaires existants ;
- des lampadaires à spectre rouge ont remplacé les anciens luminaires ;
- des lampadaires à spectre de teinte variable sont progressivement installés : lumière blanche en début de nuit en hiver, lumière de teinte rouge en printemps-été ;
- un système de bulle de présence devait aussi être testé (éclairage dynamique avec détecteur de présence).

Des suivis sur la présence des chauves-souris ont été réalisés avant et après la pose de ces différents systèmes à l'aide d'enregistreurs installés sur les mâts des luminaires,

ainsi que des points d'écoute avec détecteur à ultrasons. L'étude de l'impact de ces différents systèmes d'éclairage sur les chauves-souris est une grande première pour la Belgique et l'espoir des initiateurs est que les résultats obtenus permettent de définir des bonnes pratiques pour le renouvellement de l'éclairage en région bruxelloise.
Voici les questions que je poserai au Collège :

1. Le Collège est-il au courant de ces avancées en matière de protection de la biodiversité ?
2. Notre commune compte plusieurs sites fréquentés par les chauves-souris mais soumis à un éclairage intense. Le Collège serait-il favorable à l'adoption de mesures de protection en matière d'éclairage ?
3. Avez-vous des plans visant à améliorer la qualité de l'environnement offert aux chauves-souris en adoptant les techniques testées à Jette ?
4. Notre Conseil compte un représentant siégeant au CA de SIBELGA. Serait-il possible qu'il relaye, au sein de cette instance, les ambitions de notre commune, si elle en a dans ce domaine ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :
« A titre préliminaire, je rappelle que la conception, la gestion, l'installation et l'entretien des installations d'éclairage public est de la compétence de la société SIBELGA. Partant, nous sommes effectivement bien informés de la phase test actuellement menée par SIBELGA sur le territoire de la commune de Jette. Il est à noter qu'il nous revient que le projet mené à Jette en est au stade des mesurages et que les mesures sont prévues jusqu'en 2025. A ce jour, l'étude ne permet pas de prescrire des bonnes pratiques. Il me revient aussi qu'elle ne porte que sur un type de chauves-souris. Adopter maintenant le système mis en place à Jette serait aller un peu vite en besogne. Cependant, en matière de protection de la biodiversité, le Collège n'est pas resté inactif. En effet, il convient de souligner que nous refusons systématiquement l'installation de panneaux publicitaires qui génèrent une pollution visuelle aux abords des zones naturelles protégées ou non afin de ne pas perturber la biodiversité. En outre, avec le concours de SIBELGA, nous avons mis en place l'installation d'un éclairage public intelligent, couplé à des bulles de lumière dans la venelle Georges Désir. Pour rappel, 32 détecteurs de mouvement ont été intégrés aux poteaux d'éclairage public. Les bulles de lumière permettent d'une part de réduire notre consommation énergétique mais aussi et surtout de réduire l'impact de l'éclairage public sur l'environnement et notamment sur la faune et la flore locales, tout en gardant un éclairage de qualité et sécurisant pour les piétons et les autres usagers de l'espace public. De plus, même si la commune dispose de sites à haute valeur biologique, eu égard au fait que la phase test est toujours en cours à Jette, SIBELGA nous encourage plutôt à travailler avec un éclairage public intelligent (les fameuses bulles de lumière). Nous étudions actuellement la possibilité d'étendre ce concept en d'autres lieux de la commune. Je sais que notre représentant au sein du Conseil d'administration de SIBELGA est toujours attentif aux technologies qui permettent de réduire d'une part notre facture énergétique et d'autre part qui influent positivement sur la protection de la biodiversité. Par ailleurs, depuis plusieurs années, lorsque nous envisageons avec SIBELGA la réfection des points lumineux dans notre commune, nous optons pour un modèle dont le faisceau lumineux est orienté vers la voirie et non comme dans les anciens modèles qui éclairaient tant la voirie que le ciel. Ces modèles permettent de mieux gérer les îlots lumineux et de réduire ainsi la pollution lumineuse générée par ces îlots lumineux. SIBELGA équipe tous ces nouveaux modèles d'éclairage d'un système permettant de les contrôler à distance et met des systèmes de mapping en place avec des horaires bien spécifiques permettant de réduire l'éclairage à certaines heures. Autre exemple que nous suivons lorsqu'il s'agit d'installer un éclairage public respectueux de la biodiversité : il s'agit du parc de la

Sainte-Famille, espace vert situé entre le chemin de Deux Maisons et l'avenue de la Nielle. Il est équipé d'un chemin intérieur et nous avons placé sur ce chemin un éclairage minimal et bas pour perturber le moins possible la faune et la flore. »
Il ajoute que, lors de la réfection du boulevard de la Woluwe et de toute la vallée de la Woluwe, toute une réflexion a été menée pour mettre en place un éclairage peu lumineux, voire inexistant. Il explique que l'éclairage urbain y est placé de manière centrale et est quasi inexistant côté parc. Il signale qu'il est d'ailleurs régulièrement interpellé par des riverains qui se plaignent de l'insécurité lorsqu'ils fréquentent les chemins périphériques.

M. LORIAUX, représentant de la commune auprès de SIBELGA, signale qu'il a eu une réunion du Comité directeur vendredi dernier et confirme que Jette est toujours en phase de collecte des données, et ce jusque 2025. Il précise qu'il y a 2 méthodes pour limiter l'impact de l'éclairage sur la faune nocturne, soit les bulles intelligentes avec une diminution de l'intensité de l'éclairage vers les immeubles soit une lumière de couleur orangée, mais que les bulles intelligentes sont plus efficaces. Il ajoute que la lumière blanche est de plus en plus utilisée depuis 2014 et présente 2 avantages :

1. plus de sécurité car elle éclaire un peu plus que la lumière jaune,
2. un coût moindre, s'agissant d'une lumière LED.

M. VAN der AUWERA demande si dans le cadre du réaménagement du parc Saint-Lambert qui doit avoir lieu prochainement, un plan d'éclairage est prévu.

M. JAQUEMYNS répond qu'il n'y aura pas d'éclairage car le parc sera fermé la nuit.

Straatverlichting en biodiversiteit. (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt betreffende straatverlichting en bioiversiteit:
"Het Brussels gewest heeft bijzonder veel last van lichtvervuiling en dit kan schadelijk zijn voor vleermuizen, vooral omdat oranje natriumverlichting wordt vervangen door veel wittere LED-verlichting. Een van de rijkdommen van de biodiversiteit van onze regio is echter de aanwezigheid van meer dan 20 soorten van deze kleine vliegende zoogdieren, die allemaal beschermd zijn en goed vertegenwoordigd in het Woluwedal en de talrijke groene ruimten die ermee verbonden zijn door de groene maas (Roodebeekpark, Ganzenhof, Gouddal, Hof ter Musschen, Georges Henripark, Sint-Lambertuspark, Tiendenschuur, Bronnenpark, Maloupark, Fallonstadion, wandelpad langs de spoorlijn, enz.). Dit is ook de reden waarom de vallei als Natura 2000-gebied werd geklasseerd. Sinds 2021 is er een samenwerking opgezet tussen de gemeente Jette, SIBELGA (verantwoordelijk voor de openbare verlichting), Leefmilieu Brussel en de groep "Plecotus" van Natagora, om de lichtvervuiling in het Brussels gewest te verminderen door de verlichting in de corridors die de jachtgebieden van vleermuizen met elkaar verbinden aan te passen en zo een "sterrenraster" te creëren. In 2021 en 2022 werden verschillende verlichtingstechnieken toegepast in het noordelijke deel van de gemeente Jette:

- sommige lichtmasten werden verwijderd;
- aan sommige bestaande armaturen werd rode gelatine toegevoegd;
- straatlantaarns met een rood spectrum vervingen de oude;
- geleidelijk worden straatlantaarns met een variabel kleurenspectrum geïnstalleerd: wit licht aan het begin van de nacht in de winter, rood licht in de

lente en de zomer;

- er moest ook een aanwezigheidsbel-systeem worden getest (dynamische verlichting met aanwezigheidsmelder).

Het toezicht op de aanwezigheid van vleermuizen werd voor en na de installatie van deze verschillende systemen uitgevoerd met behulp van recorders die op de lichtmasten waren geïnstalleerd, en met luisterpunten met ultrasone detectoren. De studie van het effect van deze verschillende verlichtingssystemen op vleermuizen is een belangrijke primeur voor België en de hoop van de initiatiefnemers is dat de verkregen resultaten het mogelijk zullen maken goede praktijken te definiëren voor de vernieuwing van de verlichting in het Brussels gewest.
Dit zijn de vragen die ik aan het College zal stellen:

1. Is het College op de hoogte van deze vooruitgang in de bescherming van de biodiversiteit?
2. Onze gemeente heeft verschillende locaties waar vleermuizen voorkomen, maar die sterk verlicht zijn. Zou het College voorstander zijn van beschermende maatregelen voor de verlichting?
3. Hebt u plannen om de kwaliteit van de omgeving voor vleermuizen te verbeteren door de in Jette geteste technieken over te nemen?
4. Onze Raad heeft een vertegenwoordiger in de Raad van bestuur van SIBELGA. Zou hij binnen dit orgaan de ambities van onze gemeente kunnen doorgeven, als die er zijn op dit gebied?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:
"Als opmerking vooraf wil ik u eraan herinneren dat het ontwerp, het beheer, de installatie en het onderhoud van openbare verlichtingsinstallaties onder de verantwoordelijkheid van de onderneming SIBELGA vallen. Wij zijn dus wel degelijk op de hoogte van de testfase die SIBELGA momenteel uitvoert op het grondgebied van de gemeente Jette. Wij hebben begrepen dat het project in Jette zich in het stadium van de metingen bevindt en dat de metingen gepland zijn tot 2025. Tot op heden maakt de studie het niet mogelijk goede praktijken voor te schrijven. Het lijkt mij ook dat het slechts betrekking heeft op één type vleermuis. Om nu het in Jette ingevoerde systeem over te nemen zou te snel gaan. Het College heeft echter niet stilgezeten op het gebied van de bescherming van de biodiversiteit. Er zij immers op gewezen dat wij de plaatsing van reclameborden die visuele vervuiling veroorzaken in de buurt van al dan niet beschermde natuurgebieden systematisch weigeren om de biodiversiteit niet te verstoren. Bovendien hebben wij met de hulp van SIBELGA intelligente openbare verlichting geïnstalleerd, gekoppeld aan lichtbellen in de Georges Désirsteeg. Ter herinnering: in de palen van de openbare verlichting zijn 32 bewegingsdetectoren geïntegreerd. Dankzij de lichtbellen kunnen we ons energieverbruik verminderen, maar ook en vooral de impact van de openbare verlichting op het milieu en in het bijzonder op de plaatselijke fauna en flora, met behoud van een kwaliteitsverlichting die veilig is voor voetgangers en andere gebruikers van de openbare ruimte. Bovendien, gelet op het feit dat de testfase in Jette nog loopt, moedigt SIBELGA ons aan om te werken met intelligente openbare verlichting (de beroemde lichtbellen), ook al beschikt de gemeente over sites met een hoge biologische waarde. Wij bestuderen momenteel de mogelijkheid om dit concept uit te breiden naar andere locaties in de gemeente. Ik weet dat onze vertegenwoordiger in de Raad van bestuur van SIBELGA altijd aandacht heeft voor technologieën waarmee we onze energiefactuur kunnen verlagen en die een positieve invloed hebben op de bescherming van de biodiversiteit. Bovendien hebben wij sinds enkele jaren, toen wij met SIBELGA de renovatie van lichtpunten in onze gemeente overwogen, gekozen voor een model met een lichtbundel die naar de weg is gericht en

niet zoals de oude modellen die zowel de weg als de hemel verlichtten. Dankzij deze modellen kunnen wij de lichteilanden beter beheren en zo de lichtvervuiling die door deze lichteilanden wordt veroorzaakt, verminderen. SIBELGA rust al deze nieuwe verlichtingsmodellen uit met een systeem waarmee ze op afstand kunnen worden bestuurd en zet cartografische systemen op met specifieke tijdschema's waarmee de verlichting op bepaalde tijdstippen kan worden verminderd. Een ander voorbeeld dat we volgen als het gaat om het installeren van biodiversiteitvriendelijke openbare verlichting is het Heilige-Familieplein, een groene ruimte gelegen tussen Tweehuizenweg en Bolderiklaan. Het is voorzien van een binnenpad en wij hebben op dit pad minimale en lage verlichting geplaatst om de fauna en flora zo min mogelijk te verstoren."
Hij voegt eraan toe dat bij de renovatie van het hele Woluwedal veel aandacht is besteed aan het gebruik van weinig of geen verlichting. Hij legt uit dat de stadsverlichting centraal is geplaatst en aan de parkzijde vrijwel ontbreekt. Hij wijst erop dat hij regelmatig wordt aangesproken door buurtbewoners die klagen over het gebrek aan veiligheid wanneer zij gebruik maken van de randwegen.

Dhr. LORIAUX, vertegenwoordiger van de gemeente bij SIBELGA, wijst erop dat hij afgelopen vrijdag een vergadering van de Stuurgroep heeft gehad en bevestigt dat Jette zich nog steeds in de fase van gegevensverzameling bevindt, en wel tot 2025. Hij zegt dat er 2 methoden zijn om het effect van de verlichting op de nachtelijke fauna te beperken, ofwel intelligente bellen met een vermindering van de intensiteit van de verlichting in de richting van gebouwen ofwel oranje licht, maar dat intelligente bellen effectiever zijn. Hij voegt eraan toe dat wit licht sinds 2014 steeds meer wordt gebruikt en 2 voordelen heeft:

1. meer veiligheid, omdat het iets feller is dan geel licht,
2. een lagere kostprijs, omdat het een LED-licht is.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of er in het kader van de herinrichting van het Sint-Lambertuspark, die binnenkort zal plaatsvinden, een verlichtingsplan is gepland.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat er geen verlichting komt omdat het park 's nachts gesloten wordt.

Jacqueline Destrée-Laurent entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2023/A/0045 **JJJY - Stage congés scolaires. (Mme PANS)**

Mme PANS interpelle le Collège comme suit au sujet des stages de JJJY durant les congés scolaires :
« Depuis cette année, le rythme scolaire des enfants en Fédération Wallonie-Bruxelles a changé, ce qui a pour conséquence un décalage entre les semaines de congé des enfants dans les différentes communautés du pays. Cela a aussi une implication sur l'organisation des stages dans notre commune, c'est-à-dire organiser des semaines de stages pendant les congés des deux communautés. Sachant que notre commune a des écoles fondamentales francophones, néerlandophones et deux écoles en immersion, nous avons quelques questions à vous poser:

- Pouvez-vous nous faire un premier bilan des périodes de stages ? Avez-vous eu le même taux de réservation que les années précédentes ?

- Sachant que certains enfants suivaient des stages en néerlandais, comme par exemple les enfants dans nos écoles en immersion, avez-vous prévu des stages en français pendant les congés de la communauté flamande et des stages en néerlandais pendant les congés de la communauté française ? »

M. BOTT donne la réponse suivante :
« Pour les périodes de stages qui se sont déroulées depuis le début de l'année scolaire 2022-2023, les taux de réservation/participation sont globalement équivalents à ceux enregistrés lors des périodes précédentes comparables (2018-2019 et 2020-2021), les années scolaires 2019-2020 et 2021-2022 ne pouvant être prises en compte puisque partiellement impactées par la pandémie.
Pour la présente année scolaire, les taux de remplissage ont été les suivants :

- Toussaint : entre 94 % et 97 % par semaine organisée ;
- Noël : entre 70 % et 97 % par semaine organisée (les variations sont traditionnellement plus importantes lors de cette période) ;
- Carnaval : entre 95 % et 100 % par semaine organisée ;
- Pâques **:** les inscriptions pour les stages francophones ne sont pas encore clôturées mais, il y a une semaine, près de 90 % des places disponibles étaient déjà réservées. Pour les stages néerlandophones, organisés du 2 au 14 avril dernier, la totalité des places avait été attribuée.

Les programmes de stages ont été établis comme d'habitude, c'est-à-dire en fonction des périodes de vacances de la communauté dont dépendent les enfants, présumant que les enfants scolarisés en néerlandais sont néerlandophones et que les enfants scolarisés en français sont francophones. Pour ce qui concerne l'organisation éventuelle d'activités dans l'autre langue durant les périodes de congés scolaires propres à chaque communauté linguistique, plusieurs éléments sont à relever :

- Le service Jeunesse a déjà tenté, par le passé, l'organisation de stages d'initiation avec une composante « immersion linguistique » (exemple : « Foot en néerlandais / Multiactivités » à destination d'un public francophone) mais ce format n'a pas rencontré l'adhésion escomptée. Pour le dernier stage organisé suivant cette formule, le service n'a en effet enregistré que 3 inscriptions sur 12 places disponibles, 2 enfants seulement ont débuté l'activité et 1 seul a effectué la semaine complète.
- A ce sujet, il est important de noter que, dans le contexte d'une gestion budgétaire équilibrée, l'engagement d'un encadrant pour animer un groupe de 3 enfants est proportionnellement plus onéreux que pour un groupe complet de 12 enfants.
- Le recrutement de moniteurs cumulant bilinguisme et une maîtrise suffisante de l'activité proposée s'avère très difficile. Il y a très peu de candidats pour ce type de poste. En outre, il est indispensable d'être assuré des disponibilités de ceux-ci avant la publication des programmes, soit environ 2 mois avant le début des vacances car il n'est pas envisageable de devoir annuler l'activité au dernier moment alors que les inscriptions ont déjà été validées.
- L'organisation de stages en français en dehors des périodes de congés scolaires de l'enseignement francophone ne serait pas subventionnée par l'ONE.
- Les infrastructures disponibles dans les écoles durant les périodes de congés scolaires dans l'enseignement néerlandophone sont très limitées. Dès lors, il est

difficilement envisageable de faire évoluer séparément des groupes animés dans des langues différentes. Par ailleurs, une fusion de ceux-ci irait, de facto, à l'encontre des objectifs recherchés.

- A la consultation des listes d'inscriptions recouvrant les vacances d'été 2022, il est constaté qu'environ 30 % des enfants inscrits à la « Speelplein Roodebeek » (activités en néerlandais) participent indifféremment aux stages organisés en français ou en néerlandais, en fonction des semaines.

Malgré ces constats, le service a prévu de proposer un stage de cuisine en néerlandais pour les jeunes francophones pendant les prochaines vacances d'été. L'inverse n'est cependant pas envisagé sachant qu'une très grande majorité des enfants fréquentant les activités en néerlandais parlent le français à la maison. »
Il ajoute qu'à son initiative, une réunion se tiendra après les congés de printemps avec différents clubs sportifs qui s'organisent pour mettre en place des stages en français et en néerlandais. Il signale que le Poséidon va organiser également ce type de stages. Il s'étonne de l'intérêt porté par Mme PANS à cette problématique alors que le MR s'est toujours montré favorable à la réforme des rythmes scolaires.

Mme PANS demande si les chiffres cités concernent toutes les semaines de congé, y compris celles de l'enseignement néerlandophone.

M. BOTT répond que les semaines de stages néerlandophones ont connu un taux de participation de 100 %. Il ajoute que les statistiques sont disponbles et peuvent ëtre communiquées sur demande.

Mme PANS remercie M. BOTT pour cette réponse très complète. Elle fait néanmoins remarquer qu'un accord de majorité implique un consensus à trouver à tous les niveaux de pouvoir.

M. BOTT précise que ces différences de calendrier ne touchent pas seulement les écoles néerlandophones mais que l'Ecole européenne est également concernée. Il confirme que les clubs sportifs, notamment la Rasante et le Racing White, s'organisent pour mettre en place des stages d'immersion linguistique. Il fait remarquer qu'il n'y a pas eu beaucoup d'enfants dans ce qui a déjà été organisé mais que cela n'empêche pas de retenter l'expérience.

Mme PANS reconnaît que s'il n'y a pas de demande, cela ne sert à rien de continuer à en organiser.

JJJY - Stage schoolvakanties. (Mw. PANS)

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over de JJJJ-stages tijdens de schoolvakanties:
"Sinds dit jaar is het schoolritme van de kinderen in de Federatie Wallonië-Brussel veranderd, wat resulteert in een verschil tussen de vakantieweken van de kinderen in de verschillende gemeenschappen van het land. Dit heeft ook gevolgen voor de organisatie van de stages in onze gemeente, namelijk het organiseren van stageweken tijdens de vakanties van de twee gemeenschappen. In de wetenschap dat onze gemeente over Franstalige en Nederlandstalige basisscholen en twee immersiescholen beschikt, hebben wij enkele vragen voor u:

- Kunt u ons een eerste evaluatie geven van de stageperiodes? Had u hetzelfde reserveringspercentage als de vorige jaren?

- In de wetenschap dat sommige kinderen stages in het Nederlands volgden, zoals de kinderen in onze immersiescholen, hebt u stages in het Frans gepland tijdens de vakanties van de Vlaamse gemeenschap en stages in het Nederlands tijdens de vakanties van de Franse gemeenschap?"

Dhr. BOTT geeft het volgende antwoord:
"Voor de stageperiodes die sinds het begin van het schooljaar 2022-2023 hebben plaatsgevonden, zijn de reserverings-/deelnamepercentages globaal gelijk aan die van de vorige vergelijkbare periodes (2018-2019 en 2020-2021), aangezien de schooljaren 2019-2020 en 2021-2022 niet in aanmerking kunnen worden genomen omdat ze gedeeltelijk door de pandemie werden getroffen.
Voor het lopende schooljaar waren de bezettingsgraden als volgt:

- Allerheiligen: tussen 94 % en 97 % per georganiseerde week;
- Kerstmis: tussen 70 % en 97 % per georganiseerde week (de verschillen zijn traditioneel groter tijdens deze periode);
- Carnaval: tussen 95 % en 100 % per georganiseerde week;
- Pasen: de inschrijvingen voor Franstalige stages zijn nog niet gesloten, maar een week geleden was al bijna 90 % van de beschikbare plaatsen geboekt. Voor de Nederlandstalige stages, georganiseerd van 2 tot 14 april, waren alle plaatsen toegewezen.

De stageprogramma's zijn zoals gebruikelijk opgesteld, d.w.z. volgens de vakantieperiodes van de gemeenschap waartoe de kinderen behoren, ervan uitgaande dat de kinderen die in het Nederlands naar school gaan Nederlandstalig zijn en de kinderen die in het Frans naar school gaan Franstalig. Met betrekking tot de eventuele organisatie van activiteiten in de andere taal tijdens de schoolvakanties van elke taalgemeenschap moeten verschillende elementen worden opgemerkt:

- In het verleden heeft de dienst Jeugd reeds geprobeerd inleidende stages te organiseren met een component "immersie" (bijvoorbeeld "Voetbal in het Nederlands / Multi-activiteiten" voor een Franstalig publiek), maar deze formule kende niet het verwachte succes. Voor de laatste volgens deze formule georganiseerde stage registreerde de dienst slechts 3 inschrijvingen op de 12 beschikbare plaatsen, begonnen slechts 2 kinderen aan de activiteit en voltooide slechts 1 de hele week.
- In dit verband zij opgemerkt dat, in het kader van een evenwichtig begrotingsbeheer, het inhuren van een begeleider om een groep van 3 kinderen te leiden verhoudingsgewijs duurder is dan voor een volledige groep van 12 kinderen.
- Het is zeer moeilijk om begeleiders aan te werven die tweetalig zijn en voldoende kennis hebben van de voorgestelde activiteit. Er zijn zeer weinig kandidaten voor dit soort functies. Bovendien is het van essentieel belang om zeker te zijn van hun beschikbaarheid vóór de publicatie van de programma's, d.w.z. ongeveer twee maanden voor het begin van de vakantie, aangezien het niet mogelijk is de activiteit op het laatste moment te annuleren wanneer de inschrijvingen reeds zijn gevalideerd.
- De organisatie van stages in het Frans buiten de schoolvakanties van het Franstalig onderwijs zou niet door het ONE worden gesubsidieerd.
- De infrastructuur die tijdens de schoolvakanties in het Nederlandstalig onderwijs in de scholen beschikbaar is, is zeer beperkt. Het is dan ook moeilijk

om afzonderlijke groepen in verschillende talen te overwegen. Bovendien zou samenvoeging ervan de facto indruisen tegen de gewenste doelstellingen.

• Bij het raadplegen van de inschrijvingslijsten voor de zomervakantie van 2022 is gebleken dat ongeveer 30 % van de kinderen die voor het Speelplein Roodebeek (activiteiten in het Nederlands) waren ingeschreven, afhankelijk van de week hetzij aan de stages in het Frans, hetzij aan de stages in het Nederlands deelnamen.

Ondanks deze vaststellingen is de dienst van plan om tijdens de volgende zomervakantie een kookcursus in het Nederlands aan te bieden voor Franstalige jongeren. Het tegenovergestelde is echter niet gepland, aangezien de overgrote meerderheid van de kinderen die aan de Nederlandse activiteiten deelnemen, thuis Frans spreekt."
Hij voegt eraan toe dat op zijn initiatief na de voorjaarsvakantie een vergadering zal plaatsvinden met verschillende sportclubs die zich inzetten om stages in het Frans en in het Nederlands te organiseren. Hij wijst erop dat ook het Poséidon dit soort stages zou organiseren. Het verbaast hem dat mw. PANS zich zo voor deze kwestie interesseert, terwijl de MR altijd voorstander is geweest van de hervorming van het schoolritme.

Mw. PANS vraagt of de genoemde cijfers alle vrije weken betreffen, dus ook die voor het Nederlandstalig onderwijs.

Dhr. BOTT antwoordt dat aan de Nederlandstalige weken 100 % werd deelgenomen. Hij voegt eraan toe dat de statistieken beschikbaar zijn en op verzoek kunnen worden verstrekt.

Mw. PANS dankt dhr. BOTT voor dit zeer uitgebreide antwoord. Zij wijst er niettemin op dat een meerderheidsakkoord impliceert dat op alle machtsniveaus een consensus moet worden gevonden.

Dhr. BOTT zegt dat deze verschillen in lesrooster niet alleen de Nederlandstalige scholen betreffen, maar dat ook de Europese school betrokken is. Hij bevestigt dat sportclubs, met name Rasante en Racing White, zich inzetten om taalbadstages te organiseren. Hij wijst erop dat er niet veel kinderen hebben deelgenomen aan wat reeds was georganiseerd, maar dat dit niet belet dat het experiment wordt herhaald.

Mw. PANS erkent dat als er geen vraag naar is, het geen zin heeft deze stages te blijven organiseren.

Eric Bott quitte la séance / verlaat de zitting.
Charles Six quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2023/A/0046 **Accessibilité aux commerces de l'avenue Georges Henri - Etat des lieux. (Mme BORDES CASTELLS)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit au sujet de l'accessibilité aux commerces de l’avenue Georges Henri :
« J’ai interpellé le Collège l’année passée à propos de l’accessibilité aux commerces pour les personnes à mobilité réduite. Le Collège m’avait répondu qu’il ne pouvait pas obliger à faire ces aménagements. Il en ressortait aussi qu’une seule prime avait été demandée et n’avait pas abouti. Depuis, l’accessibilité ne semble pas avoir évolué et

l'état de certains bâtiments et des trottoirs tend à se dégrader. Les commerces de l'avenue Georges Henri manquent d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite. Quels sont les problèmes les plus fréquents ? La plupart d'entre eux ont une ou plusieurs marches ou un seuil trop élevé pour être monté par une personne en chaise roulante ou non voyante. En outre, certaines portes sont perpendiculaires au trottoir, ce qui complique l'entrée et, dans certains cas, la réalisation de l'aménagement en question. Une surveillance accrue afin d'éviter que des véhicules (motos) n'encombrent le passage serait aussi bienvenue. Sauf erreur de ma part, deux bâtiments de la commune ont été rénovés : l'ancienne poste qui a demandé de lourdes transformations et le 319. Ils sont tous les deux accessibles, je m'en réjouis. J'ai pu lire ceci dans la brochure : « si ces aménagements ne sont pas possibles, vous pouvez installer une sonnette… ». Si l'objectif de la sonnette est que la personne qui tient le commerce sorte aider la personne pour entrer, pourquoi le Collège ne propose-t-il pas ces sonnettes ? Cela pourrait être une aide tant que l'avenue Georges Henri ne sera pas aménagée et complétement accessible.
Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. Combien de commerces sont accessibles aux personnes à mobilité réduite sur l'avenue Georges Henri ? Quel pourcentage représentent-ils sur le total ?
2. Avez-vous eu des demandes de permis d'urbanisme pour ce type d'aménagements ?
3. Pour combien de ces commerces l'avis a-t-il été favorable ? Combien de commerces ont-ils effectué les travaux ?
4. J'ai des échos comme quoi le RCUZ était trop contraignant par rapport à ce type des travaux. Qu'en pensez-vous ?
5. Combien de primes ont été sollicitées cette année par les commerces ?
6. Pour les commerces qui ne sont pas en capacité de faire ces travaux, serait-il envisageable de mener une campagne concernant les sonnettes pour demander de l'aide ?
7. La commune a rénové le 319 de l'avenue Georges Henri en assurant une bonne accessibilité. Quel est le montant budgétaire qui a été consacré à l'adaptation de l'entrée ? (Je pose cette question pour avoir une idée du surcoût à prévoir pour un tel aménagement facilitant l'accessibilité.)
8. Quels sont vos projets de rénovation et accessibilité sur cette artère commerciale ?
9. Le CPAS a réalisé des travaux en vue de rendre accessible le Guichet social. La solution choisie pourrait-elle être appliquée à l'avenue Georges Henri et recevoir un PU ? »

Mme DE VALKENEER donne la réponse suivante :
« Le service F.A.S.E. a, en ce début d'année, réalisé une nouvelle fois le tour des commerces situés avenue Georges Henri et dans le quartier Tomberg. Un courrier d'information a été distribué aux commerçants. Ce courrier était accompagné de la brochure relative aux primes octroyées par la commune en vue de rendre accessibles aux PMR certains établissements. Comme vous le savez, la commune octroie des primes qui couvrent l'achat d'un bouton d'appel ou l'installation d'une rampe d'accès. La prime dont question est également référencée dans la brochure générale des primes octroyées par la commune qui a été récemment mise à jour. L'installation d'une rampe d'accès n'est pas toujours matériellement possible compte tenu de la configuration des lieux et des différences de niveaux et implique souvent pour les bâtiments existants que cette rampe déborde sur l'espace public, ce qui engendre d'autres problèmes au niveau des cheminements. La sonnette constitue dès lors une bonne alternative qui permet de favoriser un accès plus aisé des PMR dans les commerces. L'intervention de la commune couvre 100 % du coût de l'investissement pour l'achat

de ce type de sonnette. Le service de l'urbanisme n'a pas à ce jour enregistré de demande de permis pour l'installation d'une rampe d'accès car pour les bâtiments existants, la création de ce type de dispositif implique un débordement sur l'espace public. S'agissant du RCUZ Georges Henri, celui-ci ne traite pas des accès PMR et n'impose aucune contrainte en lien avec l'aménagement d'une rampe d'accès PMR. Seul l'article 41 de ce RCUZ impose de maintenir un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur de minimum 1,50 m sur la voie de circulation piétonne et de ne pas entraver le passage pour les personnes malvoyantes. A cet égard, la commune a opéré ces derniers mois plusieurs opérations de contrôle avenue Georges Henri en vue de faire retirer tous les chevalets et oriflammes installés dans l'espace public. Ce type de dispositifs est en effet de nature à entraver, voire empêcher le passage des PMR. L'opération menée par le service de l'urbanisme a permis de sensibiliser les commerçants à cette problématique. Lors de la deuxième opération de contrôle, la plupart de ces dispositifs n'avaient pas été replacés. Concernant le numéro 319 de l'avenue Georges Henri, la commune a veillé lors des travaux de transformation du bien à assurer l'accessibilité du bien aux PMR. Le surcoût au prix du jour peut être estimé entre 8.000 et 10.000 EUR. Les travaux ont consisté à démolir la dalle du rez-de-chaussée sur la longueur de la rampe, à réaliser les murs de soutènement en cave condamnant ainsi une partie de celle-ci, à tailler sur mesure des pierres bleues pour réaliser la rampe et à réaliser une vitrine intégrant cette rampe. Si la différence de niveau avait été nulle, une simple vitrine posée dans le plan de la façade aurait été suffisante. Concernant les autres projets de rénovation dans l'avenue Georges Henri, la commune a déjà réalisé la rénovation des numéros 265, 319 et 328. La rénovation du 359 est en cours tandis que les numéros 342 et 234 font actuellement l'objet d'une demande de permis d'urbanisme ou d'une demande de marché public. Chaque configuration est différente et appelle des solutions spécifiques :

- 265 : la différence de niveau était quasi nulle si bien qu'aucun aménagement n'a été nécessaire ;
- 319 : la différence de niveau était de ± 2 marches, il a donc fallu redessiner la vitrine afin d'y intégrer une rampe ;
- 328 : la différence de niveau est nulle puisqu'il existe une entrée cochère. Aucun aménagement spécifique n'a été nécessaire ;
- 359 : vu le rez-de-chaussée surélevé, il n'était pas possible d'y intégrer une rampe. L'ensemble du projet consiste donc à gommer cette différence de niveau en descendant le niveau du rez-de-chaussée au niveau de la rue ;
- 342 : la différence de niveau était quasi nulle, le niveau du rez-de-chaussée a pu être conservé ;
- 234 : la différence de ± 2 marches imposera l'aménagement d'une petite rampe en jouant sur le recul de la porte d'entrée.

S'agissant de la solution mise en place pour le Guichet social, celle-ci ne peut être mise en place qu'à la condition que la longueur possible de la rampe soit suffisante pour rattraper la différence de niveau. Elle a pour inconvénient de reculer d'autant la porte d'accès aux appartements. Séparer les accès PMR des valides est une forme de discrimination qu'il faut éviter autant que faire se peut. En outre, ce type d'aménagement impose de trouver une solution pour fermer l'accès à front de rue afin d'éviter de créer un coupe-gorge. En conclusion, les solutions à mettre en place dépendent de la configuration des lieux et des différences de niveau présentes. On ne peut pas proposer une solution d'aménagement unique et homogène. Cela dépend de chaque cas spécifique. La commune est très soucieuse de cette problématique et a veillé à rechercher la meilleure solution dans chaque projet de rénovation. »

Mme BORDES CASTELLS demande si le RCUZ n'impose pas que le façade doive rester identique, par exemple qu'une porte en bois doive rester en bois.

Mme DE VALKENEER répond qu'il y a effectivement l'obligation de respecter certains matériaux mais que cela n'a rien à voir avec l'installation d'une rampe PMR.

Concernant l'installation d'une sonnette, Mme BORDES CASTELLS demande pourquoi on attend que les commerçants en fassent la demande.

Mme DE VALKENEER répond que cela reste le libre choix du commerçant, qu'on ne peut pas l'imposer manu militari.

Mme BORDES CASTELLS suggère de passer dans les commerces en demandant de l'installer.

Mme DE VALKENEER répond que le travail de sensibilisation a été réalisé par les services de Mme MOLENBERG.

Toegankelijkheid van de winkels in de Georges Henrilaan - Stand van zaken. (Mw. BORDES CASTELLS)

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de toegankelijkheid van de winkels aan de Georges Henrilaan:
"Ik heb het College vorig jaar vragen gesteld over de toegankelijkheid van de winkels voor personen met beperkte mobiliteit. Het College antwoordde dat het hen niet kon dwingen deze verbeteringen aan te brengen. Het zei ook dat er slechts één premie was aangevraagd die niet was toegekend. Sindsdien lijkt de toegankelijkheid niet te zijn verbeterd en lijkt de toestand van bepaalde gebouwen en trottoirs te verslechteren. De winkels in de Georges Henrilaan zijn niet toegankelijk voor personen met beperkte mobiliteit. Wat zijn de meest voorkomende problemen? De meeste hebben een of meer treden of een drempel die te hoog is voor een persoon in een rolstoel of een blinde. Bovendien staan sommige deuren loodrecht op het trottoir, waardoor het moeilijk is om binnen te komen en, in sommige gevallen, de betreffende opstelling te maken. Meer toezicht om te voorkomen dat voertuigen (motorfietsen) de doorgang belemmeren zou ook welkom zijn. Als ik me niet vergis, zijn twee gebouwen in de gemeente gerenoveerd: het oude postkantoor, dat ingrijpend moest worden verbouwd, en 319. Tot mijn genoegen zijn beide gebouwen toegankelijk. Ik lees in de brochure: "als deze voorzieningen niet mogelijk zijn, kunt u een deurbel installeren...". Als het doel van de deurbel is dat degene die de zaak runt, naar buiten gaat en de persoon helpt binnen te komen, waarom biedt het College deze deurbellen dan niet aan? Dit zou een hulp kunnen zijn totdat de Georges Henrilaan is ontwikkeld en volledig toegankelijk is.
Ik wil het College de volgende vragen stellen:

1. Hoeveel winkels in de Georges Henrilaan zijn toegankelijk voor personen met beperkte mobiliteit? Welk percentage vormen ze van het totaal?
2. Hebt u aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen voor dit type inrichting ontvangen?
3. Voor hoeveel van deze winkels was het advies gunstig? Hoeveel winkels hebben de werkzaamheden uitgevoerd?
4. Ik heb gehoord dat de zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening te restrictief was ten aanzien van dit soort werkzaamheden. Wat vindt u hiervan?

5. Hoeveel premies zijn er dit jaar aangevraagd door bedrijven?
6. Voor bedrijven die deze werkzaamheden niet kunnen uitvoeren, zou het mogelijk zijn een campagne op bellen te houden om hulp te vragen?
7. De gemeente heeft de Georges Henrilaan 319 gerenoveerd, zodat de toegankelijkheid goed is. Hoeveel geld werd besteed aan de aanpassing van de ingang? (Ik stel deze vraag om een idee te krijgen van de extra kosten van een dergelijke aanpassing om de toegankelijkheid te vergemakkelijken.)
8. Wat zijn uw plannen voor de renovatie en de toegankelijkheid van deze handelsader?
9. Het OCMW heeft werkzaamheden uitgevoerd om het Sociaal Loket toegankelijk te maken. Kan de gekozen oplossing worden toegepast op de Georges Henrilaan en een SV krijgen?"

Mw. DE VALKENEER geet het volgende antwoord:
"In het begin van het jaar heeft de dienst G.S.S.T. opnieuw een bezoek gebracht aan de winkels in de Georges Henrilaan en in de wijk Tomberg. Aan de winkeliers werd een informatiebrief uitgedeeld. Deze brief ging vergezeld van de brochure over de door de gemeente toegekende premies om bepaalde etablissementen toegankelijk te maken voor PBM's. Zoals u weet kent de gemeente premies toe die de aanschaf van een belknop of het aanbrengen van een toegangshelling dekken. Deze premie staat ook vermeld in de onlangs geactualiseerde algemene brochure over de door de gemeente toegekende premies. De installatie van een hellingbaan is fysiek niet altijd mogelijk door de configuratie van de ruimte en de niveauverschillen, en in bestaande gebouwen betekent dit vaak dat de hellingbaan doorloopt tot in de openbare ruimte, wat nog meer problemen oplevert met betrekking tot de paden. De deurbel is daarom een goed alternatief dat de toegang tot winkels voor PBM's vergemakkelijkt. De bijdrage van de gemeente dekt 100 % van de investeringskosten voor de aanschaf van dit type bel. De dienst Stedenbouw heeft nog geen enkele aanvraag voor een vergunning voor de installatie van een toegangshelling geregistreerd, want voor bestaande gebouwen impliceert de realisatie van een dergelijke voorziening een overloop op de openbare ruimte. De zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening Georges Henri heeft geen betrekking op de toegang voor personen met beperkte mobiliteit en legt geen beperkingen op met betrekking tot de installatie van een oprit voor personen met beperkte mobiliteit. Alleen artikel 41 van deze zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening vereist dat op de rijbaan voor voetgangers een pad vrij van obstakels met een breedte van ten minste 1,50 m wordt gehandhaafd en dat de doorgang voor visueel gehandicapten niet wordt belemmerd. In dit verband heeft de gemeente de afgelopen maanden verschillende controles uitgevoerd op de Georges Henrilaan om alle in de openbare ruimte geplaatste ezels en spandoeken te verwijderen. Dit soort voorzieningen kan inderdaad de doorgang van personen met beperkte mobiliteit belemmeren of zelfs verhinderen. Dankzij de actie van de dienst Stedenbouw konden de winkeliers bewust worden gemaakt van dit probleem. Bij de tweede controle waren de meeste van deze inrichtingen niet teruggeplaatst. Wat de Georges Henrilaan 319 betreft, heeft de gemeente er bij de verbouwing van het pand op toegezien dat het toegankelijk was voor personen met beperkte mobiliteit. De extra kosten tegen de huidige prijs kunnen worden geraamd op 8.000 tot 10.000 EUR. De werkzaamheden bestonden uit het slopen van de begane grond over de lengte van de hellingbaan, het bouwen van steunmuren in de kelder, waardoor een deel van de kelder werd afgesloten, het op maat zagen van arduin om de hellingbaan te maken en het maken van een raam dat deze hellingbaan integreert. Indien het niveauverschil nul was geweest, zou een eenvoudig raam in het vlak van de gevel voldoende zijn geweest. Wat de andere renovatieprojecten in de Georges Henrilaan betreft, heeft de gemeente reeds de nummers 265, 319 en 328 gerenoveerd.

De renovatie van 359 is aan de gang, terwijl voor 342 en 234 momenteel een aanvraag voor een bouwvergunning of een overheidsopdracht wordt ingediend. Elke configuratie is anders en vereist specifieke oplossingen:

- 265: het niveauverschil was bijna nul, zodat er geen ontwikkeling nodig was;
- 319: het niveauverschil was ± 2 treden, zodat de etalage opnieuw moest worden ingericht met een hellingbaan;
- 328: het niveauverschil is nul omdat er een koetspoort is. Er waren geen specifieke voorzieningen nodig;
- 359: gezien de verhoogde begane grond was het niet mogelijk een hellingbaan te integreren. Het hele project bestaat er dus in dit niveauverschil op te heffen door de begane grond te verlagen tot het niveau van de straat;
- 342: het niveauverschil was bijna nul, het niveau van de begane grond kon worden gehandhaafd;
- 234: het verschil van ± 2 treden vereist de aanleg van een kleine hellingbaan door gebruik te maken van de achteruitgang van de toegangsdeur.

De oplossing die voor het Sociaal Loket is toegepast, kan alleen worden uitgevoerd als de mogelijke lengte van de hellingbaan voldoende is om het niveauverschil op te vangen. Het nadeel van deze oplossing is dat de deur van de flats naar achteren wordt verplaatst. Het scheiden van de toegang voor PBM's en validen is een vorm van discriminatie die zoveel mogelijk moet worden vermeden. Bovendien vereist dit type regeling een oplossing om de toegang aan de straatzijde af te sluiten om te voorkomen dat er een onveilige ruimte ontstaat. Concluderend kan worden gesteld dat de toe te passen oplossingen afhankelijk zijn van de configuratie van het terrein en de aanwezige niveauverschillen. Er kan niet één homogene ontwerpoplossing worden voorgesteld. Deze hangt af van elk specifiek geval. De gemeente is zeer begaan met dit probleem en heeft bij elk renovatieproject gezocht naar de beste oplossing.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt of de zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening niet eist dat de gevel identiek blijft, bijvoorbeeld dat een houten deur van hout blijft.

Mw. DE VALKENEER antwoordt dat er inderdaad een verplichting bestaat om bepaalde materialen te respecteren, maar dat dit niets te maken heeft met de installatie van een PBM-oprit.

Met betrekking tot het plaatsen van een bel vraagt mw. BORDES CASTELLS waarom er gewacht wordt op een verzoek van de winkeliers.

Mw. DE VALKENEER antwoordt dat het aan de winkelier is om te beslissen en dat het niet manu militari kan worden opgelegd.

Mw. BORDES CASTELLS stelt voor naar de winkels te gaan en hen te vragen het te installeren.

Mw. DE VALKENEER antwoordt dat het sensibiliseringswerk door de diensten van mw. MOLENBERG is uitgevoerd.

Eric Bott entre en séance / treedt in zitting.
Charles Six entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2023/A/0047 **Etat des plaines de jeux de notre commune, un bilan contrasté... (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant l'état des plaines de jeux de la commune **:**
« Comme chaque année depuis 2012, j'ai visité les 18 sites de plaines de jeux renseignées sur le site web de la commune. Le bilan est contrasté : j'y ai trouvé le meilleur mais aussi le pire ! Vous allez peut-être dire que je me répète mais la liste des plaines de jeux publiée sur le site web communal comporte toujours 2 erreurs : il y a 2 plaines n° 14. Grootveld devrait être n° 16 et Stade 2 n° 14 n'est pas correctement localisée. Je vous ai déjà signalé cela il y a plusieurs années… Sur votre plan, figurent aussi 2 plaines fermées : Floralies et Charmille. Qu'est-ce qui empêche de tenir cette liste à jour pour informer correctement les parents ? La question des toilettes n'est toujours pas résolue et je dois en conclure que ce n'est pas important pour le Collège. Vous avez choisi d'ignorer ma proposition d'entretien répétée depuis 2018… Je voudrais soulever ici le cas particulier de la buvette du Parc Malou :

1. La zone de stockage des déchets façon « dépotoir sauvage » à l'arrière du pavillon est inacceptable : des déchets divers et variés dont des morceaux de verre y compris du verre plat, un vieux micro-ondes, des cartons en vrac, 2 grands conteneurs à moitié détruits, des déchets de construction, une grille qui reste ouverte et pourquoi ces vasques à fleurs qui empêchent les livraisons et l'enlèvement des déchets ? Qui est responsable de l'enlèvement : la commune ou le prestataire qui gère la buvette ?
2. Pour couronner le tout : en façade, un grand vitrage cassé suite à un cambriolage il y a 2 ans selon la gérante. A l'intérieur, malgré la planche provisoire sur l'ouverture, il reste des bords de verre coupants auxquels on pourrait se blesser gravement. Je ne comprends pas une telle négligence et je vous invite à corriger ou faire corriger tout cela sans plus de délai !

Concernant l'état général des plaines de jeux, j'ai trouvé quelques nouveaux jeux, des clôtures en bon état, la végétation entretenue et, sauf cas particulier, un bon état de propreté. Je suis cependant inquiet devant certains manquements. Il reste des jeux qui ne sont pas identifiés malgré l'obligation légale qui s'impose à vous. Comment le service peut-il installer de nouveaux jeux sans les identifier ? Ne pouvez-vous pas prévoir les nouvelles plaquettes d'identification alors que le processus de marché pour l'acquisition de nouveaux jeux prend de 6 à 12 mois au minimum !? Autre sujet d'inquiétude nettement plus grave : il semble y avoir un manque de vigilance concernant l'entretien préventif, surtout en matière de sécurité. A Andromède I, un maillon de chaîne de balançoire a cassé par usure. Ayant alors regardé les chaînes de différents jeux sur plusieurs plaines, j'ai trouvé des exemples de maillons qui avaient perdu jusqu'à 75 % de leur section, c'est-à-dire avec une réduction de la résistance de la chaîne très importante. J'invite le service à inspecter toutes les chaînes et particulièrement à Marcel Thiry où l'usage est intensif ! Je recommande aussi de ne pas placer de ruban adhésif sur les chaînes, ce qui rend leur vérification impossible (par exemple, les balançoires à Parc Malou). Le remplacement s'impose dès que l'usure est devenue visible. Sur une structure d'escalade, c'est grave ; sur une balançoire, cela peut avoir des conséquences dramatiques ! Je souhaite à présent vous faire part de quelques observations particulières que je vous livre en vrac :

1. Parc Malou : je vous ai dit ce que je pensais de la buvette. Il manque le numéro sur la tyrolienne et la structure voisine de marque AGS, 1 an après la pose. La liste des plaines de jeux indique 1 à 12 ans pour cette plaine. Pourtant, certains jeux sont destinés aussi à des adultes. A l'entrée de la

plaine de jeux, il est indiqué 1 à 15 ans. N'est-ce pas un peu confus ?

2. Parc de Roodebeek : la propreté était moyenne et, sauf erreur, il y a toujours le portillon du bac à sable qui est défectueux, depuis combien d'années maintenant ? Depuis le lendemain de l'inauguration !
3. Timmermans : 3 nouveaux jeux ont été installés mais je n'y ai pas vu de numéros d'identification. Vous y avez fait installer une toilette accessible aux personnes handicapées lors de la reconstruction du local en 2014. 9 ans plus tard, celle-ci est toujours inaccessible. Qu'est-ce qui peut justifier cela ?
4. Van Meyel : il manque vraiment beaucoup de sable dans le bac à sable…
5. Marcel Thiry : pas de numéro visible sur la grande structure et quelques maillons de chaînes très usés !!! Le double portail d'entrée a une pièce cassée qui empêche sa fermeture ! C'était déjà l'observation que j'avais faite en 2022. Trouvez-vous ça normal ? C'est pourtant très important à cet endroit !
6. Andromède (PA-1) : il y traîne des déchets de polystyrène du chantier proche. Un nettoyage régulier est-il prévu ? La chaîne de la balançoire est cassée par usure ! Il n'y a pas de numéro sur le nouveau tobogan.
7. Bouton d'Or : il manque un garde-corps sur le jeu P-BD01. Le service y a mis des rubans en plastique rouges et blancs et 2 avis (un en français, l'autre en néerlandais) mais l'un est dans la poubelle et l'autre, arraché, était dans l'herbe à 10 mètres du jeu… Depuis quand est-ce dans cet état ?
8. Orion : poubelle pleine un samedi matin, ce n'est pas souhaitable et la poubelle à côté de l'ancien bac à sable a été vidée de son contenu par un animal…(je l'avais signalé au service Propreté)
9. Stade II : toujours pas de numéro sur la grande structure. Sur le jeu P-SE6, il manque une barre d'appui en haut de l'échelle. Sur la balance P-SE02, il y a une poignée desserrée…
10. Grootveld : 1 nouveau jeu sans numéro (l'escalade verticale entre 2 poteaux).
11. Verheyleweghen : les fermetures à pincer des portillons (2 sur 3) ne sont pas pratiques (j'avais fait la remarque à l'époque). Depuis 2021, le mécanisme d'un de ces portillons ne fonctionne plus. Pourquoi un tel retard pour une réparation ?
12. Wolubilis : les jeux défectueux ont été remplacés, c'est très bien mais sur les 9 jeux au total, 5 ne sont pas identifiés par une plaquette d'identification. Comment justifier ce manque ?

Je vous remercie d'avance pour les réponses que vous apporterez à mes questions et surtout pour les actions correctives urgentes ! Je souhaite aussi qu'une véritable maintenance préventive soit mise en place. Les jeux vieillissent mais la sécurité doit rester assurée. Il n'y a pas d'excuse pour ne pas le faire. J'ai vu du personnel communal occupé à inspecter les chaînes à Marcel Thiry et vous en remercie déjà. »

M. JAQUEMYNS remercie M. VAN der AUWERA pour sa visite annuelle des plaines de jeux mais conteste la vision apocalyptique présentée cette année et donne la réponse suivante :
« Comme vous l'indiquez dans votre question, et je vous en remercie, l'état général des plaines de jeux de notre commune est tout à fait correct et satisfaisant. Comme chaque année également, une équipe est dédiée à l'entretien des plaines de jeux, à la vérification et aux réparations des jeux présents dans les différents lieux de loisir de notre commune. Tout d'abord, au sujet du plan des plaines de jeux disponible sur le site internet communal, en écho à ce que je vous répondais lors du dernier Conseil, les services Information-Communication et Nouvelles technologies travaillent à la mise en place du nouveau site internet communal qui permettra une meilleure intégration des cartes et visuels, facilitant également la mise à jour des informations qui seront regroupées par thématiques. Depuis plusieurs semaines, à l'approche des beaux jours,

une vérification de l'ensemble des jeux dans les plaines est réalisée par le service des espaces verts en charge de la gestion et de l'entretien des plaines de jeux, sous la supervision d'un membre du personnel ayant spécifiquement les plaines de jeux dans ses attributions. Quant aux aspects liés à la propreté publique, les déchets présents à l'arrière du pavillon résultent de l'activité de l'exploitant de la buvette. Le service du patrimoine communal rappellera à l'exploitant son obligation d'entretien, de gestion et d'évacuation de ces déchets. Quant au vitrage cassé, le service des propriétés communales suit ce dossier en vue de son remplacement. Sur les aspects liés aux plaines de jeux, concernant l'identification des jeux, il convient de souligner que la commande des plaques d'identification alphanumérique se fait via une commande groupée dans le cadre d'un marché public et non pas plaquette par plaquette à chaque installation d'un module. Cependant, en attendant leur placement, une numérotation est apposée de manière manuscrite sur les jeux. Moins directement visible que les plaquettes certes, ces mentions sont néanmoins bien présentes sur les jeux. Quant aux chaînes des balançoires dans les différentes plaines de jeux, il est évident que celles-ci sont changées si nécessaire. De plus, nous faisons appel à un organisme qualifié et officiel qui contrôle les plaines de jeux 3 à 4 fois par an, en plus de la vérification régulière du coordinateur des plaines de jeux. Au besoin, si le jeu présente un quelconque risque, on peut aller jusqu'à interdire l'accès au jeu. Il y a une tolérance sur l'épaisseur de maillon mais le service a décidé de procéder au remplacement des maillons qui commencent à devenir problématiques même s'ils ne sont pas relevés par l'organisme de contrôle.
Quant aux observations particulières :

- Parc Malou : dans cette plaine, il n'y a pas de jeux pour adultes. S'il s'agit de l'espace fitness, vous aurez certainement constaté que l'aménagement d'une haie pour l'entourer a été réalisé. La signalétique mentionnant les âges doit être installée prochainement.
- Parc de Roodebeek : après vérification, le portillon du bac à sable est fonctionnel ainsi que le ferme-porte.
- Plaine de jeux Timmermans : sur les plaquettes, je me réfère à ce que j'ai indiqué précédemment.
- Van Meyel : dans la mesure du possible, le sable éjecté du bac par les enfants qui y jouent est remis en place dans le bac. Il est assez logique qu'après le passage d'enfants, il y ait du sable à côté du bac. Il est cependant impossible de prévoir en permanence un ouvrier pour remettre le sable dans le bac. Par ailleurs, comme chaque année, une commande de sable a été faite et elle devrait arriver prochainement pour recharger les différentes zones de sable dans nos plaines de jeux.
- Marcel Thiry : la pièce d'origine du portail a déjà été remplacée à plusieurs reprises. Une pièce en acier a même été installée, remplaçant la pièce d'origine an aluminium. Cette pièce en acier devrait mieux résister aux actes de vandalisme. Le portillon est sous investigation très régulière de la part du service qui gère les plaines de jeu.
- Andromède : l'entrepreneur qui mène le chantier proche de la plaine a été prévenu et a été invité à mieux gérer les déchets liés à son chantier. Pour les chaînes et les plaquettes, je me réfère à ce que j'ai indiqué précédemment.
- Bouton d'Or : le jeu est en réparation. Les pièces sont en fabrication. Le service a remis plusieurs fois de la rubalise et des avis de travaux. Certains trouvent cela amusant de retirer les affiches mais elles sont régulièrement remises. C'est une forme d'incivilité.
- Orion : comme je l'ai déjà indiqué, les poubelles publiques sont relevées très

régulièrement, y compris pendant le week-end, surtout dans les plaines de jeux. Je ne peux cependant pas garantir que les poubelles seront toujours vides à tout moment de la journée ou du week-end. En effet, il n'est pas rare qu'une poubelle à peine vidée se trouve à nouveau très rapidement remplie par des personnes indélicates qui n'attendent que cela pour jeter leurs déchets plutôt que d'utiliser des sacs poubelles à devoir présenter à la collecte de l'agence Bruxelles-Propreté. On essaie d'intensifier les passages dans les différents lieux problématiques.

- Stade : les pièces manquantes sont en commande et les poignées qui peuvent se desserrer à l'usage sont régulièrement refixées. Cela fait partie de l'entretien régulier que fait le service.
- Veheyleweghen : les poignées/pinces des portillons sont totalement fonctionnelles et très pratiques pour éviter la sortie intempestive des enfants de la plaine de jeux. Elles ne seront pas remplacées.
- Pour Grootveld et Wolubilis, s'agissant des plaquettes d'identification, j'ai déjà abordé ce point précédemment. »

M. VAN der AUWERA fait remarquer qu'il n'a pas voulu donner une vision apocalyptique mais pense avoir signalé de vrais défauts. Il s'inquiète de l'organisme de contrôle car à Andromède, une chaîne de la balançoire a cassé pendant qu'un enfant se balançait dessus et de l'autre côté, ça ne tenait plus qu'à un fil, ce qui représente un réel danger. L'organisme de contrôle étant venu en février, il doute qu'il s'agisse d'une usure sur 2 mois.

M. JAQUEMYNS répond que soit ce n'était pas encore usé en février, soit cela a été signalé et doit être remplacé.

M. VAN der AUWERA attire l'attention sur le fait que les jeux sont beaucoup utilisés et qu'il y a un phénomème d'usure qui peut surprendre. Il suggère d'avoir un stock de maillons car ceux-ci coûtent beaucoup moins cher qu'un enfant éjecté d'une balançoire. Il confirme que son but n'était pas de donner une vision apocalyptique mais d'inciter à la vigilance.

De toestand van de speelpleinen in onze gemeente, een tegenstrijdig beeld... (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt naar de staat van de speeltuinen in de gemeente:
"Zoals ik sinds 2012 elk jaar doe, heb ik de 18 speelpleinen bezocht die op de website van de gemeente staan. De resultaten zijn gemengd: ik vond de beste maar ook de slechtste! U denkt misschien dat ik in herhaling val, maar de lijst met speeltuinen die op de gemeentelijke website is gepubliceerd bevat nog steeds twee fouten: op nummer 14 staan twee speeltuinen. Grootveld moet nummer 16 zijn en Stadium 2 nummer 14 is niet juist gelokaliseerd. Ik heb u hier enkele jaren geleden al op gewezen... Op uw plan staan ook 2 gesloten speeltuinen: Floraliën en Haagbeuken. Wat belet u om deze lijst bij te houden zodat de ouders correct geïnformeerd kunnen worden? De kwestie van de toiletten is nog steeds niet opgelost en ik moet concluderen dat dit niet belangrijk is voor het College. U hebt ervoor gekozen om mijn herhaalde voorstel voor onderhoud sinds 2018 te negeren...
Ik wil hier het bijzondere geval van de bar in het Maloupark ter sprake brengen:

1. De opslagplaats voor vuilnis in de stijl van een "wilde stortplaats" aan de

achterkant van het paviljoen is onaanvaardbaar: divers afval, waaronder stukken glas inclusief plaatglas, een oude magnetron, losse kartonnen dozen, 2 grote halfvergane containers, bouwafval, een hek dat open blijft staan en waarom die bloembakken die leveringen en afvalverwijdering verhinderen? Wie is verantwoordelijk voor de verwijdering: de gemeente of de dienstverlener die de bar beheert?
2. Als klap op de vuurpijl: aan de voorkant is een grote ruit gebroken na een inbraak 2 jaar geleden volgens de uitbater. Binnen zijn er, ondanks het tijdelijke plank over de opening, nog steeds scherpe glasranden die ernstig letsel kunnen veroorzaken. Ik begrijp een dergelijke nalatigheid niet en verzoek u dit alles onverwijld te (laten) corrigeren!

Wat de algemene toestand van de speelpleinen betreft, heb ik enkele nieuwe speeltoestellen aangetroffen, hekken in goede staat, onderhouden begroeiing en, behalve in bijzondere gevallen, een goede staat van netheid. Toch maak ik me zorgen over enkele tekortkomingen. Er zijn nog steeds speeltoestellen die niet zijn geïdentificeerd, ondanks de wettelijke verplichting daartoe. Hoe kan de dienst nieuwe spellen installeren zonder ze te identificeren? Kunt u niet zorgen voor nieuwe identificatieplaatjes wanneer de aanbestedingsprocedure voor nieuwe spelletjes minimaal 6 tot 12 maanden in beslag neemt? Een ander veel ernstiger punt van zorg is dat er een gebrek aan waakzaamheid lijkt te zijn met betrekking tot preventief onderhoud, met name op het gebied van veiligheid. Bij Andromeda I brak een schakel van de ketting van de schommel door slijtage. Nadat ik vervolgens kettingen van verschillende sets op verschillende pleinen had bekeken, vond ik voorbeelden van schakels die tot 75 % van hun doorsnede hadden verloren, d.w.z. met een zeer aanzienlijke vermindering van de sterkte van de ketting. Ik verzoek de dienst uit om alle kettingen te inspecteren en vooral bij Marcel Thiry waar sprake is van intensief gebruik! Ik raad ook aan geen tape op de kettingen aan te brengen, waardoor het onmogelijk wordt ze te controleren (bijvoorbeeld de schommels in Maloupark). Ze moeten worden vervangen zodra slijtage zichtbaar wordt. Bij een klimstructuur is dit ernstig; bij een schommel kan dit dramatische gevolgen hebben! Ik wil u nu deelgenoot maken van enkele specifieke observaties die ik u in grote lijnen meegeef:

1. Maloupark: ik heb u verteld wat ik van de bar vond. Het nummer op de kabellbaan en de aangrenzende structuur (AGS) ontbreekt, 1 jaar na de installatie ervan. De lijst van speeltuinen geeft voor deze speeltuin 1 tot 12 jaar aan. Sommige spelen zijn echter ook bedoeld voor volwassenen. Bij de ingang van de speeltuin staat 1 tot 15 jaar. Is dat niet een beetje verwarrend?
2. Roodebeekpark: de netheid was gemiddeld en, tenzij ik me vergis, is het hek van de zandbak nog steeds defect, en dat al hoeveel jaar? Sinds de dag na de opening!
3. Timmermans: er zijn 3 nieuwe spelen geplaatst, maar ik heb geen identificatienummers gezien. U heeft daar een invalidentoilet laten plaatsen toen de voorziening in 2014 werd verbouwd. 9 jaar later is het nog steeds niet toegankelijk. Hoe komt dat?
4. Van Meyel: er ontbreekt veel zand uit de zandbak.
5. Marcel Thiry: geen zichtbaar nummer op de grote structuur en enkele zeer versleten kettingschakels! Het dubbele toegangshek heeft een gebroken deel waardoor het niet kan sluiten! Dit was al de constatering die ik in 2022 deed. Vindt u dit normaal? Het is erg belangrijk op deze plek!
6. Andromeda (PA-1): er is polystyreen afval van de nabijgelegen bouwplaats. Is er een regelmatige schoonmaak gepland? De ketting van de schommel is gebroken door slijtage! Er is geen nummer op de nieuwe glijbaan.
7. Boterbloem: er ontbreekt een leuning op het spel P-BD01. De dienst heeft er rood-witte plastic linten en 2 mededelingen (een in het Frans, de andere in het

Nederlands) aan bevestigd, maar de ene ligt in de vuilnisbak en de andere, afgescheurd, lag in het gras op 10 meter van het spel... Hoe lang ligt hij er al?

8. Orion: volle bak op een zaterdagochtend, dit is niet wenselijk en de vuilbak naast de oude zandbak is door een dier van zijn inhoud ontdaan...(ik had het gemeld aan de reinigingsdienst)
9. Stadium II: Nog steeds geen nummer op de grote structuur. Op de set P-SE6 ontbreekt een steunbalk bovenaan de ladder. Op de schaal P-SE02 zit een losse handgreep.
10. Grootveld: 1 nieuw spel zonder nummer (verticaal klimmen tussen 2 palen).
11. Verheyleweghen: de knijpsluitingen op de poortjes (2 van de 3) zijn niet praktisch (ik heb daar destijds op gewezen). Sinds 2021 werkt het mechanisme van een van deze poortjes niet meer. Waarom zo'n vertraging voor een reparatie?
12. Wolubilis: de defecte poorten zijn vervangen, wat heel goed is, maar van de 9 poorten in totaal zijn er 5 niet geïdentificeerd door een identificatieplaatje. Hoe kan dit worden gerechtvaardigd?

Ik dank u bij voorbaat voor de antwoorden op mijn vragen en vooral voor de dringende corrigerende maatregelen! Ik zou ook graag zien dat er echt preventief onderhoud gebeurt. De spelen worden ouder maar de veiligheid moet gewaarborgd blijven. Er is geen excuus om dat niet te doen. Ik zag gemeentepersoneel bezig met de inspectie van de kettingen bij Marcel Thiry en ik dank u daarvoor."

Dhr. JAQUEMYNS dankt dhr. VAN der AUWERA voor zijn jaarlijkse bezoek aan de speeltuinen maar bestrijdt de dit jaar gepresenteerde apocalyptische visie en geeft het volgende antwoord:
"Zoals u in uw vraag aangeeft, en ik dank u daarvoor, is de algemene toestand van de speelpleinen in onze gemeente vrij correct en bevredigend. Zoals elk jaar wordt een team gewijd aan het onderhoud van de speelplaatsen, aan de controle en het herstel van de aanwezige speeltoestellen in de verschillende recreatiezones van onze gemeente. Wat de kaart van de speelpleinen op de gemeentelijke website betreft, werken de diensten Informatie-Communicatie en Nieuwe technologieën, in navolging van wat ik u tijdens de laatste Raadszitting heb gezegd, aan de implementatie van de nieuwe gemeentelijke website, die een betere integratie van de kaarten en het beeldmateriaal mogelijk zal maken, alsook de actualisering van de informatie die per thema zal worden gegroepeerd. Nu het zomerweer voor de deur staat, worden sinds enkele weken alle speeltoestellen op de speelplaatsen gecontroleerd door de dienst Groene ruimtes, die belast is met het beheer en het onderhoud van de speelpleinen, onder toezicht van een personeelslid dat specifiek verantwoordelijk is voor de speelpleinen. Wat de aspecten in verband met de openbare netheid betreft, is het afval aan de achterkant van het paviljoen het resultaat van de activiteit van de uitbater van de drankgelegenheid. De dienst Gemeentelijk patrimonium zal de exploitant herinneren aan zijn verplichting tot onderhoud, beheer en verwijdering van dit afval. Wat het gebroken glas betreft, volgt de dienst Gemeente-eigendommen de zaak op met het oog op de vervanging ervan. Wat de aspecten in verband met de speelpleinen en de identificatie van de speeltoestellen betreft, zij erop gewezen dat de alfanumerieke identificatieplaatjes worden besteld in het kader van een groepsbestelling in het kader van een overheidsopdracht en niet bord voor bord voor elke installatie van een module. In afwachting van de plaatsing wordt echter met de hand een nummering op de sets aangebracht. Hoewel niet zo direct zichtbaar als de etiketten, zijn deze aanduidingen toch aanwezig op de spelen. Wat de kettingen op de schommels in de verschillende speeltuinen betreft, is het duidelijk dat deze indien nodig worden vervangen. Bovendien is er een gekwalificeerde en officiële organisatie die de speeltuinen 3-4 keer per jaar controleert, naast de regelmatige controle door de

speelpleincoördinator. Indien nodig, als het spel enig risico inhoudt, kunnen we zover gaan dat we de toegang tot het spel verbieden. Er geldt een tolerantie voor de dikte van de verbindingen, maar de dienst heeft besloten om verbindingen die problematisch beginnen te worden, te vervangen, zelfs als ze niet door de controle-instantie zijn vastgesteld.
Wat specifieke opmerkingen betreft:

- Maloupark: in deze speeltuin zijn er geen spellen voor volwassenen. Als het om de fitnessruimte gaat, zal het u zeker zijn opgevallen dat er een heg omheen is gezet. Binnenkort worden er borden met de leeftijden geplaatst.
- Roodebeekpark: na controle is het hek van de zandbak functioneel, evenals de sluiter van het hek.
- Speeltuin Timmermans: ik verwijs naar wat ik eerder heb gezegd over de identificatieplaatjes.
- Van Meyel: in de mate van het mogelijke wordt het zand dat door de spelende kinderen uit de zandbak wordt gegooid, terug in de zandbak gelegd. Het is heel logisch dat er, nadat de kinderen er doorheen zijn gegaan, zand naast de bak ligt. Het is echter onmogelijk om te allen tijde een medewerker aan het werk te hebben om het zand terug in de bak te doen. Bovendien is, zoals elk jaar, een bestelling van zand geplaatst die binnenkort zou moeten aankomen om de verschillende zandzones in onze speelplaatsen opnieuw aan te vullen.
- Marcel Thiry: het oorspronkelijke deel van het hek is al verschillende keren vervangen. Er is zelfs een stalen deel geplaatst ter vervanging van het oorspronkelijke aluminium deel. Dit stalen deel zou beter bestand moeten zijn tegen vandalisme. Het hek wordt zeer regelmatig onderzocht door de dienst die de speeltuinen beheert.
- Andromeda: de aannemer die de werkzaamheden bij de speeltuin uitvoert, is gewaarschuwd en gevraagd het afval van zijn werkzaamheden beter te beheren. Voor kettingen en identificatieplaatjes verwijs ik naar wat ik eerder heb gezegd.
- Boterbloem: het spel is in reparatie. De onderdelen worden gemaakt. De dienst heeft verschillende keren tape en aankondigingen van werkzaamheden opgehangen. Sommige mensen vinden het grappig om de borden te verwijderen, maar ze worden regelmatig weer opgehangen. Dit is een vorm van onbeleefdheid.
- Orion: zoals ik al zei, worden de openbare vuilnisbakken zeer regelmatig opgehaald, ook in het weekend, vooral op de speelplaatsen. Ik kan echter niet garanderen dat de bakken op elk moment van de dag of het weekend altijd leeg zijn. Het is niet ongewoon dat een vuilnisbak die net geleegd is, snel opnieuw wordt gevuld door onbeschofte mensen die hun afval maar al te graag weggooien in plaats van vuilniszakken te gebruiken die aan Net Brussel moeten worden aangeboden. We proberen het aantal bezoeken aan de verschillende probleemgebieden op te voeren.
- Stadion: ontbrekende onderdelen zijn in bestelling en handgrepen die door gebruik los kunnen raken, worden regelmatig opnieuw bevestigd. Dit maakt deel uit van het reguliere onderhoud dat de dienst uitvoert.
- Veheyleweghen: de handgrepen/klemmen op de hekken zijn volledig functioneel en zeer praktisch om te voorkomen dat kinderen onbedoeld het speelplein verlaten. Ze worden niet vervangen.
- Voor Grootveld en Wolubilis, wat betreft de identificatieplaatjes, ben ik al eerder op dit punt ingegaan."

Dhr. VAN der AUWERA wijst erop dat hij geen apocalyptische visie heeft willen geven, maar meent op enkele reële gebreken te hebben gewezen. Hij maakt zich zorgen over de keuringsinstantie omdat bij Andromeda een ketting aan de schommel brak terwijl er een kind op schommelde en aan de andere kant aan een draadje hing, wat een reëel gevaar is. Aangezien de controle-instantie in februari is gekomen, betwijfelt hij of het gaat om slijtage gedurende 2 maanden.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat het ofwel in februari nog niet versleten was, ofwel dat het gemeld was en vervangen moest worden.

Dhr. VAN der AUWERA wijst erop dat de spelen veel gebruikt worden en dat er een slijtageverschijnsel is dat verrassend kan zijn. Hij stelt voor een voorraad schakels aan te houden, aangezien die veel minder kosten dan een kind dat van een schommel wordt gegooid. Hij bevestigt dat het niet zijn bedoeling was een apocalyptische visie te geven, maar om waakzaamheid aan te moedigen.

24.04.2023/A/0048 **Squat situé avenue Ariane 16. (Mme PANS)**

Mme PANS interpelle le Collège comme suit concernant le squat situé avenue Ariane 16 :
« En février dernier, nous avions fait le point sur la gestion des squats présents sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert. Le plus important se situe aujourd'hui dans une propriété de Citydev au 16 avenue Ariane. Aux dernières nouvelles, on estimait à près de 300 le nombre de personnes qui y vivent depuis quelques mois en toute illégalité. Comme Monsieur le bourgmestre nous l'a confirmé précédemment, ces personnes ne peuvent prétendre à aucun titre de séjour : c'est une communauté de voyageurs, repliée sur elle-même, majoritairement composée de ressortissants de l'Union européenne - il suffit d'ailleurs de voir la nationalité des plaques d'immatriculation des très nombreuses voitures délabrées qui, elles, « squattent » le stationnement dans l'avenue Ariane. La présence de ce squat est désormais bien connue des riverains, tant elle devient de plus en plus visible. Dans le cadre du World Cleanup Day, je suis passée dans l'avenue Ariane avec quelques jeunes et nous avons découvert un dépotoir à ciel ouvert. Les deux friches à proximité du bâtiment sont jonchées de déchets en tout genre. A l'entrée du 16, s'accumulent les poubelles et les immondices, un paradis pour les rats. Certes, leur fournir gratuitement des sacs réglementaires partait d'une bonne intention mais ça n'a malheureusement pas l'air de changer la situation de manière significative. Nettoyer le quartier va certainement demander beaucoup de temps et de bras… Pendant notre opération de nettoyage, j'ai croisé plusieurs habitants des rues avoisinantes qui m'ont fait part de leurs inquiétudes et, pour beaucoup, d'un sentiment d'insécurité, un riverain m'indiquant, par exemple, que son épouse n'osait plus venir promener leur chien dans les environs. Cela s'ajoute malheureusement aux nuisances sonores constatées principalement le soir ou même au milieu de la nuit : festivités, cris, échanges houleux… Le tapage serait devenu monnaie courante pour les riverains les plus proches du bâtiment (Hof ten Berg, Dix Arpents, Marcel Thiry). Lors de la séance du Conseil communal de février, Monsieur le bourgmestre nous a parlé d'une fin d'occupation au printemps. Ce dernier étant maintenant bien entamé, qu'en est-il de cette procédure d'expulsion ? Quels leviers avez-vous à votre disposition, Monsieur le bourgmestre, pour mettre fin à cette situation dans les plus brefs délais ? Avez-vous des informations supplémentaires à nous fournir concernant la gestion de ce squat ? Connaît-on mieux les intentions de cette communauté (est-ce un squat temporaire ou

durable) ? Sait-on aussi ce qui régit la vie de la communauté (emplois, scolarité des enfants) ? La police est-elle intervenue récemment, notamment pour des cas de tapage nocturne ou en réponse à toute autre plainte ? A-t-elle accès aux lieux ? Peut-elle y faire respecter l'ordre ? Le jour où cette communauté quittera le site, le risque qu'elle abandonne encore plus de déchets derrière elle, sur la voie publique, est très important. Quelles actions la commune va entreprendre pour éviter cette situation ? J'insiste : le malaise dans le quartier est sensiblement palpable et nous comptons sur vous pour entendre cet appel des riverains. Je voudrais ajouter qu'en termes de sécurité routière, sur le temps que nous avons passé à ramasser les déchets, de nombreuses voitures sont passées à vive allure. »

M. MAINGAIN donne la réponse suivante :
« Je consacre quotidiennement un temps considérable à la gestion de la problématique des squats présents sur le territoire de notre commune. Comme dans d'autres communes, cette situation est le résultat de l'imprévoyance et des manquements du gouvernement fédéral en ce qui concerne la gestion de la crise de l'hébergement des personnes demanderesses de protection soit au titre d'asile soit au titre de la protection temporaire lorsqu'elles sont originaires d'Ukraine. De surcroît, l'absence d'une politique migratoire parfaitement maîtrisée par le gouvernement fédéral suscite également une augmentation sensible du nombre de squats, et ce dans toutes les communes. Comme j'ai pris mes responsabilités au moment de la crise sanitaire, à un moment où le cabinet de la Première ministre de l'époque, Mme WILMES, cherchait à empêcher mes décisions alors que je prenais un arrêté de police visant à interdire la fréquentation de certains lieux publics par des personnes revenant de zones à risque ou encore lorsque la ministre de la Santé avait qualifié de « grippette » une des plus graves pandémies qu'a connues le monde, j'assume mes responsabilités de bourgmestre dans la gestion de cette problématique avec les moyens juridiques qui sont à ma disposition et avec le concours de l'ensemble des services communaux et des services de police. Pour preuve, pas plus tard que le mardi 18 avril, j'ai veillé à ce qu'il soit mis fin au squat établi au 100 Gulledelle, dans le même quartier. Comme je l'ai annoncé à de multiples reprises, je veille non seulement au respect de la loi - mais les pouvoirs d'un bourgmestre ne sont pas illimités - mais aussi au respect de la dignité humaine. C'est ainsi que pour ce squat du 100 Gulledelle, j'avais estimé que l'expulsion des occupants, à l'initiative du propriétaire qui avait obtenu un titre de justice, ne pouvait pas être poursuivie au plus fort de la période hivernale puisque parmi les quelque 180 occupants, il y avait des enfants dont certains en très bas âge. Néanmoins, comme je l'ai toujours annoncé, j'ai veillé à ce que ce squat ne devienne pas permanent et que son occupation cesse dès que les conditions le permettaient, notamment en tenant compte des capacités opérationnelles des services de police. J'aurais pu requérir, vu le profil des personnes occupant le squat, toutes de nationalité étrangère, les services de la police fédérale et exclusivement de la police fédérale pour mettre fin à cette occupation. Mais, comme je connais la faiblesse des moyens de la police fédérale, en raison des décisions plus que regrettables prises notamment par le précédent gouvernement, celui de M. Charles MICHEL, pour réduire la capacité de la police fédérale, singulièrement à Bruxelles, j'ai estimé que cette opération devait être menée par la zone de police Montgomery, certes avec un soutien de la police fédérale, mais limité et aussi avec le concours d'autres zones de police bruxelloises. C'est près de 100 membres du personnel qui ont été mobilisés pour mener à bien cette opération, et je tiens à souligner la manière dont celle-ci s'est déroulée, sans heurt ni incident, avec efficacité et respect de la dignité humaine. Je tiens à exprimer mes vifs remerciements au chef de corps de la zone de police Montgomery, à ses officiers et à tous ses membres du personnel, ainsi qu'aux autres forces de police qui ont prêté leur concours, pour avoir mené cette opération avec un résultat remarquable. Le concours de plusieurs services communaux, de la prévention à la gestion de l'espace public, a

permis également que cette opération soit menée en bonne intelligence. Je tiens à les en remercier très sincèrement car une fois de plus, nos services communaux ont fait preuve d'une parfaite réactivité et disponibilité. Faut-il préciser que l'équipe de la voirie et plus particulièrement du service de la propreté, mobilisée par mon collègue, M. Philippe JAQUEMYNS, a veillé à un entretien approfondi de l'espace public à la suite de cette opération. J'invite le propriétaire des lieux à veiller à une remise en état de l'espace privatif situé à l'entrée de son bâtiment. Je procéderai de la même manière en ce qui concerne le squat établi au 16 avenue Ariane. D'ailleurs, le 18 avril, jour de l'opération au squat du 100 Gulledelle, le chef de corps de la zone de police Montgomery a veillé à ce que les forces de l'ordre soient déployées, en fin de matinée, devant le 16 avenue Ariane, afin de faire respecter un certain nombre d'obligations à ses occupants. Forts de la capacité déployée, les officiers de police ont pu entrer dans les lieux, en parfaite concertation avec les représentants des personnes qui l'occupent. Une visite complète des lieux a été effectuée et je disposerai sous peu d'un rapport détaillé quant aux conditions d'occupation de cet immeuble. Sur la base des informations dont je dispose, les personnes y établies n'ont pas d'activités professionnelles identifiées et les enfants ne sont pas scolarisés. Entretemps, j'ai rappelé notamment par courrier mais aussi par appel téléphonique aux dirigeants de Citydev, l'organisme régional propriétaire du bâtiment, la nécessité de diligenter les procédures pour obtenir une décision de justice ordonnant la fin de l'occupation. Les officiers de police ont estimé qu'ils pouvaient tenter une médiation avec les occupants afin de les inviter à quitter volontairement les lieux. Cette médiation est en cours mais si elle n'apporte pas le résultat escompté à très brève échéance, c'est-à-dire dans un délai de huitaine tout au plus, il reviendra aux responsables de Citydev d'obtenir la décision de justice dont question, sous réserve de l'exercice de mes pouvoirs de police pour autant que les conditions en soient réunies. Pour rappel, il ne suffit pas qu'un bourgmestre constate une occupation non autorisée d'un bâtiment pour qu'il puisse en ordonner l'évacuation. Encore faut-il qu'il dispose d'éléments certains et probants quant à l'insécurité, au sens d'un risque d'atteinte à l'ordre public et donc de menace pour l'intégrité des personnes ou pour la sauvegarde des biens, que représenterait une telle occupation. La jurisprudence du Conseil d'Etat était particulièrement exigeante à cet égard, voilà pourquoi la voie judiciaire pour l'obtention d'une décision du Juge de Paix ou d'une autre juridiction saisie en urgence est la voie juridique la plus certaine pour obtenir un titre exécutoire qui permet au bourgmestre et aux forces de l'ordre d'y réserver les suites appropriées. A ce stade, je ne m'étendrai pas sur l'ensemble des interventions des services de police, tant par les patrouilles en tenue que celles en civil, qui ont procédé aux constats que la loi leur impose et qui y réservent les suites nécessaires. A ma demande et avec le plein accord du chef de corps, la présence des services de police est particulièrement renforcée dans tout le quartier Marcel Thiry et j'en veux pour preuve que selon les dernières statistiques établies, les faits de délinquance ou d'incivilité y sont devenus exceptionnels, pour ne pas dire insignifiants. C'est dire l'efficacité de la surveillance. Quant au service de la propreté publique, grâce à la vigilance de mon collègue M. JAQUEMYNS, il est très régulièrement présent dans le quartier. Il procède trois fois par semaine à l'enlèvement de l'ensemble des déchets accumulés par les occupants dudit immeuble. De surcroît, le service communal de la prévention a rencontré les représentants des occupants et a tenté de leur expliquer au mieux les usages quant au tri des déchets et à la manière de les mettre en voirie pour leur enlèvement par Bruxelles-Propreté. Néanmoins, ce travail n'est pas aisé car la compréhension, notamment pour des raisons linguistiques, et ce malgré la présence d'interprètes, n'est pas toujours évidente pour lesdits occupants. Le service de la propreté publique passe également régulièrement dans ce quartier pour l'enlèvement des déchets abandonnés en voirie mais cette situation ne peut être imputée aux seuls occupants du 16 avenue Ariane. Sur la base d'un certain nombre de constats, le comportement de personnes hébergées dans le centre géré par

la Croix-Rouge flamande avenue Ariane n° 7 est également problématique. Une nouvelle rencontre avec les gestionnaires de ce centre est prévue afin de leur demander d'inviter les personnes y hébergées à faire également preuve de respect de l'espace public et de se conformer aux pratiques usuelles dans notre commune. Enfin, j'attire votre attention, Madame la conseillère, sur le fait qu'un membre de votre groupe politique, par ailleurs conseillère au CPAS, s'est rendue à plusieurs reprises en ce lieu pour apporter différents équipements et autres matériels aux personnes qui occupent ce bâtiment. Certes, cela partait peut-être de bonnes intentions, quoi que cette conseillère du CPAS soit davantage préoccupée d'en faire étalage sur les réseaux sociaux, mais cela a été perçu par les occupants comme une forme d'encouragement à rester en ce lieu et à le considérer comme un lieu d'hébergement plus pérenne. Cette manière de faire, de la part de votre colistière, est une grave erreur car elle renforce les objectifs poursuivis par les occupants d'un squat. Je ne saurais dès lors trop conseiller à votre groupe politique de faire preuve de plus de cohérence et de se garder d'initiatives intempestives alors que les autorités communales s'emploient, elles, à répondre efficacement à la gestion d'une crise sans précédent quant à l'hébergement des personnes concernées, situation que les autorités fédérales laissent pourrir délibérément, et singulièrement à Bruxelles, de manière à tenter de porter atteinte à la crédibilité de l'action publique des autorités régionales et locales. Je n'aurai de cesse de dénoncer cette manière de faire et j'aurai la préoccupation constante d'apporter une nouvelle fois la preuve que le laxisme s'installe par la volonté de certaines autorités et des partis qui travaillent contre les intérêts de Bruxelles. Les bourgmestres, en première ligne, eux, font face pour tenir en échec ce laxisme. Il en sera toujours ainsi à Woluwe-Saint-Lambert aussi longtemps que j'assumerai des responsabilités à la tête de cette commune. Ce laxisme ne sera pas toléré et je veillerai à mettre en oeuvre les moyens que la loi me réserve. »

Mme PANS objecte qu'elle entend bien les manquements reprochés à d'autres niveaux de pouvoir mais qu'elle est conseillère communale. Elle fait remarquer que les occupants de ce squat sont des gens du voyage (Français, Néerlandais, etc.) et que les riverains en ont gros sur la patate. Elle demande quand la médiation va commencer.

M. MAINGAIN répond qu'elle est en cours.

Mme PANS demande d'être tenue au courant. Quant aux propos tenus par rapport à une personne de son parti qui n'est pas présente, elle répond qu'elle est libérale et que chacun dans son groupe est libre d'apporter une aide s'il le souhaite.

M. MAINGAIN précise que la plupart des occupants de ce squat ne sont pas des ressortissants de l'Union européenne. Il confirme que la politique migratoire n'est pas gérée dans ce pays. Il explique qu'il s'est permis de citer la colistière de Mme PANS car elle-même se répand sur le réseaux sociaux. Il insiste sur le fait que ce squat prendra fin grâce au travail de l'autorité locale qui doit tout le temps suppléer les carences des autres autorités, ce qui entraîne une forte exaspération des bourgmestres bruxellois. Il affirme qu'il fera fermer ce squat mais qu'il doit respecter les procédures, travailler par étapes. Il s'oppose à ce qu'on laisse entendre que les autorités communales sont passéistes alors qu'elles pallient en permanence les carences des autres autorités.

Squat gelegen in de Arianelaan 16. (Mw. PANS)

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over het kraakpand aan de Arianelaan 16:

"Afgelopen februari hebben wij de balans opgemaakt van het beheer van de kraakpanden die aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe. De belangrijkste bevindt zich momenteel in een pand van Citydev aan de Arianelaan 16. Bij de laatste telling wordt het aantal personen dat daar sinds enkele maanden illegaal woont op bijna 300 geschat. Zoals de burgemeester ons eerder heeft bevestigd, hebben deze mensen geen enkele verblijfsvergunning: het is een in zichzelf gekeerde reizigersgemeenschap, die voornamelijk bestaat uit onderdanen van de Europese Unie - men hoeft alleen maar te kijken naar de nationaliteit van de nummerplaten van de vele vervallen auto's die in de Arianelaan "gekraakt" zijn. De aanwezigheid van dit kraakpand is inmiddels bekend bij de buurtbewoners, want het wordt steeds zichtbaarder. In het kader van World Cleanup Day ben ik met een aantal jongeren naar de Arianelaan gegaan en hebben we een openlucht stortplaats ontdekt. De twee braakliggende terreinen bij het gebouw zijn bezaaid met allerlei soorten afval. Bij de ingang van nr. 16 stapelen vuilnis en afval zich op, een paradijs voor ratten. Hoewel het verstrekken van gratis reglementaire zakken een goed voornemen was, lijkt het de situatie niet wezenlijk te veranderen. Het schoonmaken van de site zal zeker veel tijd en mankracht vergen... Tijdens onze schoonmaakoperatie heb ik verschillende bewoners van de aangrenzende straten ontmoet die mij vertelden over hun zorgen en, voor velen, een gevoel van onveiligheid; een bewoner vertelde mij bijvoorbeeld dat zijn vrouw niet meer in het gebied durft te komen om hun hond uit te laten. Dit komt helaas bovenop de geluidsoverlast die vooral 's avonds of zelfs midden in de nacht wordt waargenomen: festiviteiten, geschreeuw, verhitte discussies, enz. Het lijkt erop dat lawaai voor de bewoners die het dichtst bij het gebouw liggen (Hof ten Berg, Tiendagwand, Marcel Thiry) gemeengoed is geworden. Tijdens de Gemeenteraadsvergadering van februari sprak de burgemeester over een einde van de bezetting in het voorjaar. Nu het voorjaar in volle gang is, wat is de status van deze ontruimingsprocedure? Over welke hefbomen beschikt u, mijnheer de burgemeester, om zo snel mogelijk een einde te maken aan deze situatie? Heeft u aanvullende informatie over het beheer van dit kraakpand? Weten we meer over de bedoelingen van deze gemeenschap (is het een tijdelijk of permanent kraakpand)? Weet u ook wat het leven van de gemeenschap bepaalt (jobs, onderwijs voor de kinderen)? Is de politie onlangs opgetreden, bijvoorbeeld bij nachtelijke overlast of bij andere klachten? Hebben zij toegang tot de lokalen? Kunnen zij de orde handhaven? Op de dag dat deze gemeenschap het terrein verlaat, is het risico zeer groot dat zij nog meer afval achterlaat op de openbare weg. Welke acties gaat de gemeente ondernemen om deze situatie te voorkomen? Ik blijf erbij: de onrust in de buurt is voelbaar en wij rekenen erop dat u luistert naar deze oproep van de bewoners. Wat de verkeersveiligheid betreft, wil ik hieraan toevoegen dat gedurende de tijd dat wij afval ophaalden, veel auto's met hoge snelheid voorbij reden."

Dhr. MAINGAIN geeft het volgende antwoord:
"Ik besteed dagelijks veel tijd aan het probleem van de kraakpanden in onze gemeente. Zoals in andere gemeenten is deze situatie het gevolg van de kortzichtigheid en het falen van de federale regering met betrekking tot het beheer van de crisis van de huisvesting van mensen die bescherming zoeken onder de titel asiel of onder de titel tijdelijke bescherming wanneer zij uit Oekraïne komen. Bovendien leidt het gebrek aan een volledig gecontroleerd migratiebeleid van de federale regering ook tot een aanzienlijke toename van het aantal kraakpanden in alle gemeenten. Net zoals ik mijn verantwoordelijkheden opnam ten tijde van de gezondheidscrisis, toen het kabinet van de toenmalige Eerste minister, mw. WILMES, mijn beslissingen trachtte te verhinderen toen ik een politiebesluit uitvaardigde om het frequenteren van bepaalde openbare plaatsen door mensen die terugkeerden uit risicogebieden te verbieden, of toen de minister van Volksgezondheid een van de ernstigste pandemieën ter wereld omschreef als "griep", Ik neem mijn verantwoordelijkheid als burgemeester

in het beheer van dit probleem met de wettelijke middelen waarover ik beschik en met de hulp van alle gemeentelijke diensten en politiediensten. Als bewijs hiervan heb ik er juist op dinsdag 18 april voor gezorgd dat de kraak van Gulledelle 100, in dezelfde wijk, werd beëindigd. Zoals ik al vaak heb aangekondigd, zie ik er niet alleen op toe dat de wet wordt nageleefd - de bevoegdheden van een burgemeester zijn immers niet onbeperkt - maar ook dat de menselijke waardigheid wordt geëerbiedigd. Daarom was ik in het geval van het kraakpand aan de Gulledelle 100 van mening dat de uitzetting van de bewoners, op initiatief van de eigenaar die een gerechtelijk bevel had gekregen, niet kon worden voortgezet op het hoogtepunt van de winterperiode, aangezien zich onder de ongeveer 180 bewoners kinderen bevonden, waaronder enkele zeer jonge. Niettemin heb ik, zoals ik altijd heb aangekondigd, ervoor gezorgd dat deze kraak niet permanent werd en dat de bezetting werd beëindigd zodra de omstandigheden dit toelieten, met name door rekening te houden met de operationele capaciteiten van de politiediensten. Gezien het profiel van de bezetters van het kraakpand, die allen buitenlanders zijn, had ik de diensten van de federale politie, en uitsluitend de federale politie, kunnen verzoeken een einde te maken aan deze bezetting. Daar ik mij echter bewust ben van de zwakte van de middelen van de federale politie, als gevolg van de meer dan betreurenswaardige beslissingen van de vorige regering, die van dhr. Charles MICHEL, om de capaciteit van de federale politie, met name in Brussel, te verminderen, was ik van mening dat deze operatie moest worden uitgevoerd door de politiezone Montgomery, weliswaar met beperkte steun van de federale politie en ook met de hulp van andere Brusselse politiezones. Bijna 100 personeelsleden werden gemobiliseerd om deze operatie uit te voeren en ik zou de nadruk willen leggen op de manier waarop ze werd uitgevoerd, zonder conflicten of incidenten, met efficiëntie en respect voor de menselijke waardigheid. Ik wil de korpschef van de politiezone Montgomery, zijn agenten en al zijn medewerkers, alsmede de andere politiediensten die bijstand hebben verleend, van harte bedanken voor het feit dat zij deze operatie met een opmerkelijk resultaat hebben uitgevoerd. Dankzij de medewerking van verschillende gemeentelijke diensten, van preventie tot beheer van de openbare ruimte, kon deze operatie eveneens vlot verlopen. Ik wil hen van harte bedanken omdat onze gemeentelijke diensten eens te meer blijk hebben gegeven van een perfecte reactiviteit en beschikbaarheid. Er zij op gewezen dat de wegenwacht en meer bepaald de dienst van de openbare netheid, gemobiliseerd door mijn collega, dhr. Philippe JAQUEMYNS, na deze operatie hebben gezorgd voor een grondig onderhoud van de openbare ruimte. Ik verzoek de eigenaar van het pand ervoor te zorgen dat de privéruimte bij de ingang van zijn gebouw wordt hersteld. Ik zal op dezelfde manier te werk gaan met betrekking tot het kraakpand aan de Arianelaan 16.
Op 18 april, de dag van de operatie in het kraakpand 100 Gulledelle, heeft de korpschef van de politiezone Montgomery er namelijk voor gezorgd dat de ordehandhavers aan het eind van de ochtend voor de Arianelaan 16 werden ingezet om ervoor te zorgen dat de bewoners een aantal verplichtingen zouden nakomen. Met de ingezette capaciteit konden de politieagenten het pand betreden, in volledig overleg met de vertegenwoordigers van de bewoners. Er is een volledige rondgang door het pand gemaakt en ik zal binnenkort over een gedetailleerd verslag beschikken over de omstandigheden waaronder dit gebouw wordt bewoond. Volgens de informatie waarover ik beschik, hebben de bewoners geen bekende beroepsactiviteiten en gaan de kinderen niet naar school. Intussen heb ik de directie van Citydev, de gewestelijke instantie die eigenaar is van het gebouw, er per brief en telefonisch aan herinnerd dat een procedure moet worden ingeleid om een gerechtelijk bevel tot beëindiging van de bezetting te verkrijgen. De politieagenten waren van mening dat zij konden proberen te bemiddelen met de bewoners om hen uit te nodigen vrijwillig te vertrekken. Deze bemiddeling is aan de gang, maar als zij niet op zeer korte termijn, d.w.z. uiterlijk binnen een week, tot het gewenste resultaat leidt, is het aan de verantwoordelijken van Citydev om, onder voorbehoud van de uitoefening van mijn politiebevoegdheden, het

desbetreffende dwangbevel te verkrijgen, mits aan de voorwaarden is voldaan. Ter herinnering, het volstaat niet dat een burgemeester een ongeoorloofde bezetting van een gebouw vaststelt om de ontruiming ervan te bevelen. Hij moet ook over bepaalde en overtuigende elementen beschikken betreffende de onveiligheid, in de zin van een risico van ondermijning van de openbare orde en dus van een bedreiging van de integriteit van personen of van de bescherming van goederen, die een dergelijke bezetting zou inhouden. De jurisprudentie van de Raad van State is in dit opzicht bijzonder veeleisend. Daarom is de juridische weg om een beslissing van de vrederechter of een andere in noodgevallen aangezochte rechter te verkrijgen, de meest zekere juridische weg om een executoriale titel te verkrijgen die de burgemeester en de ordediensten in staat stelt adequaat op te treden. In dit stadium zal ik niet ingaan op alle interventies van de politiediensten, zowel van de geüniformeerde als van de patrouilles in burger, die de waarnemingen hebben gedaan die de wet van hen verlangt en die de nodige maatregelen nemen. Op mijn verzoek en met de volledige instemming van de korpschef is de aanwezigheid van de politiediensten in de hele wijk Marcel Thiry bijzonder versterkt, en ik wil erop wijzen dat volgens de laatste statistieken delinquentie en onbeschaafdheid uitzonderlijk, zo niet onbeduidend, zijn geworden. Dit toont aan hoe doeltreffend het toezicht is. Wat de dienst van de openbare netheid betreft, deze is dankzij de waakzaamheid van mijn collega dhr. JAQUEMYNS zeer regelmatig aanwezig in de wijk. Drie keer per week wordt al het afval van de bewoners van het gebouw verwijderd. Bovendien heeft de gemeentelijke preventiedienst de vertegenwoordigers van de bewoners ontmoet en geprobeerd hen uit te leggen hoe het afval het best kan worden gesorteerd en op straat gezet om door Net Brussel te worden opgehaald. Dit werk is echter niet gemakkelijk omdat het begrip, met name om taalkundige redenen, voor de bewoners niet altijd gemakkelijk is, ondanks de aanwezigheid van tolken. Ook de dienst van de openbare netheid bezoekt deze wijk regelmatig om het op straat achtergelaten afval te verwijderen, maar deze situatie kan niet alleen aan de bewoners van de Arianelaan 16 worden toegeschreven. Uit een aantal waarnemingen blijkt dat ook het gedrag van de bewoners van het centrum van het Vlaamse Rode Kruis aan de Arianelaan 7 problematisch is. Er is een nieuwe vergadering gepland met de beheerders van dit centrum om hen te vragen de personen die er gehuisvest zijn uit te nodigen eveneens respect te tonen voor de openbare ruimte en zich te schikken naar de gebruikelijke praktijken in onze gemeente. Tenslotte zou ik uw aandacht willen vestigen op het feit dat een lid van uw fractie, die tevens gemeenteraadslid is bij het OCMW, deze plaats meermaals heeft bezocht om diverse apparatuur en ander materiaal te brengen aan de mensen die dit gebouw bewonen. Dit was misschien goed bedoeld, hoewel het OCMW-raadslid meer bezig was met pronken op sociale netwerken, maar het werd door de bewoners gezien als een vorm van aanmoediging om er te blijven en het te beschouwen als een meer permanente verblijfplaats. Dit is een ernstige fout van uw lijstgenoot, omdat het de doelstellingen van de krakers versterkt. Ik raad uw fractie dan ook aan om coherenter te zijn en af te zien van voorbarige initiatieven terwijl de gemeentelijke overheden zich inspannen om een doeltreffend antwoord te bieden op de beheersing van een ongekende crisis met betrekking tot de huisvesting van de betrokken personen, een situatie die de federale overheden bewust laten verslechteren, met name in Brussel, in een poging om de geloofwaardigheid van het overheidsoptreden van de gewestelijke en lokale overheden te ondermijnen. Ik zal niet ophouden deze gang van zaken aan de kaak te stellen en ik zal er voortdurend op toezien dat opnieuw wordt aangetoond dat de laksheid tot stand komt door de wil van bepaalde overheden en partijen die tegen de belangen van Brussel in werken. De burgemeesters, in de frontlinie, treden op tegen deze laksheid. Dit zal altijd het geval zijn in Sint-Lambrechts-Woluwe zolang ik deze gemeente bestuur. Deze laksheid zal niet getolereerd worden en ik zal ervoor zorgen dat ik de middelen gebruik die de wet mij voorbehoudt."

Mw. PANS maakt bezwaar tegen het feit dat zij op de hoogte is van de tekortkomingen van andere bestuursniveaus, maar dat zij een gemeenteraadslid is. Zij wijst erop dat de bewoners van dit kraakpand zigeuners zijn (Fransen, Nederlanders, enz.) en dat de buurtbewoners zeer ontstemd zijn. Zij vraagt wanneer de bemiddeling begint.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat deze aan de gang is.

Mw. PANS vraagt op de hoogte te worden gehouden. Wat betreft de opmerking in verband met een lid van haar partij dat niet aanwezig is, antwoordt zij dat zij liberaal is en dat iedereen in haar fractie vrij is om te helpen als zij dat willen.

Dhr. MAINGAIN zegt dat de meeste bewoners van dit kraakpand geen EU-onderdanen zijn. Hij bevestigt dat het migratiebeleid in dit land niet wordt beheerd. Hij verklaart dat hij de vrijheid heeft genomen om de lijstgenoot van mw. PANS te citeren omdat zij zelf het woord verspreidde op sociale netwerken. Hij benadrukt dat deze kraak zal eindigen dankzij het werk van de gemeente, die steeds de tekortkomingen van de andere overheden moet goedmaken, wat tot grote ergernis leidt bij de Brusselse burgemeesters. Hij zegt dat hij het kraakpand zal sluiten, maar dat hij de procedures moet respecteren, gefaseerd werken. Hij verzet zich tegen de suggestie dat de gemeentelijke overheden achterlijk zijn terwijl ze voortdurend de tekortkomingen van andere overheden goedmaken.

Delphine De Valkeneer quitte la séance / verlaat de zitting.
Ingrid Goossens quitte la séance / verlaat de zitting.
Elsa Boonen quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2023/A/0049 **Les travaux de réparation du plafond du tunnel Woluwe devraient aussi réparer le sommeil des riverains ? (M. SIX)**

M. SIX interpelle le Collège comme suit au sujet des travaux de réparation du plafond du tunnel Woluwe qui perturbent le sommeil des riverains :
« Le tunnel Woluwe fait actuellement l'objet de travaux de réparation de son plafond et les riverains se sont plaints des nuisances sonores générées par les activités de l'entrepreneur durant la nuit. Ces riverains subissent aussi les nuisances sonores du trafic aérien provenant des activités de la Brussels Airport Company. Bruxelles Environnement a été saisi et a réalisé des mesures du niveau sonore durant la nuit du 28 mars afin de déterminer les sources de propagation depuis la rue de la Rive (côté jardin). Le rapport indique des dépassements ponctuels lors du déplacement des engins de la zone de stockage vers le tunnel, notamment les bips sonores (> 55 dB(A)). Bien que les niveaux sonores restent acceptables par rapport aux normes de Bruxelles Environnement pour les travaux à l'intérieur du tunnel (< 54 dB(A)), ces bruits demeurent élevés pour les riverains et perturbent leur sommeil. L'OMS a clairement établi dans ses directives sur le bruit que celui-ci génère des effets néfastes sur la santé. Il existe des corrélations entre le bruit excessif et les décès, ou du moins certaines maladies graves. Ce quartier est donc fortement exposé au bruit excessif, ce qui est inacceptable. Dès lors, pourriez-vous nous expliquer quelles mesures vous avez prises pour protéger nos riverains ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :
« L'entrepreneur en charge des travaux dans le tunnel du boulevard de la Woluwe,

voirie régionale, a sollicité du bourgmestre une autorisation pour effectuer certaines phases de son chantier pendant la nuit. Une autorisation a été délivrée en ce sens et est valable du 1er février au 30 juin de cette année, de 22h à 6h. Cette autorisation stipule, en l'absence de normes légales contraignantes au niveau régional, qu'il est interdit à l'entrepreneur de perturber la quiétude des riverains et qu'il convient de respecter le prescrit de l'article 88 du règlement général de police. Les services communaux ont effectivement reçu plusieurs plaintes provenant des riverains indiquant que le chantier perturbait significativement leur sommeil. Ces plaintes ont été relayées aux services régionaux en charge du chantier ainsi qu'à l'entrepreneur. L'entrepreneur nous a confirmé avoir mis en place des bâches acoustiques aux entrées et sorties du tunnel proches des habitations (c'est-à-dire côté Zaventem) permettant de réduire fortement le bruit induit par le chantier. Nous avons insisté auprès de l'entrepreneur pour que ces bâches soient correctement déployées, c'est-à-dire soient fermées pendant qu'ils travaillent à l'intérieur du tunnel pendant la nuit (ce qui n'a pas toujours été le cas). Par ailleurs, vu les plaintes, les services régionaux ont décidé de tenter de déterminer les sources des nuisances sonores. Ils ont réalisé, dans la nuit du 28 mars, des relevés dans le quartier et notamment à proximité des maisons du quartier. L'étude a démontré que les nuisances sont principalement dues à la circulation des engins en dehors du tunnel (supérieur à 54 db(A). Afin d'y remédier, la Région a proposé de limiter la circulation entre la zone de stockage et le tunnel à deux moments de la nuit : entre 21h et 22h et entre 05h et 06h. Néanmoins, le Collège a demandé que ces mouvements soient faits plus précocement en début de nuit ou tardivement en fin de nuit. Après avoir reçu l'avis positif de la cellule mobilité de la Région et de la zone de police, la période de fermeture du tunnel pour les travaux nocturnes se déroule de 21h à 7h du matin avec obligation de déplacement du charroi entre 21h et 22h et entre 06h et 07h. Les avis positifs nous ont été communiqués. L'entrepreneur a accepté ces modifications. L'autorisation de police initiale délivrée par le bourgmestre a donc été modifiée en ce sens. Depuis, nous n'avons plus enregistré de plainte. Cependant, les services communaux continuent de suivre la situation liée à ce chantier. Par ailleurs, si d'importants travaux générant des nuisances sonores fortes doivent être opérés, ils devront l'être dans toute la mesure du possible en journée ou, si ce n'est vraiment pas possible, à tout le moins avant 22h. »

M. SIX fait remarquer qu'il y a encore des gens qui se plaignent du bruit.

M. JAQUEMYNS répond que les autorisations et la modification ne datent que d'il y a une semaine.

Mme BORDES CASTELLS demande quel est le niveau maximum de décibels la nuit.

M. JAQUEMYNS répond qu'il y a un vide juridique, qu'il n'y a pas de norme établie mais qu'il faut respecter la quiétude des riverains. Il rappelle que le moment le plus problématique en l'état actuel de cette phase est le déplacerment des engins de chantier et qu'il a été demandé qu'il soit concentré en tout début ou en toute fin de nuit.

Zouden de herstellingswerken van het plafond van de Woluwetunnel ook de nachtrust van de bewoners moeten herstellen? (Dhr. SIX)

Dhr. SIX interpelleert het College als volgt over de herstellingswerken aan het plafond van de Woluwetunnel, die de nachtrust van de omwonenden verstoren:
"De Woluwetunnel wordt momenteel gerepareerd aan het plafond en omwonenden

hebben geklaagd over de geluidsoverlast die de werkzaamheden van de aannemer 's nachts veroorzaken. Deze bewoners hebben ook last van luchtverkeerslawaai van de activiteiten van Brussels Airport Company. Leefmilieu Brussel werd ingelicht en heeft in de nacht van 28 maart geluidsmetingen uitgevoerd om de bronnen van verspreiding vanuit de Oeverstraat (tuinzijde) te bepalen. Uit het rapport blijkt dat er af en toe overschrijdingen zijn wanneer de machines van de opslagplaats naar de tunnel worden verplaatst, met name de piepgeluiden (> 55 dB(A)). Hoewel de geluidsniveaus aanvaardbaar blijven ten opzichte van de Brusselse milieunormen voor werkzaamheden in de tunnel (< 54 dB(A)), blijven deze geluiden hoog voor de bewoners en verstoren zij hun slaap. De WHO heeft in haar richtsnoeren inzake lawaai duidelijk vastgesteld dat het schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid. Er zijn correlaties tussen buitensporig lawaai en overlijden, of in ieder geval bepaalde ernstige ziekten. Dit gebied wordt dus in hoge mate blootgesteld aan buitensporig lawaai, wat onaanvaardbaar is. Kunt u dus uitleggen welke maatregelen u hebt genomen om onze bewoners te beschermen?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:
"De aannemer die belast is met de werken in de tunnel van het Woluwedal, gewestweg, heeft aan de burgemeester toestemming gevraagd om bepaalde fasen van zijn werf 's nachts uit te voeren. Daartoe werd een vergunning afgegeven die geldig is van 1 februari tot 30 juni van dit jaar, van 22.00 uur tot 6.00 uur. Deze vergunning bepaalt, bij gebrek aan bindende wettelijke normen op gewestelijk niveau, dat het de aannemer verboden is de rust van de omwonenden te verstoren en dat de bepalingen van artikel 88 van het algemeen politiereglement moeten worden nageleefd. De gemeentelijke diensten hebben inderdaad verschillende klachten van buurtbewoners ontvangen dat de bouwplaats hun nachtrust aanzienlijk verstoorde. Deze klachten zijn doorgegeven aan de gewestelijke diensten die verantwoordelijk zijn voor de bouwplaats, alsook aan de aannemer. De aannemer bevestigt dat hij aan de in- en uitgangen van de tunnel dicht bij de huizen (d.w.z. aan de kant van Zaventem) akoestische afdekkingen heeft aangebracht, waardoor het door de bouwplaats veroorzaakte lawaai sterk werd verminderd. Wij hebben er bij de aannemer op aangedrongen dat deze dekzeilen goed worden aangebracht, d.w.z. dat ze worden gesloten terwijl ze 's nachts in de tunnel werken (wat niet altijd het geval is geweest). Voorts hebben de gewestelijke diensten naar aanleiding van de klachten besloten te trachten de oorzaken van de geluidsoverlast te achterhalen. In de nacht van 28 maart hebben zij onderzoek verricht in de buurt en met name dicht bij de huizen in de buurt. Uit het onderzoek bleek dat de overlast vooral te wijten is aan het verkeer van machines buiten de tunnel (meer dan 54 db(A)). Om dit te verhelpen heeft het Gewest voorgesteld het verkeer tussen de opslagplaats en de tunnel te beperken tot twee nachtelijke uren: tussen 21.00 en 22.00 uur en tussen 5.00 en 6.00 uur. Het College verzocht echter deze bewegingen vroeger in de nacht of later aan het eind van de nacht te laten plaatsvinden. Na een positief advies van de mobiliteitscel van het Gewest en de politiezone is de periode van sluiting van de tunnel voor nachtelijke werkzaamheden van 21.00 tot 7.00 uur, met de verplichting om de voertuigen te verplaatsen tussen 21.00 en 22.00 uur en tussen 6.00 en 7.00 uur. Er is positieve feedback ontvangen. De aannemer heeft ingestemd met deze wijzigingen. De oorspronkelijke machtiging van de burgemeester is dan ook dienovereenkomstig gewijzigd. Sindsdien hebben wij geen klachten meer ontvangen. De gemeentelijke diensten blijven echter toezicht houden op de situatie met betrekking tot deze bouwplaats. Bovendien moeten grote werkzaamheden die veel geluidsoverlast veroorzaken zoveel mogelijk overdag worden uitgevoerd of, indien dit niet mogelijk is, ten minste vóór 22.00 uur."

Dhr. SIX wijst erop dat er nog steeds mensen over het lawaai klagen.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de vergunningen en de wijziging pas een week geleden zijn afgegeven.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt wat het maximale decibelniveau 's nachts is.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat er een juridisch vacuüm is, dat er geen vastgestelde norm is, maar dat de nachtrust van de omwonenden moet worden gerespecteerd. Hij herinnert eraan dat het meest problematische moment in de huidige stand van deze fase de verplaatsing van het bouwmaterieel is en dat is gevraagd om deze helemaal aan het begin of helemaal aan het einde van de nacht te concentreren.

Delphine De Valkeneer entre en séance / treedt in zitting.
Ingrid Goossens entre en séance / treedt in zitting.
Elsa Boonen entre en séance / treedt in zitting.
Jacques Melin quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2023/A/0050 **Opkuisen van bomen en struiken in de omgeving van de kapel van Lenneke Mare, hoek van de Kapel- en Vanderveldelaan. (Dhr. DE SMUL)**

Dhr. DE SMUL interpelleert het College als volgt in verband met het opkuisen van bomen en struiken in de omgeving van de kapel van Lenneke Mare:
"Er werd mij gevraagd door de bewoners van de omgeving van de Kapel van Lenneke Mare, hoek van de Vanderveldelaan en Kapellaan, om de bomen en struiken eens een goede opknapbeurt en snoeibeurt te geven. Er is een wildgroei en de kapel is niet meer zo goed zichtbaar op sommige plaatsen. Mijn vraag is: willen de groendiensten van de gemeente het nodige doen om ons mooi patrimonium zichtbaar en proper te maken? Het is ook de taak van onze gemeente. Ik stelde deze vraag ook meer dan 10 jaar geleden en dan is het in orde gebracht door onze gemeentediensten. Na 10 jaar is het nu terug echt nodig om het terug in orde te brengen en een opknapbeurt te geven aan onze kapel van Lenneke Mare."

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:
"De tuinen rond de kapel van Lenneke Mare worden regelmatig onderhouden door het team van tuiniers dat aan dit gebied is toegewezen. De bomen worden inderdaad niet elk jaar gesnoeid om de levenscyclus van de boom te respecteren. Alleen dood hout wordt verwijderd. Het is waar dat sommige grote bomen het zicht op de kapel vanaf de Emile Vanderveldelaan belemmeren. De dienst Groene ruimtes zal overwegen ze de komende herfst te snoeien. Dit zal echter een "klassieke" snoei zijn. In samenwerking met de dienst Duurzame ontwikkeling voeren we namelijk een gedifferentieerd beheerplan voor de groene ruimtes in, dat tot doel heeft het snoeien te beperken tot bomen in de buurt van verkeerswegen of tot bomen die een reëel potentieel gevaar vormen, in de wetenschap dat er gesnoeid wordt om de boom comfortabel en veilig te laten verder groeien en tegelijk de veiligheid van de weggebruikers te garanderen. We gaan dus geen bomen snoeien om er bonzaïs van te maken, maar om ervoor te zorgen dat ze kunnen blijven leven met behoud van de opwaardering van het gemeentelijk patrimonium."

Nettoyage des arbres et arbustes près de la chapelle de Marie la Misérable, à l'angle des avenues de la Chapelle et Vandervelde. (M. DE SMUL)

M. DE SMUL interpelle le Collège comme suit concernant le nettoyage des arbres et arbustes dans les environs de la chapelle de Marie la Misérable :
« Des habitants des environs de la chapelle de Marie la Misérable, à l'angle des avenues de la Chapelle et Vandervelde, m'ont demandé qu'il soit procédé à un bon nettoyage et une bonne taille des arbres et arbustes. Il y a une croissance incontrôlée et la chapelle n'est plus très visible à certains endroits. Ma question est la suivante : les services des espaces verts de la commune peuvent-ils faire le nécessaire pour rendre notre beau patrimoine visible et propre ? C'est aussi la mission de notre commune. J'ai également posé cette question il y a plus de 10 ans et cela avait alors été réglé par nos services communaux. Après 10 ans, il est maintenant à nouveau réellement nécessaire de remettre cela en ordre et de remettre en état notre chapelle de Marie la Misérable. »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :
« Les jardins aux abords de la chapelle de Marie la Misérable sont régulièrement entretenus par l'équipe des jardiniers affectée à ce secteur. Certes, les arbres ne sont pas élagués chaque année, ceci afin de respecter le cycle de vie de l'arbre. Seul le bois mort est retiré. Il est vrai que quelques grands arbres cachent un peu la vue sur la chapelle depuis l'avenue Emile Vandervelde. Le service des espaces verts envisagera leur élagage à l'automne prochain. Cependant, il s'agira d'un élagage « classique ». En effet, en collaboration avec le service du développement durable, nous mettons en place un plan de gestion différenciée des espaces verts qui vise à limiter les élagages aux arbres proches des voies de circulation ou aux arbres présentant un réel danger potentiel, sachant que les élagages sont réalisés pour permettre à l'arbre de continuer à se développer confortablement et en sécurité tout en garantissant la sécurité des usagers de la voirie. Donc, nous n'allons pas élaguer des arbres pour en faire des bonzaïs mais de manière à ce qu'ils puissent continuer à vivre tout en préservant la mise en valeur du patrimoine communal. »

Jacques Melin entre en séance / treedt in zitting.

Questions d'actualité (Section 4 - art. 7 - sous-section 4) - Vragen over de actualiteit (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 4)

24.04.2023/A/0051 **De ontploffing van de verwarmingsinstallatie in de Villa Montald en de gevolgen daarvan op de werking. (Dhr. DESWERT)**

Dhr. DESWERT stelt een actualiteitsvraag aan het College in verband met de ontploffing van de verwarmingsinstallatie in de Villa Montald en de gevolgen daarvan op de werking:
"Zoals u wellicht weet, heeft er zich donderdag een incident voorgedaan in de Villa Montald. Er is namelijk een verwarmingsketel ontploft. Dat heeft tot de nodige schade geleid. Een medewerker zou ternauwernood aan verwondingen ontsnapt zijn. Er was in de pers ook sprake van gebarsten ramen, maar langs de buitenkant valt daar alvast niet meteen iets van te zien. Eigenlijk verbaast dit incident niet echt. Zoals u weet, bevindt het gebouw zich in zeer slechte staat. Maar andere problemen leken meer aandacht te vergen dan de verwarmingsinstallatie, die zoals u weet onderhevig is aan regelmatige controles. Toen de installatie een tiental jaar geleden geplaatst werd,

gaf deze blijkbaar zeer regelmatig problemen. We vernamen ook dat er in het verleden al verschillende reparaties door de gemeentelijke chauffagist plaats hebben gevonden. Dan kan men zich natuurlijk de vraag stellen waarom er nooit over werd gegaan tot een totale vervanging van de installatie. Door de gebeurtenis moeten nu een hele resem activiteiten stop gezet worden. Het is nog onduidelijk hoe lang dat zal duren.
Graag had ik een antwoord gekregen op volgende vragen.

1) Is het mogelijk te zeggen wanneer de gemeente de betreffende installatie de laatste keer heeft (laten) repareren? Waarom werd er niet besloten om de installatie in zijn geheel te vervangen? Betreft het hier louter een probleem met de ketel an sich of is het probleem van meer structurele aard?
2) Wanneer werd de installatie de laatste keer gecontroleerd? Zoals u weet moet dit in Brussel om de twee jaar gebeuren. Werden er problemen geconstateerd bij die laatste keuring? En zo ja, de welke?
3) Welke stappen heeft de gemeente ondernomen eens ze van het ongeval op de hoogte werd gebracht?
4) Kan u de volgende stappen toelichten die nu zullen gebeuren en kan u een inschatting geven van wanneer/of het gebouw mogelijk terug open zou kunnen?
5) Op welke manier gaat het gemeentebestuur samen met de vzw Villa Montald en de Vlaamse Gemeenschapscommissie op zoek naar alternatieve locaties voor de activiteiten die nog liepen in de Villa Montald?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat volgens een "gentlemen's agreement" tussen de gemeente en de vzw Villa Montald het onderhoud van de installatie wordt uitgevoerd door de vzw en reparaties door de gemeente. Hij preciseert dat de huidige verwarmingsketel sinds 2014 bestaat en dat er geen reden is om deze te vervangen. Hij somt de laatste ingrepen op:

- 2017: onderhoud vermeld in het onderhoudsboekje. Dit onderhoud is niet op initiatief van de gemeente maar van de vzw uitgevoerd;
- april 2021: vervanging van de ionisatiesonde;
- 2022: vervanging van de condenspot en reparatie van verschillende thermostaatkranen.

Hij geeft het verloop van de maatregelen na het incident aan:

- op het moment van het incident heeft de bewoner de bevoegde gemeentelijke dienst gebeld en er is onmiddellijk een chauffagist gekomen die de ketel op de veilige stand heeft gezet;
- de gemeente schakelde haar aannemer in om een diagnose te stellen, maar de bewoner gaf op dat moment geen toegang tot het pand;
- de firma kwam op de ochtend van 24 april langs en gaf het volgende verslag:

Naar aanleiding van ons bezoek vandaag om de ontploffing van de ketel te onderzoeken, vermoeden wij het volgende:

- *Verstopte schoorsteen of onvoldoende afzuiging*
- *Defecte lucht/gasdrukschakelaar*

Volgens de ter plaatse ontvangen informatie hebben de mensen ter plaatse de ketel herhaaldelijk gereset, ondanks de foutmeldingen en veiligheidsinstellingen van de ketel. We stelden vast dat de ketel sinds 2017 geen onderhoud/controle meer heeft gehad. Er zijn sindsdien geen controles

van de veiligheidselementen en de schoorsteen uitgevoerd.
De explosie veroorzaakte de volgende schade:

- *Rookkanaal en concentrisch deel in de stookruimte moet hersteld worden*
- *Elektroden moeten vervangen worden*
- *Lucht/gasdrukschakelaar moeten vervangen worden*
- *Luik/glas in de bodem van het verwarmingselement + afdichting moeten vervangen worden*

Zodra de installatie in bedrijf is gesteld, kan bij andere problemen (gasblok) of foutcodes een bezoek van de fabrikant noodzakelijk zijn.

Hij meldt dat de dienst aan de hand van het erkenningsnummer op het draaiboek de naam van het bedrijf dat de ketel in 2017 had onderhouden had willen nagaan, maar ook 's middags geen toegang had tot het gebouw. Wat de activiteiten van de vzw betreft, antwoordt hij dat de bewoner voorlopig zijn activiteiten zonder verwarming voortzet, wat niet erg is, en dat de gemeente zo snel mogelijk tot reparatie zal overgaan. Hij voegt eraan toe dat de gemeente het volledige beheer van het gebouw wil overnemen en dat het noodzakelijk zal zijn binnen een redelijke termijn een einde te maken aan de bezetting van deze plaats, zodat een omvangrijk renovatieproject van de Villa Montald kan worden ondernomen met het oog op de uitbreiding van het gemeentemuseum, waarvoor subsidies zullen moeten worden gevonden. Hij wijst er ook op dat de vzw Villa Montald veel heeft onderverhuurd en een soort tweede "huis van verenigingen" (niet alleen Vlaamse) is geworden. Hij benadrukt ook het belang van het project "Prinses Paola" om de activiteiten van de Vlaamse gemeenschap op één plaats te bundelen. Hij zegt dat de contractuele afspraken nauwkeuriger moeten worden gemaakt om precies te weten wie waarvoor verantwoordelijk is.

Dhr. DESWERT wijst erop dat dit niet altijd gemakkelijk is met de doorgang van verschillende verenigingen. Hij stelt voor in de overeenkomst op te nemen dat zij zich tot het gemeentebestuur kunnen wenden om de verschillende problemen op te lossen. Hij vraagt naar de activiteiten die in het gebouw worden georganiseerd.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat deze kunnen worden hervat, zonder verwarming. Hij kondigt aan dat hij ter plaatse zal gaan om te zien of er veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen. Hij legt uit dat hij zich niet onmiddellijk ter plaatse heeft kunnen begeven omdat diezelfde middag in een andere wijk van Sint-Lambrechts-Woluwe een gebouw is ingestort.

L'explosion de l’installation de chauffage de la Villa Montald et son impact sur le fonctionnement. (M. DESWERT)

M. DESWERT pose une question d’actualité au Collège concernant l'explosion de l’installation de chauffage à la Villa Montald et son impact sur le fonctionnement:
« Comme vous le savez peut-être, un incident s'est produit jeudi à la Villa Montald. En effet, une chaudière a explosé. Cela a entraîné pas mal de dégâts. Un employé aurait échappé de justesse à des blessures. La presse a également parlé de vitres brisées mais, du moins de l'extérieur, il n'y a aucun signe immédiat de cela. En fait, cet incident n'est pas vraiment surprenant. Comme vous le savez, le bâtiment est en très mauvais état. Mais d'autres problèmes semblaient nécessiter plus d'attention que l'installation de chauffage qui, comme vous le savez, fait l'objet de contrôles réguliers.

Lorsque l'installation a été mise en place il y a une dizaine d'années, elle a apparemment donné lieu à des problèmes très réguliers. Nous avons également appris que le chauffagiste communal avait déjà effectué plusieurs réparations par le passé. On peut donc naturellement se demander pourquoi on n'a jamais procédé à un remplacement total de l'installation. Suite à cet événement, toute une série d'activités doivent maintenant être interrompues. On ne sait pas encore combien de temps cela durera.
J'aimerais obtenir des réponses aux questions suivantes :

1) Est-il possible de préciser quand la commune a réparé (fait réparer) l'installation en question pour la dernière fois ? Pourquoi n'a-t-on pas décidé de remplacer l'ensemble de l'installation ? S'agit-il ici uniquement d'un problème avec la chaudière en tant que telle ou est-ce un problème à caractère plus structurel ?
2) A quand remonte le dernier contrôle de l'installation ? Comme vous le savez, à Bruxelles, ce contrôle doit être effectué tous les deux ans. Des problèmes ont-ils été constatés lors de ce dernier contrôle ? Et si oui, lesquels ?
3) Quelles mesures la commune a-t-elle prises après avoir été informée de l'accident ?
4) Pouvez-vous expliquer les prochaines étapes et pouvez-vous donner une estimation du moment où le bâtiment pourrait éventuellement rouvrir ?
5) De quelle manière l'administration communale, en collaboration avec l'ASBL Villa Montald et la Commission communautaire flamande, va-t-elle chercher des lieux alternatifs pour les activités qui étaient encore en cours à la Villa Montald ? »

M. MAINGAIN répond que selon un « gentlemen's agreement » entre la commune et l'ASBL Villa Montald, l'entretien de l'installation est réalisé par l'ASBL et les réparations sont effectuées par la commune. Il précise que la chaudière actuellement en place l'est depuis 2014 et qu'il n'y a pas de raison de la remplacer. Il énumère les dernières interventions :

- 2017 : entretien repris dans le carnet de suivi. Cet entretien n'a pas été réalisé à l'initiative de la commune mais de l'ASBL ;
- avril 2021 : remplacement de la sonde d'ionisation ;
- 2022 : remplacement du siphon de condensat et réparation de plusieurs vannes thermostatiques.

Il détaille le déroulement des interventions à la suite de l'incident :

- au moment des faits, l'occupant a appelé le service communal compétent et un chauffagiste est arrivé immédiatement et a mis la chaudière en sécurité ;
- la commune a fait appel à son adjudicataire pour qu'il puisse établir un diagnostic mais l'occupant n'a pas donné accès aux lieux à ce moment-là ;
- la firme est passée ce 24 avril au matin et a remis le rapport suivant :

Suite à notre passage de ce jour pour l'investigation suite à l'explosion de la chaudière, nous soupçonnons les faits suivants:

- *Cheminée bouchée ou extraction insuffisante*
- *Pressostat d'air/gaz défectueux*

D'après les informations reçues sur le lieu, les personnes sur place ont pratiqué des remises en route (reset) répétitives malgré les messages d'erreur

et mises en sécurité de la chaudière. Nous avons constaté que la chaudière n'a plus été entretenue/vérifiée depuis 2017. Aucune vérification des éléments de sécurité et cheminée n'ont été réalisés depuis.
L'explosion a causé les dégâts suivants :

- *Tubage de cheminée et partie concentrique dans le local de chauffe à refaire*
- *Electrodes à remplacer*
- *Pressostat air/gaz à remplacer*
- *Hublot/regard du fond de corps de chauffe + joint à remplacer*

Une fois l'installation mise en service, si d'autres problèmes sont présents (bloc gaz) ou codes erreurs, un passage du fabricant pourrait être nécessaire.

Il signale que le service aurait voulu vérifier le nom de la société qui a entretenu la chaudière en 2017 sur la base du numéro d'agrément repris sur la feuille de route mais n'a à nouveau plus eu accès au bâtiment l'après-midi. Quant aux activités de l'ASBL, il répond que dans l'immédiat, l'occupant poursuit ses activités sans chauffage, ce qui n'est pas trop pénible et que la commune procèdera aux réparations dans les meilleurs délais. Il ajoute que, de manière plus fondamentale, la commune souhaite reprendre la pleine gestion du bâtiment et qu'il faudra mettre fin à l'occupation de ce lieu dans un délai raisonnable pour qu'on puisse entamer un vaste projet de rénovation de la Villa Montald en vue de l'extension du musée communal pour lequel on devra trouver des subventions. Il fait remarquer par ailleurs que l'ASBL Villa Montald a beaucoup sous-loué et est devenue une sorte de deuxième « maison des associations » (pas uniquement flamandes). Il souligne également l'importance du projet de « Prinses Paola » pour rassembler les activités de la communauté flamande sur un même site. Il affirme qu'il faudra être plus précis au niveau des dispositions contractuelles pour savoir exactement qui assume quoi.

M. DESWERT fait remarquer que ce n'est pas toujours facile avec le passage de différentes associations. Il suggère de prévoir dans le contrat qu'ils peuvent s'adresser à l'administration communale pour régler les différents problèmes. Il demande ce qu'il en est des activités organisées dans les lieux.

M. MAINGAIN répond qu'elles peuvent reprendre, sans chauffage. Il annonce qu'il passera sur place et verra si des mesures de sécurité doivent être prises. Il explique qu'il n'a pas pu s'y rendre immédiatement car il y avait le même après-midi un immeuble qui s'effondrait dans un autre quartier de Woluwe-Saint-Lambert.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Patrick Lambert

La Présidente,
De Voorzitster,

Ariane Calmeyn